



**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES LOURDES PYRENEES
COMMUNE DE BORDERES-SUR-L'ECHEZ (HAUTES PYRENEES)**

**PLAN LOCAL D'URBANISME
REVISION ALLEGEE N°2**

DOSSIER D'APPROBATION

Projet de révision allégée n°2 arrêté le 19/09/2024
Enquête publique du 13/11/2025 au 18/12/2025
Révision allégée n°2 approuvée le 18/02/2026

Révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Échez

CONTENU DU DOSSIER

PROCEDURE

Délibération de prescription de la révision allégée n°2
Délibération tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision allégée n°2
Arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique sur le projet de révision allégée n°2

RAPPORT DE PRESENTATION

Notice
Résumé non technique
Annexe naturaliste

REGLEMENT

Règlement graphique

ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

OAP

HORS STANDARD

Avis des Personnes Publiques Associées
Procès-Verbal de la réunion d'examen conjoint
Rapport de la commissaire enquêteur

Pour ce dossier, la collectivité a été accompagnée par le groupement :



**ATELIER SOLS,
URBANISME ET PAYSAGES**
12, rue de l'église 65690 ANGOS
Tél. 09 65 00 57 23
asup@agretpy.fr
RCS Tarbes B 798 272 472



**TERRITOIRE D'AVENIR ET
DEVELOPPEMENT DURABLE**
35bis, rue de Guindalos 64110 Jurançon
tél. : +33(0)6 73 36 25 73
mail : amandine.raymond@tadd.fr
SIRET 504 648 528 00033



Pyrénées Cartographie

3 Rue de la fontaine
de Crastes - 65200 Asté
Tél : 05.62.91.46.86
Mobile : 06.72.78.91.55
guillaume.arlandes@pyrcarto.fr
<http://www.pyrcarto.com>



**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES LOURDES PYRENEES
COMMUNE DE BORDERES-SUR-L'ECHEZ (HAUTES PYRENEES)**

**PLAN LOCAL D'URBANISME
REVISION ALLEE N°2**

PROCEDURE

Projet de révision allégée n°2 arrêté le 19/09/2024
Enquête publique du 13/11/2025 au 18/12/2025
Révision allégée n°2 approuvée le 18/02/2026

Révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Échez

Bureau Communautaire du mercredi 24 mars 2021

Délibération n° 1

Prescription de la procédure de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bordères sur l'Echez

Date de la convocation : 12/03/2021

Nombre de conseillers en exercice : 56

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Thierry LAVIT, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. Jérôme CRAMPE, M. Jean-Michel SEGNERE, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, Mme Evelyne RICART, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, M. Erick BARROUQUERE-THIEL, M. Philippe BAUBAY, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, Mme Marie-Henriette CABANNE, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Louis CASTERAN, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Pascal CLAVERIE, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, M. Jean-Luc DOBIGNARD, Mme Andrée DOUBRERE, M. Philippe ERNANDEZ, M. Jacques GARROT, M. Jean-Paul GERBET, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, Mme Isabelle LOUBRADOU, M. Alain LUQUET, Mme Chantal PAULIEN, Mme Cécile PREVOST, M. Guillaume ROSSIC, M. Paul SADER, Mme Nicole SARRAMEA, Mme Martine SIMON, Mme Maryse VERDOUX, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Emmanuel ALONSO donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Ange MUR donne pouvoir à Mme Yvette LACAZE, M. François RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Jean BURON, Mme Lola TOULOUZE donne pouvoir à M. David LARRAZABAL

Absents :

M. Romain GIRAL, M. Philippe LASTERLE, M. Guy VERGES

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Prescription de la procédure de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bordères sur l'Echez

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5111-4,
Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.153-31 et suivants,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,
Vu la délibération n°5 du Conseil communautaire du 15 juillet 2020 donnant délégation au Bureau sur les dossiers de procédure de modification de droit commun, modification

simplifiée et révision « allégée » des documents d'urbanisme des communes membres, et des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux en cours d'élaboration,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bordères sur l'Echez, approuvé par délibération du conseil municipal en date du 20 juin 2007, modifié les 3 septembre 2009, 12 avril 2012, 3 août 2012, 20 avril 2016 et 19 novembre 2020, et révisé les 12 avril 2012 et 20 avril 2016.

EXPOSE DES MOTIFS :

Par courrier en date du 20 novembre 2020, la commune de Bordères sur l'Echez a demandé à la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées d'engager une procédure de modification de son Plan Local d'Urbanisme, en vigueur depuis 2007.

L'objectif de cette procédure est de régulariser plusieurs parcelles occupées illicitement depuis de nombreuses années par les gens du voyage, sédentarisés ou en cours de sédentarisation. Cette requalification est une priorité pour la commune afin de rétablir des situations qui ne sont pas acceptables pour les Borderais.

Deux secteurs à régulariser sont identifiés, au sud-ouest et au nord de la commune :

- Le quartier de « Lanardonne » (secteur sud-ouest) :

Classé en zone « U2f » dans le P.L.U., il regroupe une soixantaine de parcelles, en grande majorité occupées par la communauté des gens du voyage. Ce secteur est localisé au cœur d'une zone agricole et naturelle, et est desservi par le chemin de l'avion.

Il s'agit de procéder à la régularisation de plusieurs parcelles jouxtant le secteur « U2f », actuellement classées dans le P.L.U. :

- Soit en zone agricole « Aa » (zone naturelle à vocation agricole à protéger), dans laquelle aucune construction ou installation n'est autorisée pour des motifs de protection paysagère et d'éloignement des installations agricoles des zones d'habitat existantes ou futures,
- Soit en zone naturelle « N », comprenant des espaces naturels préservés de l'urbanisation ou de transformations altérant les caractères paysagers existants. Les nouvelles constructions n'y sont pas admises, seules la restauration et l'extension limitée des constructions existantes sont autorisées.

Les parcelles qu'il convient de régulariser seront donc intégrées dans la zone « U2f » (zone urbaine destinée à l'habitat individuel, à la sédentarisation des gens du voyage et à l'aménagement de « terrains familiaux »).

A noter que l'une de ces parcelles est incluse dans le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage, élaboré par le Conseil départemental (2018- 2023). Ce dernier encourage les possibilités de régularisation des parcelles non conformes.

- Le secteur Nord :

Classé en zones « AUf » et « AU » et localisé le long du chemin du pic, il regroupe à la fois des habitations autorisées et illicites.

La commune de Bordères sur l'Echez souhaite procéder à la régularisation de plusieurs parcelles localisées au sud de ce secteur, actuellement classées en zone « AU » dans le P.L.U. (zone d'urbanisation future destinée à l'habitat, aux équipements et aux formes favorisant la diversité et la mixité sociale et urbaine). Celles-ci seront intégrées dans la zone « AUf » (zone destinée à l'aménagement « de terrains familiaux » en vue de favoriser la sédentarisation des gens du voyage), à l'instar des autres parcelles occupées par la communauté des gens du voyage.

Cette procédure de révision du P.L.U. vise, en plus de la régularisation de constructions illicites anciennes, à répondre à une demande croissante de sédentarisation des gens du voyage sur la commune de Bordères sur l'Echez, et à encadrer l'implantation des constructions.

Les adaptations demandées porteront donc sur la modification du règlement graphique du P.L.U. (zones « AUf » et « U2f »). Des modifications pourront également être apportées au règlement écrit de ces deux zones.

Conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme, le P.L.U. fait l'objet d'une révision « allégée » lorsque celle-ci a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole, naturelle ou forestière, ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le Projet d'aménagement et de développement durables (P.A.D.D.).

Du fait que ces modifications réduisent des zones agricoles et naturelles, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations du P.A.D.D. du P.L.U., cette modification sera engagée dans le cadre d'une procédure dite de révision « allégée ». Celle-ci est encadrée par les articles L. 153-31 à L. 153-35 du Code de l'Urbanisme.

Le projet de révision arrêté du Plan Local d'Urbanisme fera l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale compétent et des Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme.

Il est proposé, conformément aux dispositions des articles L.103-3 et L.103-4 du Code de l'Urbanisme, de définir les modalités de concertation suivantes :

- Affichage de l'ensemble des délibérations prises durant la procédure de révision allégée n°2 au siège de la Communauté d'agglomération à Juillan et à la Mairie de Bordères sur l'Echez,
- Insertion des informations relatives à cette procédure sur les sites internet de la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées et de la commune de Bordères sur l'Echez,
- Ouverture d'un registre de concertation à l'attention du public, afin qu'il puisse faire part de ses observations, suggestions et contre-propositions. Celui-ci sera tenu à la disposition du public au siège de la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées à Juillan et à la Mairie de Bordères sur l'Echez, aux jours et heures habituels d'ouverture au public des deux collectivités,
- Organisation d'une réunion publique sur le projet de révision allégé n°2 du P.L.U., si les conditions sanitaires le permettent. La Communauté d'agglomération se réserve le droit de mettre en place un dispositif de concertation alternatif à cette réunion publique, si le contexte sanitaire ne permettait pas sa tenue,
- Pendant toute la durée de la concertation, possibilité pour le public d'adresser par écrit, sous enveloppe cachetée, ses observations, suggestions et contre-propositions à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées
Monsieur le Président
Zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle - Téléport 1
CS 51331 - 65013 TARBES CEDEX 9

- Association des Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme,
- Consultation au cours de la procédure, si elles en font la demande, des personnes publiques et des associations visées aux articles L.132-12 et L.132-13 du Code de l'Urbanisme.

La présente procédure de révision allégée n°2 du P.L.U. de la commune de Bordères sur l'Echez requiert l'intervention d'un bureau d'étude pour, notamment, modifier le règlement graphique du P.L.U., élaborer le dossier de demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée en l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale, et réaliser une évaluation environnementale.

L'exposé du Rapporteur entendu,

Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de prescrire la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Bordères sur l'Echez,

Article 2 : d'approuver les objectifs poursuivis pour la révision allégée ainsi que les modalités de la concertation, telles que définies ci-dessus,

Article 3 : d'associer les Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme, et de consulter au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques et les associations visées aux articles L.132-12 et L.132-13 du Code de l'Urbanisme,

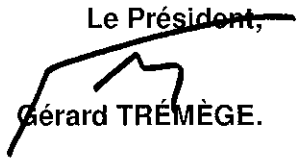
Article 4 : de préciser que la présente délibération sera transmise aux Personnes Publiques Associées et fera l'objet des formalités suivantes :

- Affichage au siège de la Communauté d'agglomération à Juillan et à la Mairie de Bordères sur l'Echez pendant un mois,
- Mention de l'affichage de la présente délibération dans un journal diffusé dans le département,
- Transmission au représentant de l'Etat,
- Publication au registre des délibérations,
- Insertion au recueil des actes administratifs.

Article 5 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

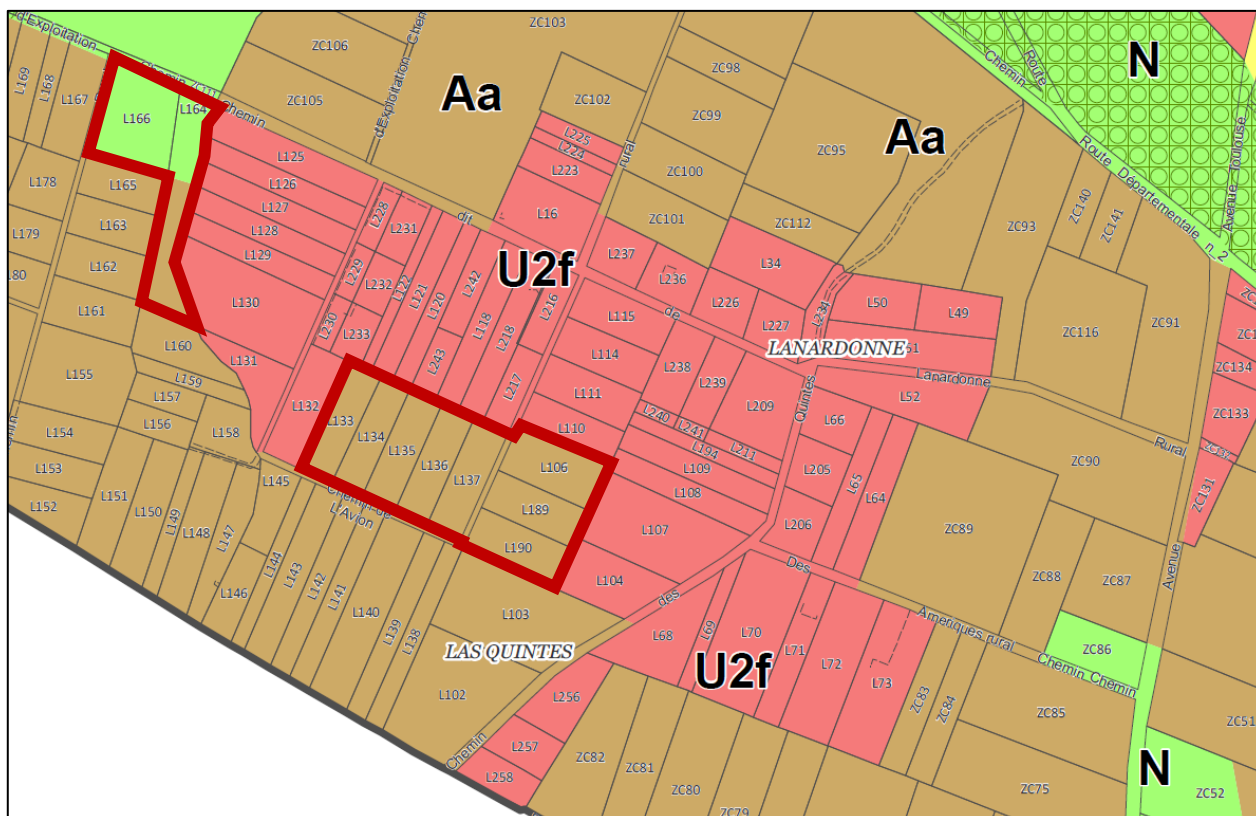
à l'unanimité.

Le Président,

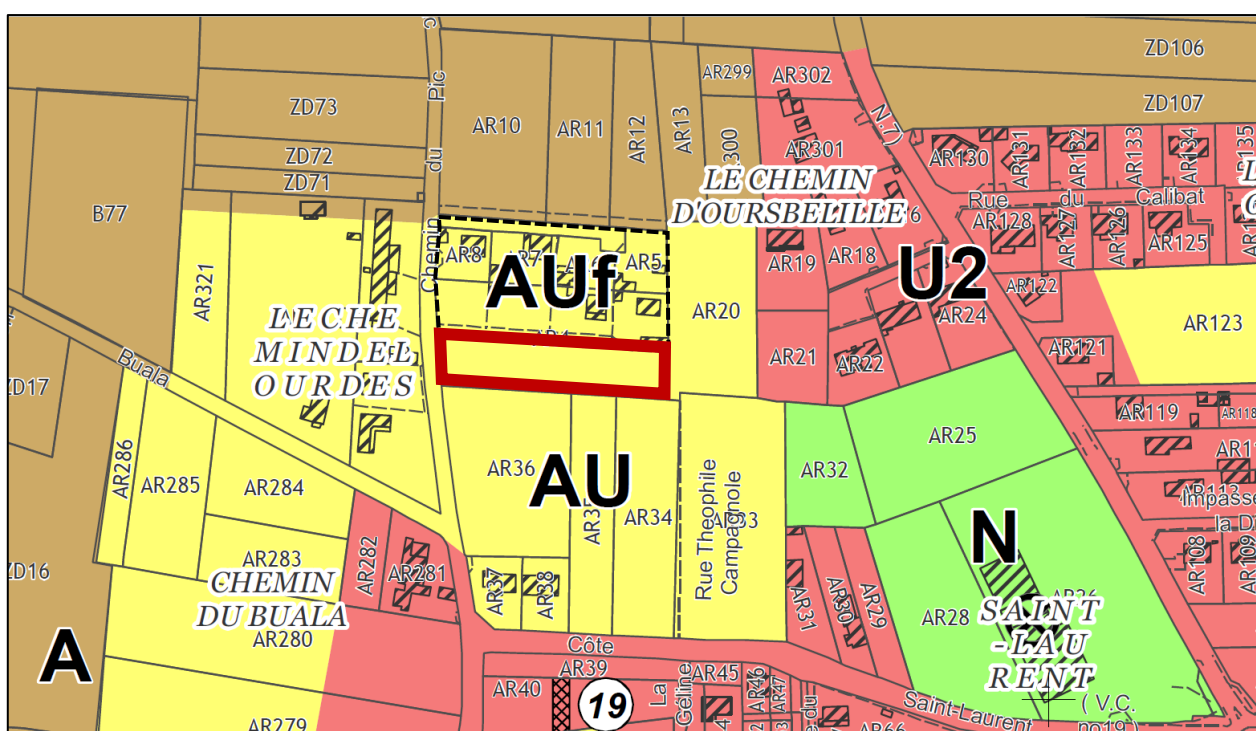

Gérard TRÉMÈGE.

ANNEXE

Commune de Bordères sur l'Echez - Parcelles à régulariser



Quartier de Lanardonne



Secteur Nord

Bureau communautaire du 19 septembre 2024

Délibération n° BC 2024-09-19.001

Date de la convocation : 13 septembre 2024

Nombre de conseillers en exercice : 54

Étaient présents : 39

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Yannick BOUBÉE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, M. Jérôme CRAMPE, M. Jean-Michel SEGNERE, M. Marc BÉGORRE, Mme Valérie LANNE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Emmanuel ALONSO, M. Philippe BAUBAY, Mme Marie-Henriette CABANNE, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Pascal CLAVERIE, M. Gilles CRASPAY, Mme Andrée DOUBRERE, M. Jacques GARROT, M. David LARRAZABAL, M. Alain LUQUET, M. Erick BARROUQUERE THEIL, M. Francis BORDENAVE, M. Jean BURON, M. Louis CASTERAN, M. Jean-Luc DOBIGNARD, M. Philippe ERNANDEZ, M. Romain GIRAL, Mme Yvette LACAZE, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, Mme Chantal PAULIEN, M. François RODRIGUEZ, M. Paul SADER, Mme Nicole SARRAMÉA, Mme Lola TOULOUZE, Mme Maryse VERDOUX, M. Christian ZYTYNSKI.

Étaient excusé(s) : 6

M. Thierry LAVIT, M. Gérard CLAVÉ, Mme Evelyne RICART, M. Jean-Marc BOYA, Mme Isabelle LOUBRADOU, M. Guy VERGES.

Avaient donné pouvoir : 2

M. Jean-Paul GERBET donne pouvoir à M. David LARRAZABAL, M. Guillaume ROSSIC donne pouvoir à M. Patrick VIGNES.

Absents : 7

M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Christian LABORDE, M. Ange MUR, Mme Cécile PREVOST, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean-Louis CRAMPE, Mme Martine SIMON.

Rapporteur : Patrick VIGNES

Objet : Bilan de la concertation et arrêt du projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bordères-sur-l'Echez

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.153-31 et suivants,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,
Vu la délibération n°5 du Conseil communautaire du 15 juillet 2020 donnant délégation au Bureau sur les dossiers de procédure de modification de droit commun, modification simplifiée et révision allégée des

documents d'urbanisme des communes membres, et des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux en cours d'élaboration,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bordères-sur-l'Echez, approuvé par délibération du conseil municipal en date du 20 juin 2007, modifié les 3 septembre 2009, 12 avril 2012, 3 août 2012, 20 avril 2016 et 19 novembre 2020, et révisé les 12 avril 2012 et 20 avril 2016,

Vu la délibération n°1 du Bureau Communautaire du 24 mars 2021 prescrivant la révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez,

Vu la délibération n°3 du Bureau Communautaire du 23 juin 2021 – délibération complémentaire à la délibération n°1 du 24 mars 2021 - prescrivant la révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez,

Vu le bilan de la concertation annexé à la présente délibération,

Vu le projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez annexé à la présente délibération.

EXPOSE DES MOTIFS

Suite à la demande de Monsieur le Maire de Bordères-sur-l'Echez, le Bureau Communautaire a prescrit la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune par délibération n°1 en date du 24 mars 2021.

L'objectif de cette procédure est de régulariser plusieurs parcelles occupées illicitement depuis de nombreuses années par les gens du voyage, sédentarisés ou en cours de sédentarisation. Cette requalification est une priorité pour la commune afin de mettre le document d'urbanisme en adéquation avec la vocation des parcelles occupées.

Deux secteurs à régulariser sont identifiés, au sud-ouest et au nord de la commune :

- **Le quartier de « Lanardonne » (secteur nord-ouest) :**

Classé en zone « U2f » dans le PLU, il regroupe une soixantaine de parcelles, en grande majorité occupées par la communauté des gens du voyage. Ce secteur est localisé au cœur d'une zone agricole et naturelle, et est desservi par le Chemin de l'avion.

Il s'agit de procéder à la régularisation de plusieurs parcelles jouxtant le secteur « U2f », actuellement classées dans le P.L.U :

- Soit en zone agricole « Aa » (zone naturelle à vocation agricole à protéger), dans laquelle aucune construction ou installation n'est autorisée pour des motifs de protection paysagère et d'éloignement des installations agricoles des zones d'habitat existantes ou futures,
- Soit en zone naturelle « N », comprenant des espaces naturels préservés de l'urbanisation ou de transformations altérant les caractères paysagers existants. Les nouvelles constructions n'y sont pas admises, seules la restauration et l'extension limitée des constructions existantes sont autorisées.

Les parcelles qu'il convient de régulariser seront donc intégrées dans la zone « U2f » (zone urbaine destinée à l'habitat individuel, à la sédentarisation des gens du voyage et à l'aménagement de « terrains familiaux »).

A noter que l'une de ces parcelles est incluse dans le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage, élaboré par le Conseil départemental (2018- 2023). Ce dernier encourage les possibilités de régularisation des parcelles non conformes.

Le quartier du « Pic du Jer » (secteur nord) :

Classé en zones « AUf » et « AU » et localisé le long du Chemin du pic, il regroupe à la fois des habitations autorisées et illicites.

La commune de Bordères-sur-l'Echez souhaite procéder à la régularisation de plusieurs parcelles localisées au sud de ce secteur, actuellement classées en zone « AU » dans le PLU (zone d'urbanisation future destinée à l'habitat, aux équipements et aux formes favorisant la diversité et la mixité sociale et urbaine). Celles-ci seront intégrées dans la zone « AUf » (zone destinée à l'aménagement « de terrains familiaux » en vue de favoriser la sédentarisation des gens du voyage), à l'instar des autres parcelles occupées par la Communauté des gens du voyage.

Les adaptations demandées porteront donc sur la modification du règlement graphique du PLU (zones « AUf » et « U2f »).

Conformément aux dispositions de l'article L 153- 34 du Code de l'Urbanisme, et après examen des travaux à réaliser, la procédure à engager était celle de la révision allégée dans la mesure où celle-ci a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole, naturelle ou forestière, ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le projet de révision arrêté du Plan Local d'Urbanisme fera l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale compétent et des Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme.

Conformément aux dispositions des articles L103-3 à L 103-6 du Code de l'Urbanisme, le Bureau Communautaire a défini les modalités de la concertation publique suivantes :

- Affichage de l'ensemble des délibérations prises durant la procédure de révision allégée n°2 au siège de la Communauté d'agglomération à Juillan et à la Mairie de Bordères-sur-l'Echez,
- Insertion des informations relatives à cette procédure sur les sites internet de la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées et de la commune de Bordères-sur-l'Echez,
- Ouverture d'un registre de concertation à l'attention du public, afin qu'il puisse faire part de ses observations, suggestions et contre-propositions. Celui-ci sera tenu à la disposition du public au siège de la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées à Juillan et à la Mairie de Bordères-sur-l'Echez, aux jours et heures habituels d'ouverture au public des deux collectivités,
- Organisation d'une réunion publique sur le projet de révision allégé n°2 du PLU. Le public sera informé du lieu, de la date et de l'horaire de cette réunion par voie de presse (publication dans un journal local dans le département). Une information sera également faite sur les sites internet de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées et de la commune de Bordères-sur-l'Echez,
- Pendant toute la durée de la concertation, possibilité pour le public d'adresser par écrit, sous enveloppe cachetée, ses observations, suggestions et contre-propositions à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées
Monsieur le Président
Zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle - Téléport 1
CS 51331 - 65013 TARBES CEDEX 9

- Association des Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme,
- Consultation au cours de la procédure, si elles en font la demande, des personnes publiques et des associations visées aux articles L.132-12 et L.132-13 du Code de l'Urbanisme.

Qu'ainsi, la concertation a été mise en œuvre de la façon suivante :

- L'affichage régulier des actes pris par la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes- Pyrénées, en son siège à Juillan et mairie de Bordères-sur-l'Echez ;
- Les services de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et de la mairie de Bordères-sur-l'Echez ont inséré, sur les sites internet des collectivités, des informations et les documents afférents à la procédure de révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Echez pour assurer une correcte information du public ;
- A partir du 20 juillet 2021, un registre de concertation a été ouvert et mis à disposition du public en Mairie de Bordères-sur-l'Echez et au siège de la Communauté d'Agglomération à Juillan, afin de recueillir ses contributions écrites sur le dossier ;
- Une réunion publique a été organisée le jeudi 5 septembre 2024 en mairie de Bordères-sur-l'Echez pour exposer au public la procédure de révision allégée n°2 du PLU, le contenu du projet et les prochaines étapes de travail.;

Considérant que, en conséquence, ces modalités ont assuré l'information et l'accès des habitants au dossier de projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez, et ont permis de les associer durant l'élaboration du projet.

Considérant que le bilan de la concertation sur le projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez est présenté en annexe à la présente délibération. Il conclut à l'absence d'adaptation particulière du projet de révision allégée n°2 du PLU suite la mise en œuvre des modalités de concertation avec le public.

Considérant que c'est dans ces circonstances que le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées est appelé à approuver le bilan de la concertation et à arrêter le projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez, conformément aux articles L 153-14 et suivants, L 153-34 du Code de l'Urbanisme.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le bilan de la concertation afférent au projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bordères-sur-l'Echez, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 : d'arrêter le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bordères-sur-l'Echez, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 3 : de soumettre le projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez à l'examen conjoint de la collectivité, des personnes publiques associées et aux différents organismes, puis à enquête publique, conformément aux dispositions des articles L 153-16 et suivants, L 153- 34 du Code de l'urbanisme.

Article 4 : de préciser que la présente délibération sera transmise aux Personnes Publiques Associées et fera l'objet des formalités de publicités réglementaires.

Article 5 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

Pour : 41

Contre : 0

Abstention : 0

Le Directeur Général des Services, par délégation du Président et sous sa responsabilité, certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa :

Date de signature par le Président : 20 SEP. 2024

Date de signature par le/la Secrétaire de Séance :
24 SEP. 2024

Transmission en Préfecture le 24 SEP. 2024

Publication le 25 SEP. 2024

Le Directeur Général des Services,

Jean-Luc REVILLER

Le Président

Gérard TREMEGE

La Secrétaire de séance,

Lola TOULOUZE



PLAN LOCAL D'URBANISME

COMMUNE DE BORDERES-SUR-L'ECHEZ

PROJET DE REVISION ALLEGEE N°2



Bilan de la concertation

Septembre 2024

1) Contexte et modalités de la concertation

Conformément aux dispositions des articles L 153-11 et L 153-33 du Code de l'Urbanisme, lorsque la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées prescrit une procédure de révision allégée d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), elle doit également définir les modalités de la concertation.

Lorsque le Bureau Communautaire a prescrit la révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Echez le 24 mars 2021, il a également défini les modalités de concertation suivantes :

- Affichage de l'ensemble des délibérations prises durant la procédure de révision allégée n°2 au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées à Juillan et à la mairie de Bordères-sur-l'Echez,
- Insertion des informations relatives à cette procédure sur les sites internet de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées et de la commune de Bordères-sur-l'Echez,
- Ouverture d'un registre de concertation à l'attention du public, afin qu'il puisse faire part de ses observations, suggestions, contre- propositions. Celui-ci sera tenu à la disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées à Juillan et à la mairie de Bordères-sur-l'Echez, aux jours et heures habituels d'ouverture au public des deux collectivités,
- Organisation d'une réunion publique sur le projet de révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Echez. Le public sera informé du lieu, de la date et de l'horaire de cette réunion par voie de presse (publication dans deux journaux locaux diffusés dans le département). Une information sera également faite sur les sites internet de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées et de la commune de Bordères-sur-l'Echez,
- Organisation d'une réunion publique sur le projet de révision allégée n°2 du P.L.U., si les conditions sanitaires le permettent. La Communauté d'agglomération se réserve le droit de mettre en place un dispositif de concertation alternatif à cette réunion publique, si le contexte sanitaire ne permettait pas sa tenue,
- Pendant toute la durée de la concertation, possibilité offerte au public d'adresser par écrit et sous enveloppe cachetée, ses observations, suggestions ou contre-propositions à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées
A l'attention de Monsieur le Président
Révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez
Zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle – Bâtiment Téléport I
CS 51331
65013 TARBES CEDEX 9

- Association des Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du Code de l'Urbanisme,
- Consultation, au cours de la procédure et si elles en font la demande, des personnes publiques et associations visées aux articles L 132-12 et L 132-13 du Code de l'Urbanisme.

2) Prescription de la procédure : réalisation des mesures de publicité

• Mesures de publicité relatives à la délibération du Bureau Communautaire

La délibération n°1 du Bureau Communautaire en date du 24 mars 2021 relative à la prescription de la révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Echez et la délibération n°3 du Bureau Communautaire en date du 23 juin 2021 (complémentaire à celle du 24 mars 2021), ont été affichées au siège de la Communauté d'Agglomération à Juillan et en mairie de Bordères-sur-l'Echez pendant un mois. L'affichage réglementaire a été respecté.

Les délibérations de prescription ont été publiées dans la presse locale via le journal *La Nouvelle République*.

L'avis d'information au public portant sur la délibération n°1 du Bureau Communautaire en date du 24 mars 2021 a été inséré dans le journal *La Nouvelle République*, édition Hautes-Pyrénées, le 19/04/2021.

L'avis d'information au public portant sur la délibération n°3 du Bureau Communautaire en date du 23 juin 2021 a été inséré dans le journal *La Nouvelle République*, édition Hautes-Pyrénées, le 27/06/2021.

AVIS PUBLICS

Avis administratif

AVIS AU PUBLIC

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES

Modifications simplifiées des PLU de Poueyferré et Tarbes et révisions allégées des PLU de Bordères sur l'Echez, Tarbes et Horgues

Le public est informé que par délibérations en date du 24 mars 2021, le Bureau communautaire a :

- prescrit les modifications simplifiées n°2 des Plans Locaux d'Urbanisme des communes de Poueyferré et de Tarbes
- prescrit la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bordères sur l'Echez
- approuvé les révisions allégées n°1 des Plans Locaux d'Urbanisme des communes de Horgues et de Tarbes.

Ces délibérations feront l'objet d'un affichage au siège de la CATLP et en mairies de Poueyferré, Tarbes, Bordères sur l'Echez et Horgues durant un mois.

Lesdites délibérations, ainsi que les dossiers correspondants, sont tenus à la disposition du public au siège de la Communauté d'agglomération, dans les mairies concernées et à la Préfecture des Hautes-Pyrénées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

AVIS PUBLICS

Avis administratif

AVIS AU PUBLIC

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES

Révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bordères sur l'Echez

Le public est informé qu'en date du 23 juin 2021, le Bureau communautaire de la Communauté d'agglomération a adopté la délibération n°3 complémentaire à la délibération n°1 du 24 mars 2021, prescrivant la révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères sur l'Echez. Cette délibération complémentaire a pour objet de rectifier une erreur matérielle sur le règlement graphique et de modifier certaines dispositions du règlement écrit.

Elle fait l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées depuis le 28 juin 2021 et fera l'objet d'un affichage en mairie de Bordères sur l'Echez à compter du 26 juillet 2021, durant un mois.

Les délibérations ont également été notifiées aux personnes publiques associées par courrier de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération en date du 01/09/2021.

3) L'information du public

Les informations relatives à la procédure de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez ont été insérées sur le site internet de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées dès juillet 2021.

Article datant de 2021

Prescription de la révision « allégée » n°2 et de la modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de BORDERES-SUR-L'ECHÉZ

Par délibération n°1 en date du 24 mars 2021, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a prescrit la révision « allégée » n°2 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Bordères-sur-l'Echez.

Cette procédure de révision « allégée » a pour objet de régulariser des parcelles occupées depuis de nombreuses années par les gens du voyage, sédentarisés ou en cours de sédentarisation. Cette régularisation est une priorité pour la commune de Bordères-sur-l'Echez d'une part, pour rétablir des situations qui ne sont plus acceptables pour les Borderais et, d'autre part, pour mettre le document d'urbanisme en adéquation avec la vocation des parcelles occupées.

La régularisation de ces parcelles entraînera des modifications du règlement graphique et du règlement écrit du P.L.U.

Afin de procéder notamment à des modifications de nature réglementaire, le Bureau Communautaire a également prescrit la modification simplifiée n°5 du P.L.U. de Bordères-sur-l'Echez, par délibération n°8 en date du 24 mars 2022. Cette modification simplifiée vise à rectifier une erreur matérielle relevée sur le règlement graphique du P.L.U., et à adapter certaines dispositions du règlement écrit, afin d'assurer une meilleure instruction des demandes d'autorisation de construire.

Il est porté à l'attention du public d'une part, que la délibération prescrivant la modification simplifiée du P.L.U. annule et remplace la délibération n°3 en date du 23 juin 2021 venant compléter celle prescrivant la procédure de révision dite « allégée » dudit P.L.U.

Afin de procéder notamment à des modifications de nature réglementaire, le Bureau Communautaire a également prescrit la modification simplifiée n°5 du P.L.U. de Bordères-sur-l'Echez, par délibération n°8 en date du 24 mars 2022. Cette modification simplifiée vise à rectifier une erreur matérielle relevée sur le règlement graphique du P.L.U., et à adapter certaines dispositions du règlement écrit, afin d'assurer une meilleure instruction des demandes d'autorisation de construire.

Il est porté à l'attention du public d'une part, que la délibération prescrivant la modification simplifiée du P.L.U. annule et remplace la délibération n°3 en date du 23 juin 2021 venant compléter celle prescrivant la procédure de révision dite « allégée » dudit P.L.U.

D'autre part, que les procédures de révision « allégée » et de modification simplifiée du P.L.U. de Bordères-sur-l'Echez seront menées en parallèle.

Les délibérations précitées, sont présentées ci-dessous :

Délibération n°1 du Bureau Communautaire du mercredi 24 mars 2021 prescrivant la révision « allégée » n°2 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Bordères-sur-l'Echez

Délibération n°8 du Bureau Communautaire du jeudi 24 mars 2022 prescrivant la modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Bordères-sur-l'Echez

Article datant de 2024

Prescription de la révision « allégée » n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de BORDERES-SUR-L'ECHÉZ

Par délibération n°1 en date du 24 mars 2021, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a prescrit la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bordères-sur-l'Echez.

Cette procédure de révision allégée a pour objet de régulariser des parcelles occupées depuis de nombreuses années par les gens du voyage, sédentarisés ou en cours de sédentarisation. Cette régularisation est une priorité pour la commune de Bordères-sur-l'Echez pour mettre le document d'urbanisme en adéquation avec la vocation des parcelles occupées.

La régularisation de ces parcelles entraînera des modifications du règlement graphique du PLU.

La délibération de prescription est téléchargeable ci-dessous :

[Délibération n°1 du Bureau Communautaire du mercredi 24 mars 2021 prescrivant la révision « allégée » n°2 du Plan Local d'Urbanisme \(PLU\) de la commune de Bordères-sur-l'Echez](#)

L'ensemble des actes pris par le Bureau Communautaire a été inséré sur les sites internet de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées et de la mairie de Bordères-sur-l'Echez.

4) Les moyens d'expression mis à la disposition du public

a) Le registre de concertation

Dans le cadre de la procédure de révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Echez, deux registres de concertation ont été mis à disposition du public :

- L'un au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées situé à Juillan à compter du 20 juillet 2021,
- L'autre en Mairie de Bordères-sur-l'Echez à compter du 20 juillet 2021.

b) La possibilité d'adresser un courrier

Le public a également la possibilité de faire part de ses observations, suggestions ou contre-propositions par courrier, sous enveloppe cachetée, en l'envoyant à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
A l'attention de Monsieur le Président
Révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez
Zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle – Bâtiment Téléport I
CS 51331
65013 TARBES CEDEX 9

5) L'organisation d'une réunion publique

Dans le cadre de la révision allégée n°2 du PLU communal, le public a été invité à participer à une réunion publique qui s'est tenue le jeudi 5 septembre 2024 à 18h en mairie de Bordères-sur-l'Echez, en salle du Conseil Municipal.

Cette réunion publique avait pour but d'exposer au public la procédure de révision allégée n°2 du PLU, le contenu du projet et les prochaines étapes de travail.

Cette réunion publique a été annoncée :

- Dans les annonces légales du journal local *La Nouvelle République* le 26 août 2024 ;

AVIS PUBLICS

Avis administratif

AVIS D'INFORMATION AU PUBLIC

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
TARBES LOURDES PYRÉNÉES**

Réunion publique relative à la révision allégée
n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune
de Bordères-sur-l'Echez

Dans le cadre de la révision allégée n°2 du PLU communal prescrite par délibération du Bureau Communautaire du 24 mars 2021, le public est invité à participer à une réunion publique qui se tiendra **le jeudi 5 septembre 2024 à 18h en mairie de Bordères-sur-l'Echez, en salle du Conseil Municipal.**

Cette réunion publique a pour but d'exposer au public la procédure de révision allégée n°2 du PLU, le contenu du projet et les prochaines étapes de travail.

Le public peut retrouver les informations relatives à la révision du PLU sur les sites internet de la CATLP et de la commune de Bordères-sur-l'Echez.

- A la une du site internet de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées du 23/08/2024 au 05/09/2024 inclus ;



+ L'INSTITUTION
+ VIVRE ICI
+ (RE) DECOUVRONS
+ ENTREPRENDRE

RÉUNION PUBLIQUE

Révision Allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Echez



01
02
03
04

RÉUNION PUBLIQUE











ACTUALITÉS

RÉUNION PUBLIQUE RÉVISION ALLÉGÉE PLU

PUBLIÉ LE : 23/08/2024

■ | ACTUALITÉS | DIVERS | RÉUNION PUBLIQUE RÉVISION ALLÉGÉE PLU

Révision allégée n°2
du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bordères-sur-l'Echez
REUNION PUBLIQUE

Le 24 mars 2021, le Bureau Communautaire de la Communauté Tarbes-Lourdes-Pyrénées a prescrit la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Bordères-sur-l'Echez.

La révision allégée n°2 a pour objet de régulariser des parcelles occupées depuis plus de 10 ans par des constructions ou en cours de sédentarisation, et a priorité pour la commune de Bordères-sur-l'Echez pour mettre le Plan Local d'Urbanisme en adéquation avec la vocation des parcelles occupées.

Cette révision entraînera des modifications du règlement graphique du PLU.

Le public est invité à participer à une réunion publique le **jeudi 5 septembre 2024 à 18h** en mairie de Bordères-sur-l'Echez, Salle du Conseil Municipal.

L'objectif de l'exposition est de présenter la procédure de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme et les prochaines étapes de travail.

RÉUNION PUBLIQUE
Révision Allégée n°2 du PLU

JEUDI 5 SEPTEMBRE 2024 À 18H
En mairie de Bordères-sur-l'Echez
Salle du Conseil Municipal

tarbes lourdes pyrénées

- Via une affiche exposée au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées du 23/08/2024 au 05/09/2024 inclus ;

L'affichage au siège de la CATLP



L'affiche de la réunion publique

RÉUNION PUBLIQUE

Révision Allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Echez

JEUDI 5 SEPTEMBRE 2024 À 18H
En mairie de Bordères-sur-l'Echez
Salle du Conseil Municipal

tarbes lourdes pyrénées

BORDERES SUR L'ECHÉZ

- Via une affiche exposée à la mairie de Bordères-sur-l'Echez du 23/08/2024 au 05/09/2024 inclus ;

L'affichage à la mairie de Bordères-sur-l'Echez



L'affiche de la réunion publique

RÉUNION PUBLIQUE

Révision Allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Echez



JEUDI 5 SEPTEMBRE 2024 À 18H

**En mairie de Bordères-sur-l'Echez
Salle du Conseil Municipal**



6) Bilan de la concertation

Les modalités de concertation avec le public indiquées dans la délibération de prescription ont été respectées et réalisées. Le bilan de la concertation avec le public afin de lui permettre d'obtenir toutes les informations sur la procédure et le conduire à s'exprimer sur le projet, n'induit à ce stade pas d'adaptation particulière du contenu du projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez.

Le Président

**ARRETE n° ARR2025-019
PRESCRIVANT L'OUVERTURE ET L'ORGANISATION DE L'ENQUÊTE
PUBLIQUE SUR LE PROJET DE RÉVISION ALLÉGÉE N°2 DU PLAN
LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE BORDÈRES-SUR-
L'ECHÉZ**

Le Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L153-9 et les articles L153-31 et suivants ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L123-2 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bordères-sur-l'Echez, approuvé par délibération du conseil municipal en date du 20 juin 2007, modifié les 3 septembre 2009, 12 avril 2012, 3 août 2012, 20 avril 2016, 19 novembre 2020 et 20 mars 2025 et révisé les 12 avril 2012 et 20 avril 2016 ;

Vu la délibération n°1 du Bureau Communautaire du 24 mars 2021 prescrivant la révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez ;

Vu la délibération n°3 du Bureau Communautaire du 23 juin 2021 – délibération complémentaire à la délibération n°1 du 24 mars 2021 - prescrivant la révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Echez ;

Vu la délibération n°1 du Bureau Communautaire du 19 septembre 2024 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Echez ;

Vu les différents avis des Personnes Publiques Associées recueillis sur le projet de révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Echez ;

Vu l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale du 03 décembre 2024 ;

Vu l'avis défavorable de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) en date du 17 décembre 2024 ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 65-2025-01-20-00002 et 65-2025-06-18-00013 statuant sur une demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée respectivement en date du 20 janvier 2025 et 18 juin 2025 ;

Vu la décision n°E25000113/64, en date du 30 septembre 2025, de désignation de la commissaire enquêtrice par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Pau ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

Considérant que le projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez a fait l'objet des consultations prévues par la loi et doit être soumis à enquête publique ;

Après avoir consulté le commissaire enquêteur,

ARRETE :

ARTICLE 1 : Objet de l'enquête publique

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez pendant une durée de 36 jours consécutifs à compter du **jeudi 13 novembre 2025 jusqu'au jeudi 18 décembre 2025 inclus**.

La présente révision vise à régulariser plusieurs parcelles occupées illégalement depuis de nombreuses années par la communauté des gens du voyage, sédentarisée ou en cours de sédentarisation. Deux secteurs à régulariser sont identifiés, le quartier de Lanardonne au sud-ouest de la commune et le quartier du Pic du Jer au nord.

La procédure d'évolution du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez retenue est la procédure de révision allégée en application des articles L153-31 à L153-35 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 2 : Responsable de la procédure d'évolution du PLU et demandes d'informations

Monsieur Gérard TRÉMÈGE, Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes- Pyrénées, est la personne responsable du projet.

Le public pourra aussi demander des renseignements par courriel à l'adresse suivante : revisionalleguee2.pluborderes@agglo-trlp.fr

ARTICLE 3 : Composition du dossier d'enquête

Le dossier soumis à enquête publique comprend les pièces énumérées à l'article R 123-8 du code de l'environnement et notamment le projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez ainsi que l'ensemble des documents administratifs afférents à la procédure d'évolution.

Le dossier d'enquête publique comprend :

- Les documents propres à l'enquête publique, avec le registre d'enquête publique à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par la commissaire enquêtrice, le présent arrêté et l'avis d'ouverture d'enquête, les justificatifs des mesures de publicité et la mention des textes régissant l'enquête publique ;

- Le bilan de la concertation ;
- Les avis des Personnes Publiques Associées (PPA), l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), les arrêtés préfectoraux relatifs à la demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée, l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAe) et le dossier associé ;
- Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint ;
- Le rapport de présentation, le règlement graphique opposable et le règlement graphique modifié.

Le dossier d'enquête publique ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront déposés au siège de l'enquête publique, situé au siège de la CATLP et en mairie de Bordères-sur-l'Echez, place Jean Jaurès.

ARTICLE 4 : Commissaire Enquêtrice

Par décision n°E25000113/64 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Pau, en date du 30 septembre 2025, a été désignée en tant que commissaire enquêtrice titulaire et en tant que commissaire enquêteur suppléant :

- Madame Marie THUILLIER, consultante développement économique, en qualité de commissaire enquêtrice.
- Monsieur Robert DOMEQ, cadre de la fonction publique d'Etat à la retraite, en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

ARTICLE 5 : Durée de l'enquête publique

L'enquête publique sur le projet de révision allégée se déroulera pendant une durée de 36 jours consécutifs, à compter du **jeudi 13 novembre 2025 jusqu'au jeudi 18 décembre 2025 inclus**.

ARTICLE 6 : Modalités de consultation du dossier enquête publique

Durant la période de l'enquête publique, **jeudi 13 novembre 2025 jusqu'au jeudi 18 décembre 2025 inclus**, les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête publique, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par la commissaire enquêtrice, seront déposés et tenus à la disposition du public :

- au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, à Juillan, aux jours et heures habituels d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h, à l'exception des jours fériés,
- à la mairie de Bordères-sur-l'Echez, place Jean Jaurès aux jours et heures habituels d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 8h45 à 12h15 et de 13h45 à 17h15, à l'exception des jours fériés.

Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la CATLP, à Juillan.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier sera également consultable sur un poste informatique mis à disposition du public au siège de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ainsi qu'en mairie de Bordères-sur-l'Echez.

Le dossier d'enquête sera également consultable sur les sites internet suivants pendant toute la durée de l'enquête : www.agglo-tlp.fr et www.borderes-echez.fr.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication :

- du dossier d'enquête publique dès publication du présent arrêté,
- des observations faites par le public au cours de l'enquête,
- du rapport et des conclusions rendus par la commissaire enquêtrice,

Et ce, dans les conditions prévues par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée.

Cette demande doit être adressée à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées, et envoyée à :

*COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES
Zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle- bâtiment Téléport I
CS 51331 – 65013 TARBES CEDEX 9*

ARTICLE 7 : Dépôts des observations

Le public pourra déposer ses observations et propositions, pendant la période d'enquête, du **jeudi 13 novembre 2025 jusqu'au jeudi 18 décembre 2025 inclus**, selon les modalités suivantes :

- soit sur les registres d'enquête ouverts au siège de la CATLP à Juillan et en mairie de Bordères-sur-l'Echez ;
- soit par courrier électronique à l'adresse suivante : revisionallegee2.pluborderes@agglo-tlp.fr.
- soit par courrier postal à l'attention de Madame la Commissaire Enquêtrice à l'adresse suivante :

*COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES
Madame la Commissaire Enquêtrice
Révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez
Zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle - Téléport 1
CS 51331 - 65013 TARBES CEDEX 9*

En outre les observations du public peuvent être reçues par la commissaire enquêtrice dans le cadre des permanences définies à l'article 8 du présent arrêté.

Il ne sera pas tenu compte des observations émises :

- par d'autres voies que celle indiquées ci-dessus,
- en dehors de la période d'enquête allant du jeudi 13 novembre 2025 jusqu'au jeudi 18 décembre 2025 inclus.

ARTICLE 8 : Permanences de la commissaire enquêtrice

Madame Marie THUILLIER, commissaire enquêtrice pour ladite enquête publique, assurera trois (3) permanences pour recevoir les observations dans les lieux et aux jours et horaires suivants :

Lieux d'enquête	Adresse	Jours et horaires des permanences
BORDERES-SUR-L'ECHEZ Mairie	Place Jean Jaurès 65320 BORDERES-SUR-L'ECHEZ	Jeudi 13 novembre 2025 de 9h à 12h
JUILLAN Siège CATLP	Zone tertiaire Pyrène Aéro-Pôle Téléport 1 65290 JUILLAN	Mardi 2 décembre 2025 de 14h à 17h
BORDERES-SUR-L'ECHEZ Mairie	Place Jean Jaurès 65320 BORDERES-SUR-L'ECHEZ	Jeudi 18 décembre 2025 de 14h à 17h

En cas d'empêchement de la commissaire enquêtrice, le commissaire enquêteur suppléant pourra remplacer la commissaire enquêtrice titulaire.

ARTICLE 9 : Mesures de publicité

Un avis reprenant les indications du présent arrêté et faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié quinze (15) jours au moins avant l'ouverture de celle-ci, et rappelé dans les huit (8) premiers jours de l'enquête, dans deux journaux diffusés à l'échelle du département :

- la Dépêche Hautes-Pyrénées,
- la Nouvelle-République des Pyrénées.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier d'enquête publique avant l'ouverture de celle-ci, en ce qui concerne la 1ère insertion, et au cours de l'enquête publique pour la 2^{ème} insertion.

Cet avis sera également publié au moins quinze (15) jours avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute sa durée sur le site internet de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées à l'adresse : www.agglo-trlp.fr et sur le site de la commune de Bordères-sur-l'Echez à l'adresse : www.borderes-echez.fr.

Cet avis sera affiché au moins quinze (15) jours avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci :

- à la mairie de Bordères-sur-l'Echez, place Jean Jaurès,
- au siège de la CATLP, à Juillan,
- aux abords des quartiers de Lanardonne et du Pic du Jer.

Ces mesures de publicité (hors affichage aux abords des quartiers) seront justifiées par un certificat de Monsieur le Maire de Bordères-sur-l'Echez et par un certificat de Monsieur le Président Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées.

ARTICLE 10 : Clôture de l'enquête publique

A l'expiration du délai de l'enquête publique prévu à l'article 1er du présent arrêté, le registre est clos et signé par la commissaire enquêtrice.

La commissaire enquêtrice rencontrera, dans un délai de huit jours après clôture de l'enquête publique, les représentants de la CATLP et leur communiquera un procès-verbal de synthèse des observations émises.

La CATLP disposera d'un délai de quinze jours pour formuler ses remarques sur ce document.

La commissaire enquêtrice disposera ensuite d'un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête publique pour remettre aux représentants de la CATLP le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées. Elle transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Pau.

Le rapport de la commissaire enquêtrice, conforme aux dispositions des articles L.123-15 et R.123-19 du Code de l'Environnement, relatera le déroulement de l'enquête publique et examinera les observations, propositions et contre-propositions recueillies.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public un mois après la date de clôture de l'enquête publique, et pour une durée d'un an au siège de la CATLP, à Juillan (65290) et à la mairie de Bordères-sur-l'Echez (65320). Ils seront aussi consultables sur les sites de la CATLP et de la mairie de Bordères-sur-l'Echez aux adresses suivantes : www.agglo-tlp.fr et www.borderes-echez.fr.

Les personnes intéressées pourront en obtenir communication, sans limitation de délai, dans les conditions prévues au titre 1er de la loi du 17 juillet 1978 (L.311-1 du Code des relations entre le Public et d'Administration).

ARTICLE 11 : Décision pouvant être adoptée à l'issue de l'enquête publique

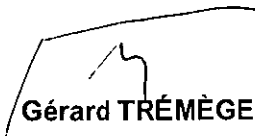
A l'issue de l'enquête publique, le projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions de la commissaire enquêtrice, sera soumis au Bureau Communautaire de la CATLP pour approbation et, en cas d'approbation, sera exécutoire à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission à Monsieur le Préfet des Hautes- Pyrénées et des mesures de publicité requises.

ARTICLE 12 : Notification et exécution du présent arrêté

Une ampliation du présent arrêté sera transmise pour notification et exécution à :

- Monsieur le Préfet du Département des Hautes-Pyrénées,
- Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Pau,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires des Hautes-Pyrénées,
- Monsieur le Maire de la commune de Bordères-sur-l'Echez,
- Madame la commissaire enquêtrice.

Juillan, le 22 OCT. 2025


Gérard TRÉMÈGE



**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES LOURDES PYRENEES
COMMUNE DE BORDERES-SUR-L'ECHEZ (HAUTES PYRENEES)**

**PLAN LOCAL D'URBANISME
REVISION ALLEGEE N°2**

NOTICE

Projet de révision allégée n°2 arrêté le 19/09/2024
Enquête publique du 13/11/2025 au 18/12/2025
Révision allégée n°2 approuvée le 18/02/2026

Pour ce dossier, la collectivité a été accompagnée par le groupement :



**ATELIER SOLS,
URBANISME ET PAYSAGES**
12, rue de l'église 65690 ANGOS
Tél. 09 65 00 57 23
asup@agretpy.fr
RCS Tarbes B 798 272 472



**TERRITOIRE D'AVENIR ET
DEVELOPPEMENT DURABLE**
35bis, rue de Guindalos 64110 Jurançon
tél. : +33(0)6 73 36 25 73
mail : amandine.raymond@tadd.fr
SIRET 504 648 528 00033



Pyrénées Cartographie

3 Rue de la fontaine
de Crastes - 65200 Asté

Tél : 05.62.91.46.86
Mobile : 06.72.78.91.55
guillaume.arlandes@pyrcarto.fr

<http://www.pyrcarto.com>

SOMMAIRE

1	PREAMBULE	5
1.1	Historique des documents d'urbanisme	5
1.2	Déroulement de la procédure	7
2	JUSTIFICATION DES CHOIX	9
2.1	Préambule - Localisation	9
2.2	Exposé des motifs de la révision allégée.....	10
2.2.1	Quartier de Lanardonne	10
2.2.2	Quartier du Pic du Jer	12
2.3	Choix de la procédure.....	13
2.4	Evolutions apportées au PLU par la révision allégée	15
2.4.1	Rapport de présentation	15
2.4.2	Règlement graphique	15
2.4.3	Règlement écrit	23
2.4.4	Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.)	23
3	ETUDE DE DENSIFICATION	24
4	ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE LA REVISION ALLEE DU PLU ET INCIDENCES NATURA 2000 - MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR	26
4.1	Méthodologie de l'évaluation de la révision allégée	26
4.1.1	Rappel de la réglementation en vigueur	26
4.1.2	Détails de la démarche	26
4.2	Etat initial de l'environnement : compléments et précisions	27
4.2.1	Les espaces naturels	27
4.2.2	La trame verte et bleue	31
4.2.3	Les relevés naturalistes réalisés dans le cadre de la présente révision allégée	31
4.3	Articulation avec les autres plans et programmes.....	33
4.3.1	Généralités.....	33
4.3.2	Plans et programmes s'appliquant au territoire	34
4.4	Évaluation des incidences de la révision allégée du PLU.....	37
4.4.1	Incidences du projet sur l'environnement	37
4.4.2	Consommation d'espace	39
4.5	Construction d'indicateurs de suivi de la consommation d'espace.....	39

1 PREAMBULE

1.1 HISTORIQUE DES DOCUMENTS D'URBANISME

La commune de Bordères-sur-l'Echez est dotée d'un PLU approuvé le 20 juin 2007 en Conseil Municipal. Depuis, le P.L.U. a fait l'objet :

Révision allégée n°2

Date de la délibération de prescription	DBC n°1 du 24 mars 2021
Objet de la procédure	Régularisation parcelles gens du voyage
Date d'arrêt du projet	DBC n°BC 2024-09-19.001 du 19 septembre 2024
Période d'enquête publique	Du 13 novembre 2025 au 18 décembre 2025
Date d'approbation de la procédure	18 février 2026

Modification simplifiée n°6

Date de la délibération de prescription	DBC n°8 du 24 mars 2022 DBC n°4 du 11 juillet 2024
Objet de la procédure	Modification écriture règlement écrit et correction d'une erreur matérielle sur le règlement graphique
Période de mise à disposition du public	Du 3 février 2025 au 4 mars 2025
Date d'approbation de la procédure	DBC n°8 du 20 mars 2025

Modification simplifiée n°5

Date de la délibération de prescription	DBC n°8 du 24 mars 2022 DBC n°3 du 11 juillet 2024
Objet de la procédure	Modification écriture règlement écrit et correction d'une erreur matérielle sur le règlement graphique
Période de mise à disposition du public	Du 3 février 2025 au 4 mars 2025
Date d'approbation de la procédure	DBC n°7 du 20 mars 2025

Modification simplifiée n°4

Date de la délibération de prescription	DBC n°3 du 16 mai 2019
Objet de la procédure	Suppression de l'ER 19 dont le maintien n'est plus justifié/ clarification de certaines dispositions réglementaires du P.L.U.
Période de mise à disposition	7 septembre au 7 octobre 2020
Date d'approbation de la procédure	DBC n°4 du 19 novembre 2020

Modification simplifiée n°3

Date de la délibération de prescription	DCM n°2014/078 du 19 juin 2014
Objet de la procédure	Changement de destination de l'ER n°24 pour permettre la création d'une voie de liaison
Période de mise à disposition	27 octobre au 28 novembre 2015
Date d'approbation de la procédure	DCM 20 avril 2016

Modification simplifiée n°2

Date de la délibération de prescription	DCM n°2014/078 du 19 juin 2014
Objet de mise à disposition	Rectification d'une erreur de zonage
Période d'enquête publique	27 octobre au 28 novembre 2015
Date d'approbation de la procédure	DCM 20 avril 2016

Révision allégée n°1

Date de la délibération de prescription	DCM n°2014/078 du 19 juin 2014
---	--------------------------------

Objet de la procédure	Création d'une plaine de jeux (salle polyvalente) – parcelles AA 48 et AA 49
Date d'arrêt du projet	DCM 24 juin 2015
Période d'enquête publique	27 octobre au 28 novembre 2015
Date d'approbation de la procédure	DCM 20 avril 2016

Modification n°1

Date de la délibération de prescription	DCM n°2014/078 du 19 juin 2014
Objet de la procédure	Création d'un ER permettant une voie de désenclavement sur la parcelle AM 10
Période d'enquête publique	27 octobre au 28 novembre 2015
Date d'approbation de la procédure	DCM 20 avril 2016

Modification 2012

Date de la délibération de prescription	DCM n°2012/51 du 12 avril 2012
Objet de la procédure	Aménagement des contraintes liées à l'article L 111-1-4 Code urbanisme dit « amendement Dupont » suite au déclassement en qualité de voie à grande circulation de la RD 935(impact zone AUXd)
Période d'enquête publique	11 juin au 10 juillet 2012
Date d'approbation de la procédure	DCM n°2012/072 du 03 août 2012

Modification 2012

Date de la délibération de prescription	DCM 24 février 2011
Objet de la procédure	Création d'un secteur Nc au sein de la zone N – Quartier Biacave (gravière)
Période d'enquête publique	16 janvier au 17 février 2012
Date d'approbation de la procédure	DCM n°2012/037 du 12 avril 2012

Modification 2012

Date de la délibération de prescription	DCM 24 février 2011
Objet de la procédure	Création d'un secteur Nb – Quartier de la Villa Corina (centre équestre)
Période d'enquête publique	16 janvier au 17 février 2012
Date d'approbation de la procédure	DCM n°2012/038 du 12 avril 2012

Modification 2012

Date de la délibération de prescription	DCM 24 février 2011
Objet de la procédure	Modification de l'article 2 du règlement de la zone AUx
Période d'enquête publique	16 janvier au 17 février 2012
Date d'approbation de la procédure	DCM n°2012/039 du 12 avril 2012

Modification 2012

Date de la délibération de prescription	DCM 09 juin 2011
Objet de la procédure	Création d'un secteur AU- Quartier Carrerots (amorce d'un nouveau quartier)
Période d'enquête publique	16 janvier au 17 février 2012
Date d'approbation de la procédure	DCM n°2012/040 du 12 avril 2012

Révision simplifiée n°1

Date de la délibération de prescription	DCM 24 février 2011
Objet de la procédure	Création d'une zone U2f au sein de la zone N – Quartier chemin de Bazet
Date d'arrêt du projet	Non renseignée

Période d'enquête publique	16 janvier au 17 février 2012
Date d'approbation de la procédure	DCM n°2012/041 du 12 avril 2012

Révision simplifiée n°2

Date de la délibération de prescription	DCM 24 février 2011
Objet de la procédure	Extension de la zone U2f au sein de la zone Aa – Quartier Lanardonne
Date d'arrêt du projet	<i>Non renseignée</i>
Période d'enquête publique	16 janvier au 17 février 2012
Date d'approbation de la procédure	DCM n°2012/042 du 12 avril 2012

Modification 2009

Date de la délibération de prescription	<i>Non renseignée</i>
Objet de la procédure	Modifications réglementaires : évolution de la destination de la zone U2f, réécriture articles 11 (zones U1, U2, A, N, Ux, Aux, AUe), U1-6, prise en compte de la réalisation de logements sociaux en AU, article 13 (zones U2-13 et AU)
Période d'enquête publique	16 juin au 16 juillet 2009
Date d'approbation de la procédure	3 septembre 2009

Mis à jour des annexes 2012

Mise en demeure de procéder à la M.A.J. des servitudes	30 juillet 2012
Objet	S.U.P. PM3 (PPRT de Nexter)
Arrêté du Maire ou de l'EPCI ou du Préfet	25 septembre 2012

La présente révision allégée n°2 ne portant pas atteinte aux orientations définies par le PADD a pour objectif d'ajuster les deux secteurs d'accueil des gens du voyage sur la commune à la réalité du terrain. La décision de réaliser une révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Bordères-sur-l'Echez a été prise par délibération n°1 du Bureau Communautaire de l'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées en date du 24 mars 2021 puis par délibération complémentaire n°3 du Bureau Communautaire de l'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées en date du 23 juin 2021.

1.2 DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

La révision allégée est prescrite par délibération n°1 du Bureau Communautaire du 24 mars 2021 puis par délibération complémentaire n°3 du Bureau Communautaire de l'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées en date du 23 juin 2021.

Le bureau communautaire arrête le projet de révision allégée du plan local d'urbanisme.

Lorsqu'il n'est pas porté atteinte aux orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.), le projet arrêté de révision allégée fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme.

La commune de Bordères-sur-l'Echez n'étant pas couverte par un schéma de cohérence territoriale (SCoT) approuvé, la commune est soumise au principe d'urbanisation limitée ; l'ouverture à l'urbanisation des zones agricoles est soumise à une demande de dérogation préfectorale en application de l'article L142-5 du Code de l'urbanisme.

Le projet de révision, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées sont soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement

A l'issue de l'enquête publique, le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération du bureau communautaire.

La procédure est alors achevée : l'acte approuvant la révision devient exécutoire à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat.

Zoom sur l'évaluation environnementale :

Depuis le 1^{er} septembre 2022, les procédures concernant les évaluations environnementales ont évolué.

La présente révision allégée fait donc l'objet d'une évaluation environnementale obligatoire conformément au c) du 2° du I. de l'article R104-11 du Code de l'Urbanisme.

En effet, les évolutions prévues à Lanardonne et dans le quartier du Pic du Jer représentent environ 0.17 % du territoire. Cette procédure ne rentre donc pas dans la nouvelle formule du cas par cas (avis conforme) mais bien dans le cadre d'une évaluation environnementale obligatoire, avec concertation préalable obligatoire.

2 JUSTIFICATION DES CHOIX

2.1 PREAMBULE - LOCALISATION

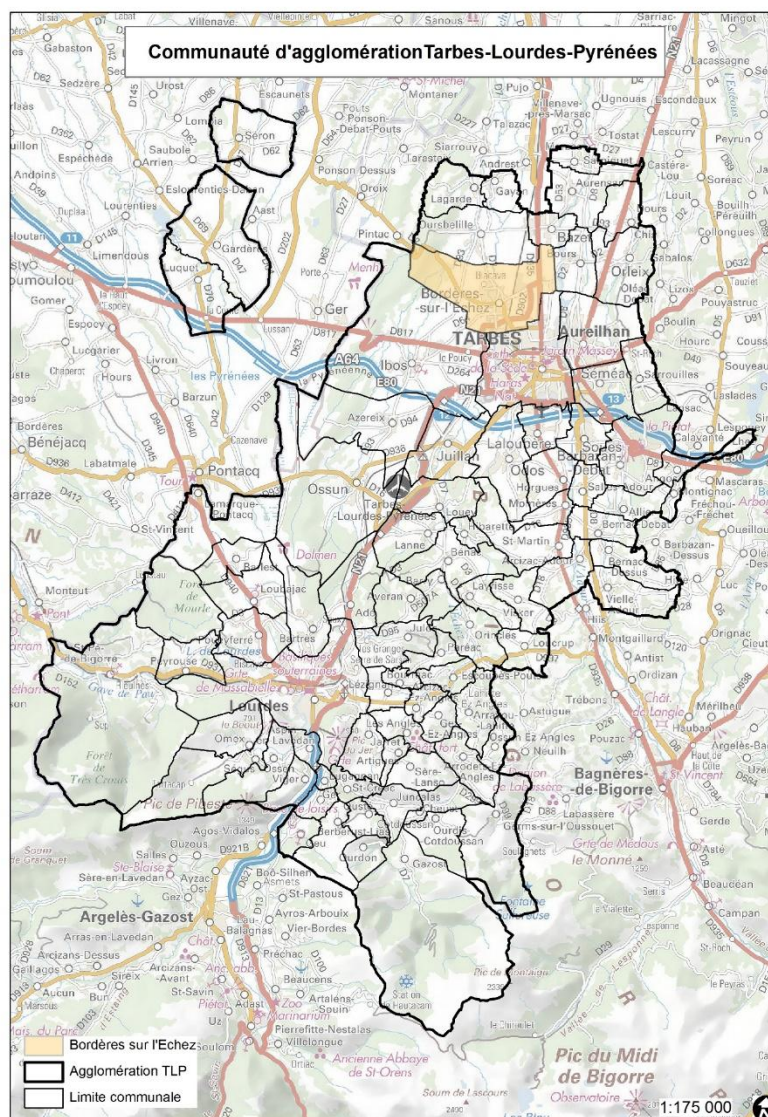
Située dans la partie ouest du département des Hautes-Pyrénées, et au nord-ouest de la ville de Tarbes, la commune de Bordères-sur-l'Echez s'étend sur une superficie de 1595 hectares, dans la plaine de la vallée de l'Adour.

La commune est traversée par l'Echez qui coule du Sud au Nord dans la partie centrale, et ses affluents : le Souy et le Mardaing à l'ouest de la commune.

Le territoire communal se caractérise par un paysage de plaine à l'exception de la partie ouest du territoire occupé par le Bois du Commandeur sur les premiers reliefs de la terrasse alluviale. La ville de Bordères-sur-l'Echez s'est développée à l'est de l'Echez, dans la partie centrale de la commune.

Bordères-sur-l'Echez, chef-lieu de canton de 7 communes (Bordères-sur-l'Echez, Bazet, Bours, Chis, Ibos, Orleix et Oursbellile), compte 3 357 habitants au recensement de 2018.

La commune fait également partie de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées qui a été créée le 1er janvier 2017 par fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour- Echez, du Montaigu, de Batsurguère et de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des Rives de l'Alaric. Elle compte 86 communes pour une population globale de 126 811 habitants.



2.2 EXPOSE DES MOTIFS DE LA REVISION ALLEE

La commune de Bordères-sur-l'Echez accueille depuis de nombreuses années des familles issues de la communauté des Gens du Voyage en situation de sédentarisation. Le P.A.D.D. du PLU de la commune comporte un objectif visant à poursuivre l'accueil des familles sur le territoire de la commune, « tout en contenant la capacité d'accueil communal » (PADD page 6).

Les composantes règlementaires du PLU identifient :

- La zone U2f, située notamment au sud-ouest de la commune, et destinée à l'habitat individuel, à la sédentarisation des gens du voyage et à l'aménagement de terrains familiaux (secteur par ailleurs impacté par une canalisation de transport de gaz).
- La zone AUf située au nord de la commune, et destinée à l'aménagement de terrains familiaux en vue de favoriser la sédentarisation des gens du voyage.

Depuis quelques années, des familles de la communauté des gens du voyage occupent illicitement des parcelles sur deux secteurs de la commune de Bordères-sur-l'Echez.

2.2.1 QUARTIER DE LANARDONNE

Le quartier de « **Lanardonne** », situé au nord-ouest de la commune. Ce quartier est classé en zone U2f dans le PLU et regroupe une soixantaine de parcelles dédiées en majorité aux familles issues de la communauté des gens du voyage. Ce secteur est localisé au cœur d'une zone agricole et naturelle, et est desservi par le chemin de l'avion.

Il s'agit de procéder à la régularisation de plusieurs parcelles jouxtant la zone U2f, actuellement classées dans le PLU :

- Soit en zone agricole Aa (zone naturelle à vocation agricole à protéger), dans laquelle aucune construction ou installation n'est autorisée pour des motifs de protection paysagère et d'éloignement des installations agricoles des zones d'habitat existantes ou futures (cas des parcelles L133, L134, L135, L136, L189 et L190).
- Soit en zone N, zone naturelle comprenant des espaces naturels préservés de l'urbanisation ou de transformations altérant les caractères paysagers existants. Les nouvelles constructions n'y sont pas admises, seules la restauration et l'extension limitée des constructions existantes sont autorisées (cas des parcelles L166 et L164).

Les parcelles qu'il convient de régulariser seront donc intégrées dans la zone U2f, sachant que deux de ces parcelles sont identifiées dans le Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des gens du voyage (2018-2023). Il s'agit des parcelles L137 et L166.

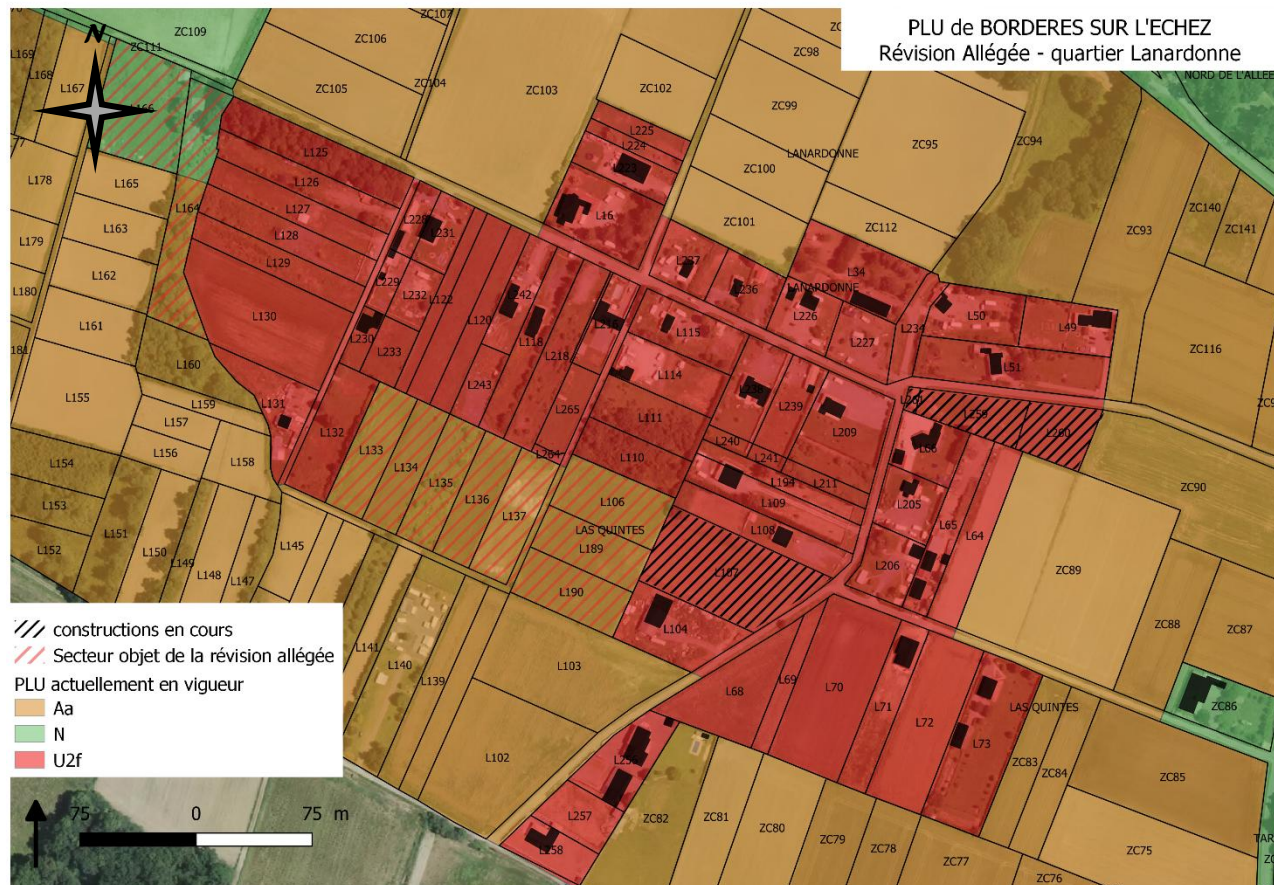
A noter que ce quartier accueille 450 à 500 personnes sur l'année.

Mise à jour avant approbation : Les parcelles L164 et L166 restent en zones naturelle et agricole suite aux avis des Personnes Publiques Associées.

Localisation du quartier « Lanardonne » (www.geoportail.gouv.fr)



Zoom sur le quartier « Lanardonne »



Nota : Les parcelles L164 et L166 ont été étudiées dans le cadre de la présente révision allégée mais restent en zones naturelle et agricole suite aux avis des Personnes Publiques Associées.

2.2.2 QUARTIER DU PIC DU JER

Le quartier du Pic du Jer est situé au nord de la commune, sur le **chemin du Pic du Jer**. Ce secteur est composé d'une zone AUF (zone d'urbanisation future destinée à l'aménagement de « terrains familiaux » en vue de favoriser la sédentarisation des gens du voyage) et d'une zone AU (zone d'urbanisation future destinée à l'habitat, aux équipements et aux formes favorisant la diversité et la mixité sociale et urbaine). Sur ce secteur, des familles ont bâti des habitations sur la zone voisine du PLU (AU), non dédiée aux gens du voyage. L'objectif est de régulariser l'existence de ces constructions en les intégrant dans la zone « AUF ». Les parcelles concernées sont cadastrées sous les numéros AR351, AR352, AR354 et AR355.

Localisation du quartier « Pic du Jer » (www.geoportail.gouv.fr)



Zoom sur le quartier « Pic du Jer »



A noter que ce quartier accueille environ 50 personnes sur l'année.

2.3 CHOIX DE LA PROCEDURE

Les procédures d'évolution des documents d'urbanisme sont définies par le Code de l'Urbanisme, dans les articles L153-31 et suivants du Code de l'Urbanisme.

La procédure mise en œuvre est celle de la **révision ne portant pas atteinte aux orientations définies par le PADD**.

En effet, une procédure de modification du PLU ne permet pas de répondre aux objectifs fixés dans la mesure où l'extension de la zone U2f sur le secteur de Lanardonne concerne la zone agricole Aa et la zone naturelle N et conduit à la **réduction d'un espace naturel et d'une zone agricole**.

La révision générale du PLU n'est pas nécessaire dans la mesure où le projet :

- Ne porte pas atteinte aux orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ;
- A un objet unique concernant l'enjeu de la sédentarisation des gens du voyage ;
- A pour objet de réduire une zone naturelle et une zone agricole sur le secteur de Lanardonne.

La régularisation de l'occupation de parcelles par la communauté des gens du voyage dans ces secteurs (Lanardonne et Pic du Jer) est compatible avec les orientations du PADD qui prévoit la sédentarisation des gens du voyage dans son objectif n°7.

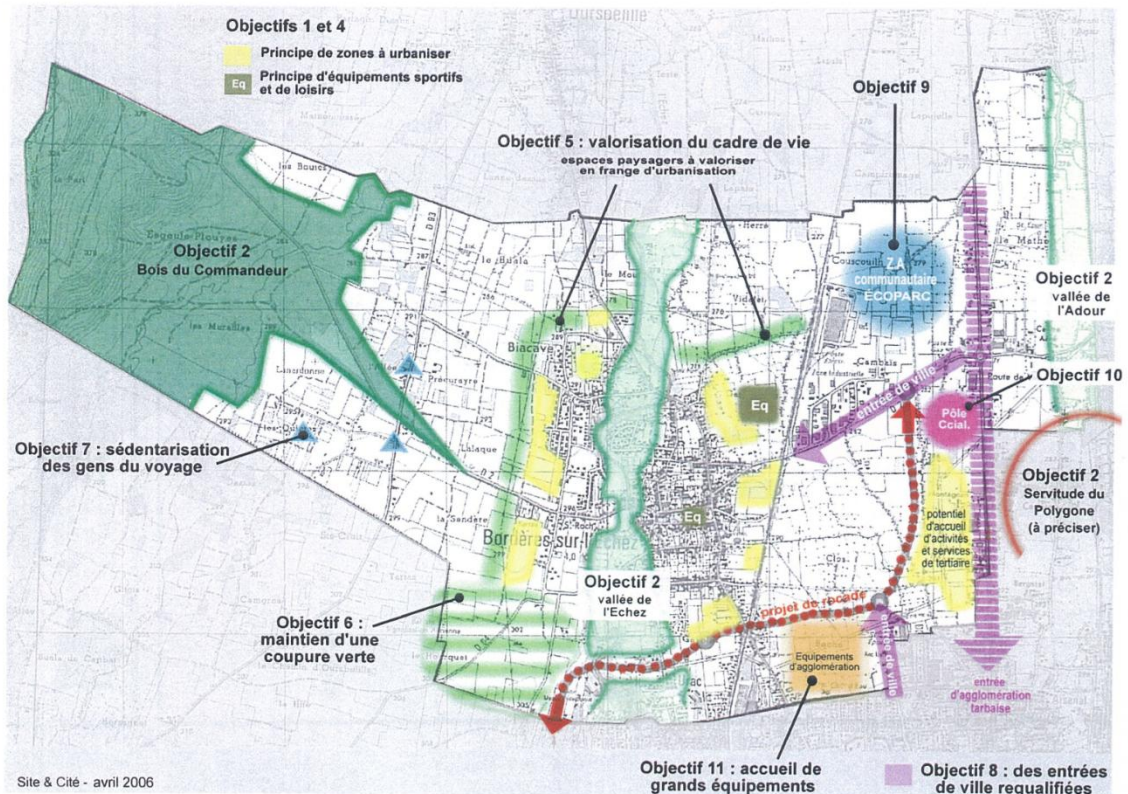
Extrait du P.A.D.D. :

Objectif 7 : La sédentarisation des gens du voyage

L'accueil résidentiel de populations nomades (sédentarisation) a déjà été engagé dans le cadre du précédent document d'urbanisme, la commune souhaite rester en conformité avec le schéma départemental d'accueil des gens du voyage, tout en contenant la capacité d'accueil communale et en tenant compte de l'effort d'autres communes pour traiter également cette question.

Carte de synthèse du P.A.D.D. :

Représentation schématique des objectifs du PADD de Bordères - sur - L'Echez



2.4 EVOLUTIONS APPORTEES AU PLU PAR LA REVISION ALLEE

2.4.1 RAPPORT DE PRESENTATION

Le rapport de présentation du PLU initial n'est pas modifié. Il est complété par la présente note.

2.4.2 REGLEMENT GRAPHIQUE

Le règlement graphique du PLU est modifié sur les 2 secteurs précédemment cités : quartier de Lanardonne et quartier du Pic du Jer.

2.4.2.1 QUARTIER DE LANARDONNE

Les modifications de zonage concernent les parcelles L166, L164, L133, L134, L135, L136, L137, L106, L189 et L190 aujourd'hui situées en zone Aa et N. La révision allégée conduit à les classer en zone U2f destinées à l'habitat individuel, à la sédentarisation des gens du voyage et à l'aménagement de terrains familiaux.

La superficie concernée couvre environ 2.617 ha.

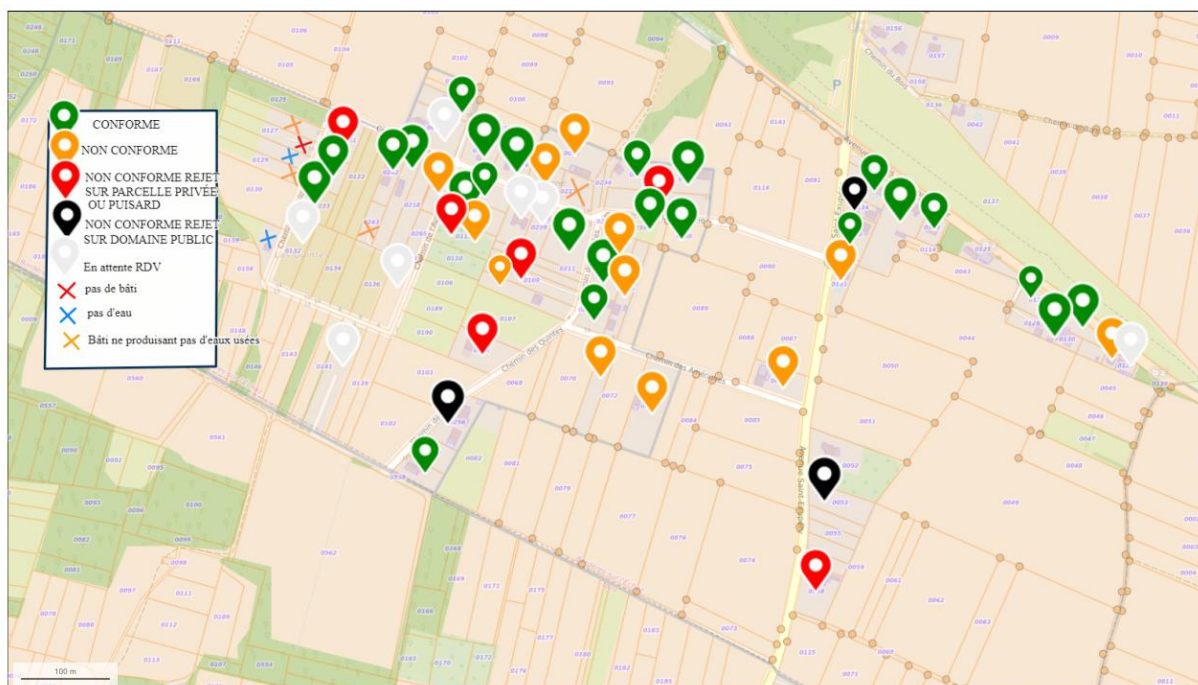
L'évolution du règlement graphique (zonage) conduit à une évolution de la répartition des surfaces à l'intérieur des zones urbaines et des zones agricoles et naturelles.

A noter que suite aux avis PPA, le reclassement des parcelles L166 et L164 n'est pas maintenu : ces parcelles gardent leurs classements initiaux en N et A. La nouvelle superficie concernée par les modifications de zonage couvre environ 1.85 hectares.

Assainissement : le secteur n'est pas raccordé au réseau d'assainissement collectif. Les porteurs de projets doivent donc prévoir la mise en place d'un assainissement autonome répondant aux normes en vigueur.

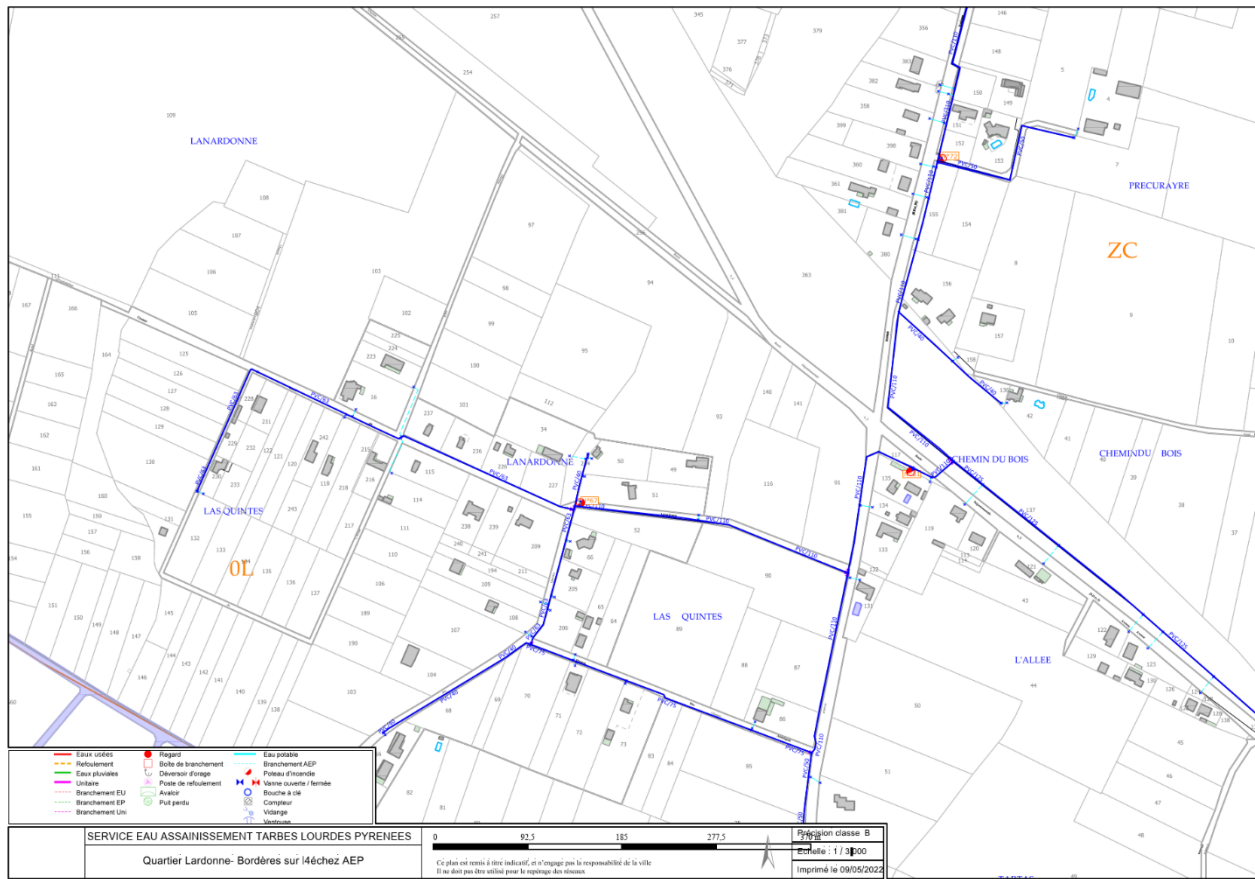
En l'état actuel des connaissances disponibles, la conformité des installations existantes est la suivante :

Carte de l'état des conformité ANC – Novembre 2022 (Source : CATLP)

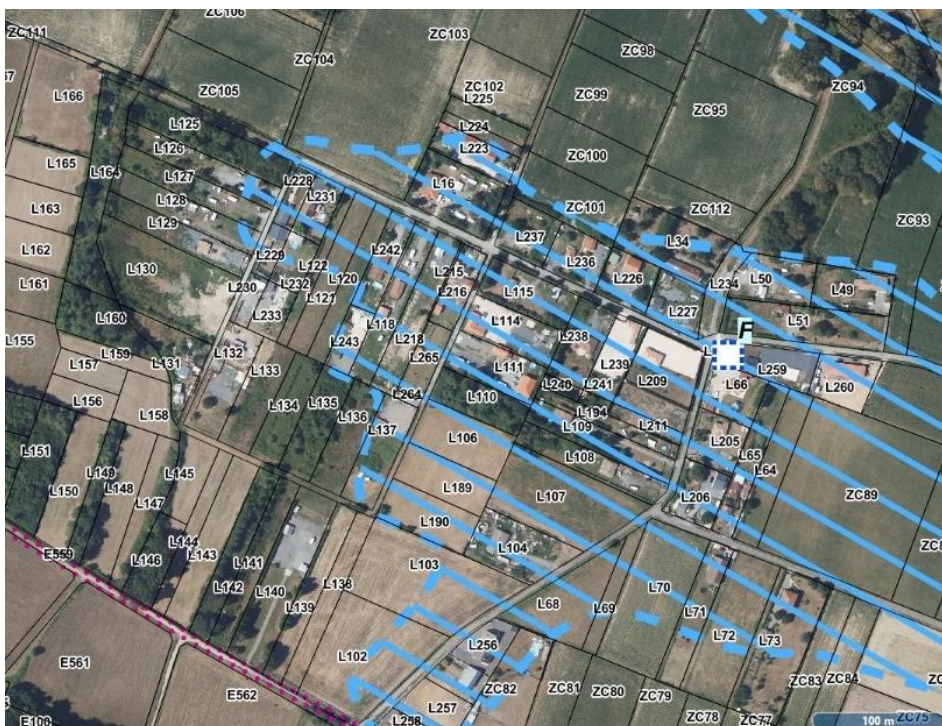


Eau potable : Le dimensionnement de la conduite DN63 est suffisant pour l'alimentation en AEP du quartier de Lanardonne existant. Une extension d'AEP va devoir être réalisée afin de desservir les parcelles les plus au sud.

Extrait du plan des réseaux AEP (Source : CATLP)



Défense incendie :

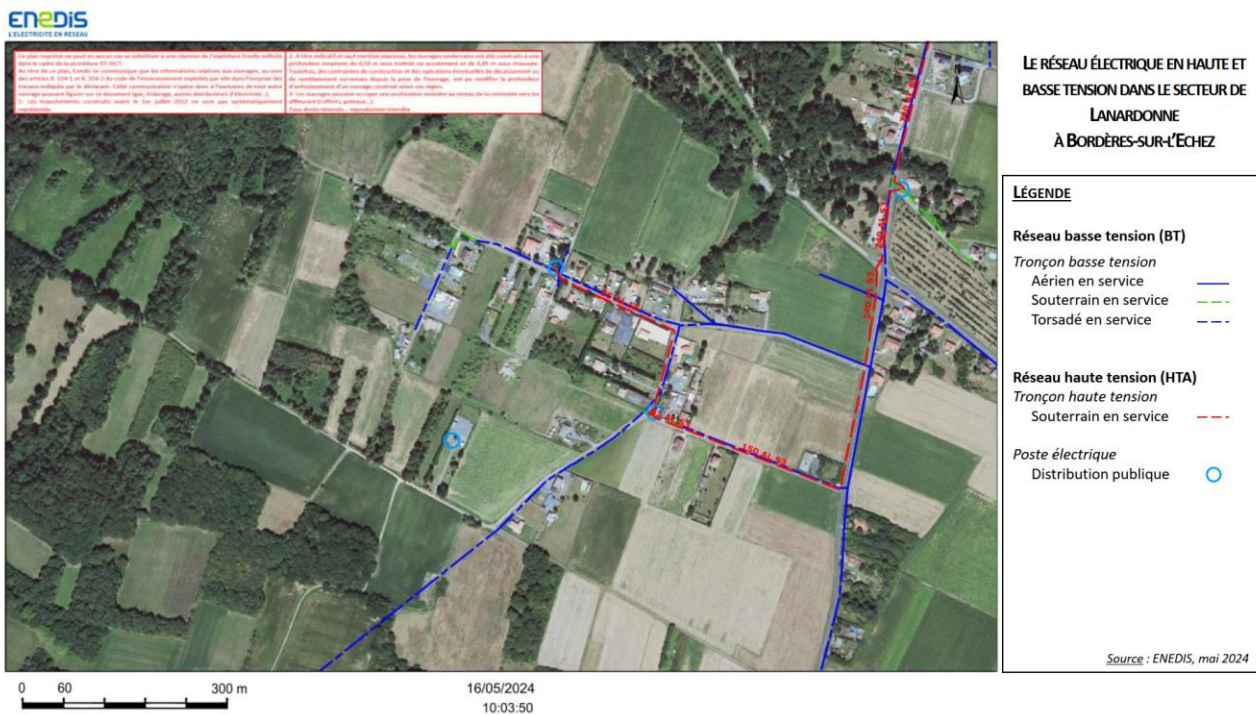


La carte ci-contre est une simulation de couverture du quartier de Lanardonne depuis la réserve incendie n°F de 60 m³, qui permet de couvrir du risque courant faible à 400 mètres. La mise à jour de cette simulation a été faite en considérant que la desserte des parcelles L133 à L137, L106, L189 et L190 était assurée par le chemin (public) de l'Avion aujourd'hui non revêtu (selon photo aérienne de l'IGN datant de l'été 2022).

Une réflexion sur la création d'une réserve incendie pour couvrir le risque incendie sur les parcelles situées les plus à l'extérieur de la zone pourra être menée.

Source : SDIS65

Electricité :

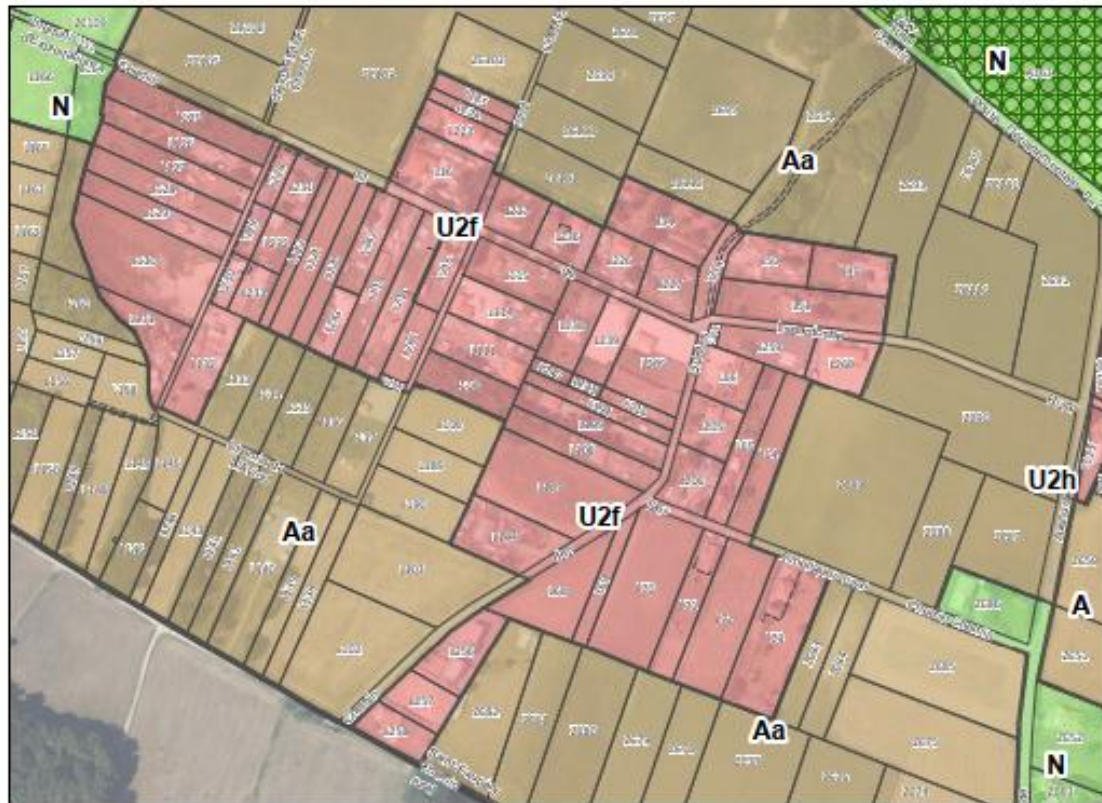


Electricité :



Evolution du règlement graphique – secteur « Lanardonne »

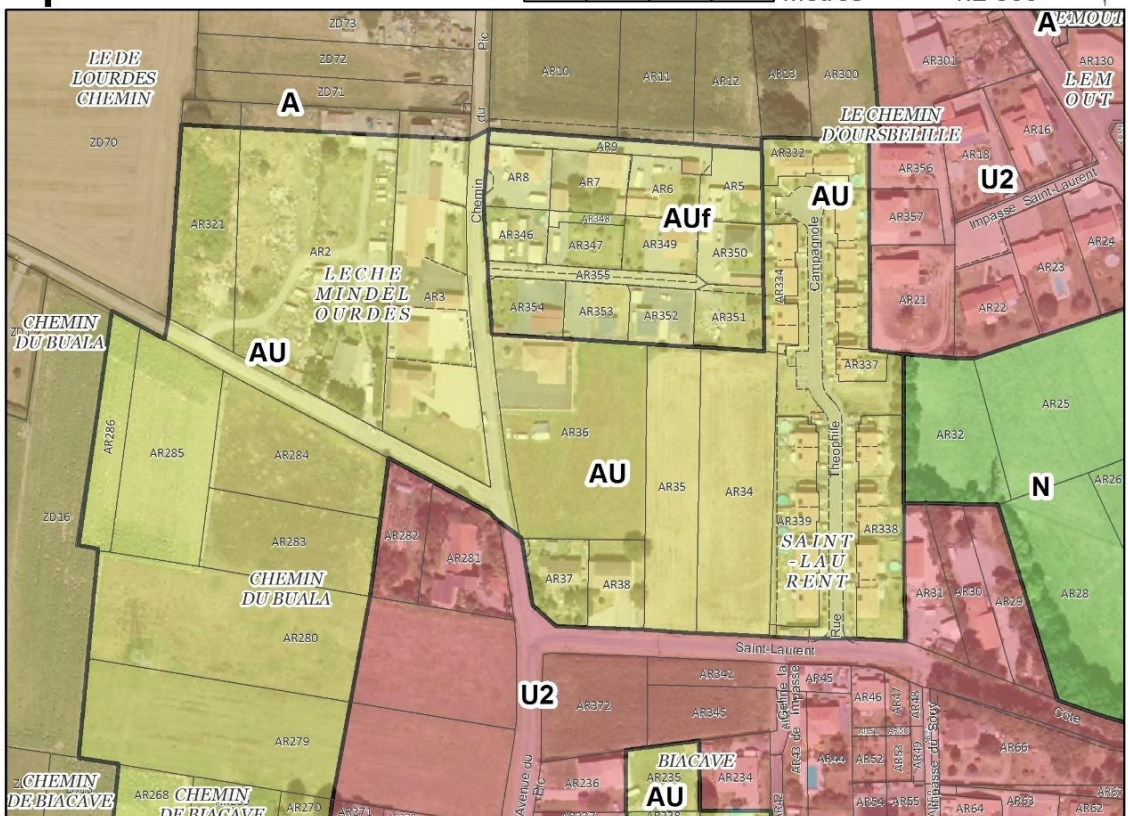
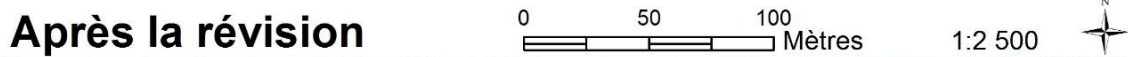
Avant la révision



Après la révision



Avant la révision



Bilan des surfaces¹ dans le règlement graphique

	Libellé	Surfaces AVANT révision allégée (ha)	Surfaces APRES révision allégée (ha)	Différentiel	Secteur concerné
Zones Agricoles					
A	Zone naturelle à vocation agricoles	252,37	252,37	0,00	
Aa	Zone agricole à protéger pour des motifs de protection paysagère et d'éloignement des installations agricoles	66,24	64,39	-1.85	Lanardonne
Zones Naturelles					
N	Espaces naturels préservés de l'urbanisation ou de transformations altérant les caractères paysagers existants	731,38	731.38	0,00	
Na	Destinée à recevoir des installations sportives, activités de loisirs et aménagements paysagers	18,16	18,16	0,00	
Nb	Destinée aux aménagements nécessaires à l'exploitation du centre équestre	1,45	1,45	0,00	
Nc	Destinée à l'ouverture et à l'exploitation de carrières	5,92	5,92	0,00	
Zones Urbaines					
U1	Centre-bourg à caractère traditionnel et rural	51,85	51,85	0,00	
U1a	Partie centrale du centre-bourg (hauteur plus importante)	8,67	8,67	0,00	
U2	Secteurs d'extensions urbaine du centre-bourg	127,25	127,25	0,00	
U2f	Secteurs d'extensions destiné à l'habitat individuel, à la sédentarisation des gens du voyage et à l'aménagement de terrains familiaux	14,87	16.72	1.85	Lanardonne
U2h	Quartiers d'habitat individuel résidentiel situés à l'Ouest de la commune	11,56	11,56	0,00	
UX	Zone dédiée aux activités	49,55	49,55	0,00	
UXa	Correspond à des activités agroalimentaires existantes implantées en centre-ville	1,88	1,88	0,00	
Zones A Urbaniser					
AU	Zone d'urbanisation future destinée à l'habitat, aux équipements et aux formes favorisant la diversité et la mixité sociale et urbaine	86,61	86,35	-0,26	Pic du Jer
AU0	Zone d'urbanisation future à long terme	28,98	28,98	0,00	
AUE	Zone non équipée, réservée à l'urbanisation future destinée à recevoir des équipements d'agglomération	18,11	18,11	0,00	
AUf	Destinés à l'aménagement de terrains familiaux en vue de favoriser la sédentarisation des gens du voyage	0,64	0.90	0,26	Pic du Jer
AUh	Correspond à l'extension des quartiers d'habitat individuel résidentiels situés à l'Ouest de la commune	7,33	7,33	0,00	
AUX	Zone à urbaniser réservée aux activités	78,28	78,28	0,00	
AUXc	Destinée à recevoir des équipements commerciaux et de services	19,56	19,56	0,00	

¹ La surface est évaluée par SIG

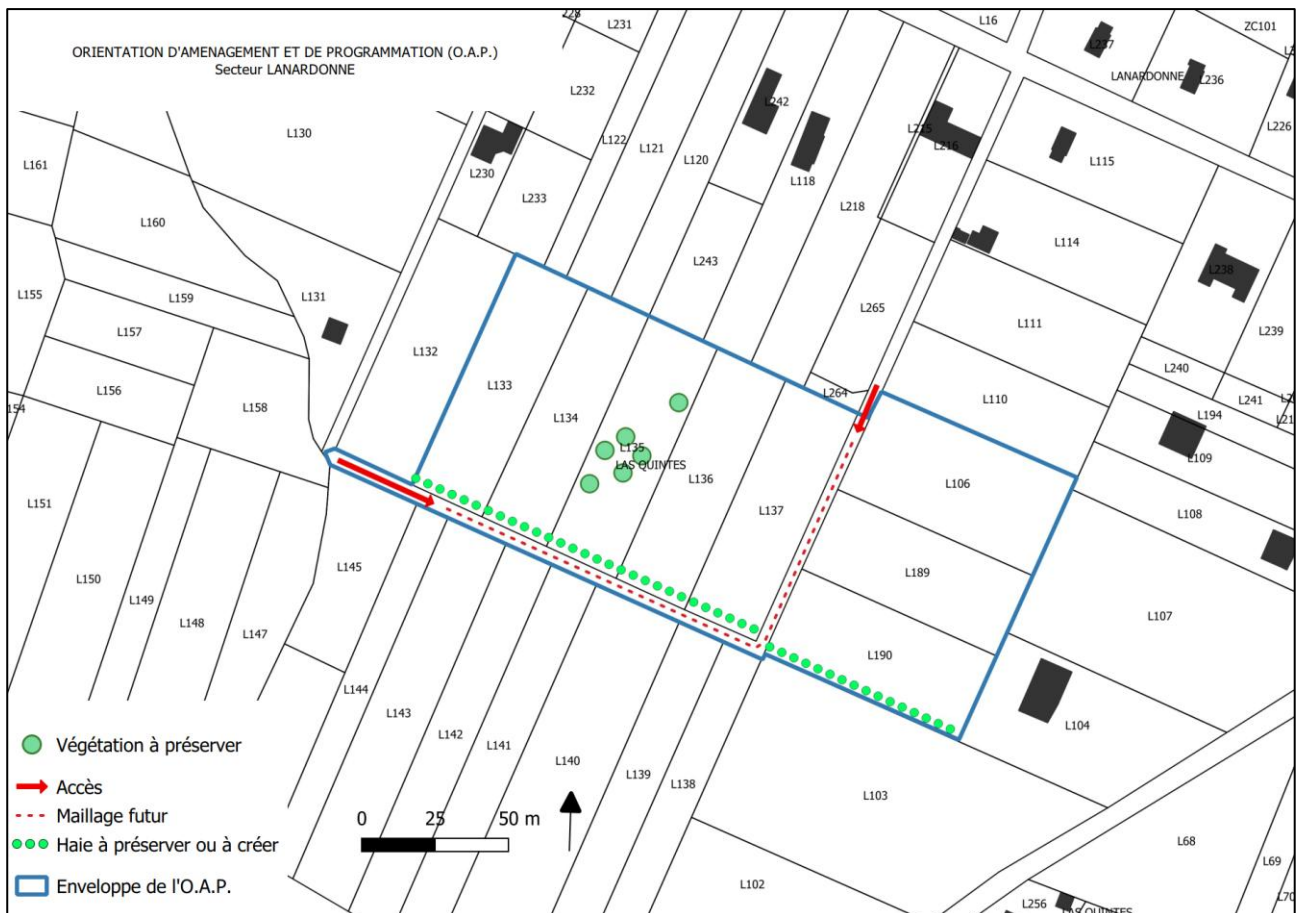
AUXd	Entrée d'Agglomération d'intérêt communautaire (équipements commerciaux et de services)	16,14	16,14	0,00	
AUXe	Destinée à accueillir des activités futures	20,19	20,19	0,00	
TOTAL		1616,97	1616,97	0,00	

2.4.3 REGLEMENT ECRIT

Le règlement écrit n'est pas modifié.

2.4.4 ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (O.A.P.)

Une Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.) est ajoutées pour le secteur de Lanardonne :

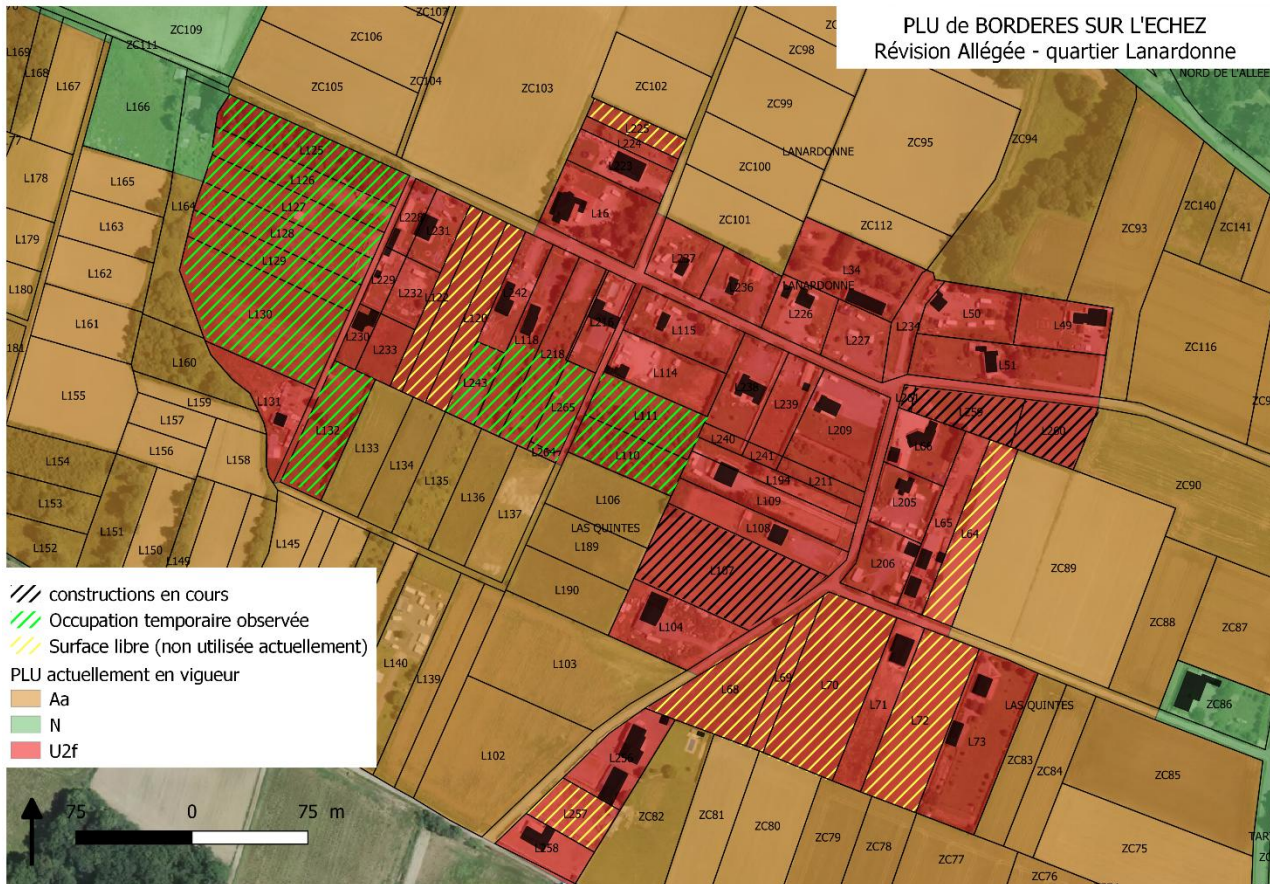


3 ETUDE DE DENSIFICATION

La présente révision allégée porte sur l'accueil et la régularisation d'aménagements existants pour les gens du voyage, en lien avec le SDAGDV (Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage).

Cette population ne peut être accueillie sur des secteurs urbains non dédiés. De ce fait, les capacités de densification sont étudiées uniquement pour les secteurs du PLU actuellement en vigueur dédiés à l'accueil des gens du voyage, à savoir les zones U2f et AUF. A noter également qu'un PLUi va prochainement être élaboré sur le secteur.

- **Secteur de Lanardonne**



Secteur Uf « Lanardonne »	Surfaces (ha)
Surfaces libres – non utilisées actuellement	4.81 ha
Occupation temporaire observée*	2.77 ha
Constructions en cours (PC accordés)	0.83 ha

* L'occupation temporaire correspond à des parcelles occupées une partie de l'année par de l'habitat léger de type caravanes.

- **Secteur du Pic du Jer**



Secteur AUF « Pic du Jer »	Surfaces (ha)
Surfaces libres – non utilisées actuellement	0 ha
Occupation temporaire observée*	0.10 ha
Constructions en cours (PC accordés)	0 ha

* L'occupation temporaire correspond à des parcelles occupées une partie de l'année par de l'habitat léger de type caravanes.

4 ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE LA REVISION ALLEGEE DU PLU ET INCIDENCES NATURA 2000 - MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR

4.1 METHODOLOGIE DE L'EVALUATION DE LA REVISION ALLEGEE

4.1.1 RAPPEL DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR

L'article L104-11 du Code de l'Urbanisme indique que le projet de révision allégée doit faire l'objet d'une évaluation environnementale. En effet :

Extrait de www.legifrance.fr :

Version en vigueur depuis le 16 octobre 2021
Modifié par Décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 - art. 6

Article R104-11

I.-Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

1° De leur élaboration ;

2° De leur révision :

a) Lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;

b) Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune décide de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

c) Dans tous les autres cas où une révision est requise en application de l'article L. 153-31, sous réserve des dispositions du II.

II.-Par dérogation aux dispositions du c du 2° du I, les plans locaux d'urbanisme font l'objet, à l'occasion de leur révision, d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R. 104-33 à R. 104-37, s'il est établi que cette révision est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, lorsque :

1° L'incidence de la révision porte sur une ou plusieurs aires comprises dans le territoire couvert par le plan local d'urbanisme concerné, pour une superficie totale inférieure ou égale à un millième (1 %) de ce territoire, dans la limite de cinq hectares (5 ha) ;

2° L'incidence de la révision porte sur une ou plusieurs aires comprises dans le territoire couvert par le plan local d'urbanisme intercommunal concerné, pour une superficie totale inférieure ou égale à un dix-millième (0,1 %) de ce territoire, dans la limite de cinq hectares (5 ha).

NOTA :

Conformément à l'article 26 du décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021, ces dispositions s'appliquent aux procédures d'élaboration et de révision des plans locaux d'urbanisme pour lesquelles une décision de dispense d'évaluation environnementale, prise par l'autorité environnementale en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme, est intervenue avant son entrée en vigueur. Les autres procédures pour lesquelles une décision de l'autorité environnementale est intervenue en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme avant la date d'entrée en vigueur dudit décret restent régies par les dispositions antérieurement applicables.

La commune ne comporte pas de site Natura 2000, la révision allégée ne remet pas en cause le PADD mais les évolutions prévues à Lanardonne et dans le quartier du Pic du Jer représente près de **0.17 %** du territoire. Cette procédure ne rentre donc pas dans la nouvelle formule du cas par cas (avis conforme) mais bien dans le cadre d'une évaluation environnementale obligatoire, avec concertation préalable obligatoire. A ce titre, la délibération de prescription de la révision allégée indique les modalités de concertation suivantes : affichage des délibérations, informations sur la procédure sur les sites web (TLP et commune), registre mis à disposition de la population, réunion publique.

4.1.2 DETAILS DE LA DEMARCHE

Le PLU a été approuvé le 20 Juin 2007 et ne comprend donc pas d'évaluation environnementale. Dans le cadre de cette révision allégée n°2, il est nécessaire de procéder à un état initial de l'environnement sommaire et surtout d'intégrer l'évolution de la réglementation et des documents supra-communaux intervenus depuis.

La démarche d'évaluation environnementale a été itérative et elle a mis en application la séquence « Eviter – Réduire – Compenser ». Elle a nourri le contenu de la révision allégée du PLU et a guidé certaines orientations afin de mieux répondre aux enjeux environnementaux identifiés tout au long de la procédure :

- Dans la première partie de l'étude, elle a permis d'actualiser l'état initial de l'environnement à l'échelle communale et à l'échelle des sites concernés par la révision allégée.
Des recherches bibliographiques et une analyse des données disponibles ont été menées par les différents membres de l'équipe dans une perspective d'actualisation et de traitement des thématiques qui font aujourd'hui partie de l'évaluation environnementale.
- Des relevés naturalistes ont été réalisés sur le site de Lanardonne (concerné par l'accueil des gens du voyage) en mai 2022 par Jean-Sébastien GION (naturaliste) ; ils ont permis de mieux caractériser les espaces naturels sur les deux secteurs, d'évaluer les incidences potentielles et éventuellement de proposer des mesures afin de limiter l'impact sur l'environnement (alimentation de la séquence ERC) ;
A noter que le secteur du chemin du Pic du Jer (classement de AU en AUf) n'a pas été inventorié car aujourd'hui occupé, bâti et clôturé.
- Les enjeux identifiés ont été intégrés lors de l'élaboration du projet de révision allégée : aucune espèce animale, végétale remarquable et aucun habitat naturel d'intérêt communautaire n'ont été rencontrés au cours des visites de terrain sur les parcelles visées par la révision allégée, ce qui a permis de valider l'emprise du projet de révision allégée.
- L'analyse des incidences de la révision allégée a été réalisée par les différents membres de l'équipe selon leurs compétences respectives (naturalistes, agronomes, urbanistes) ;
- Enfin, l'évaluation environnementale a permis de définir des indicateurs permettant de suivre les impacts tout au long des années à venir.

La procédure d'évaluation environnementale a conclu au faible impact prévisible du projet de révision allégée sur l'environnement. Les éléments issus des études et relevés naturalistes font l'objet d'une pièce spécifique du PLU

4.2 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT : COMPLEMENTS ET PRECISIONS

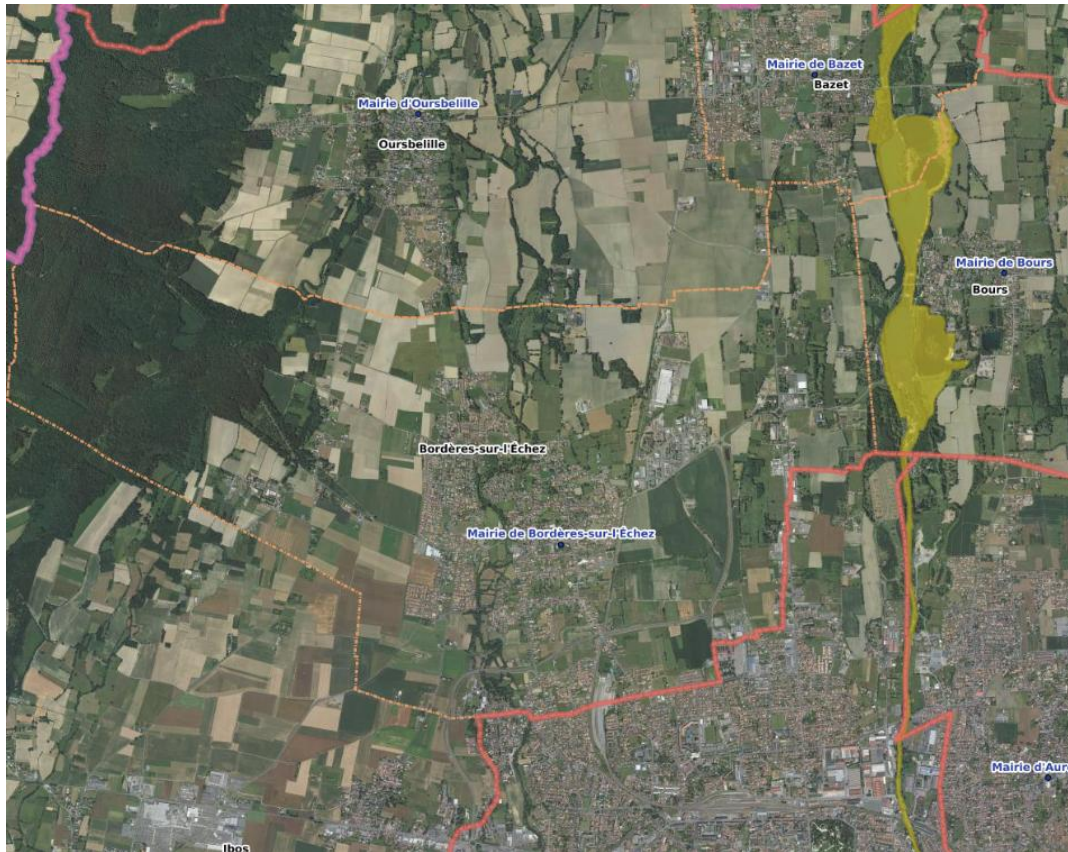
4.2.1 LES ESPACES NATURELS

- **Site Natura 2000 « Vallée de l'Adour »**

La commune n'est pas directement concernée par le site Natura 2000 « Vallée de l'Adour » (zone spéciale de conservation) qui se situe sur les communes voisines, à l'est du territoire communal. Ce site a été créé par arrêté ministériel du 31/03/2016, modifiant l'arrêté du 13/04/2007. Son document d'objectifs (DOCOB) a été validé le 2 février 2011.

Le site « Vallée de l'Adour » a été classé principalement pour ses forêts alluviales (dont ses saligues, formations à dominance de boisements hygrophiles, caractéristiques des bords de l'Adour, notamment de son cours moyen) et de bois dur (Chênaies de l'Adour) intéressantes pour la région et ses habitats terrestres et aquatiques abritant une flore et une faune remarquables et diversifiées.

Carte du site Natura 2000 « Vallée de l'Adour » (Source : [https:// www.geoportail.gouv.fr](https://www.geoportail.gouv.fr))



La commune compte 3 ZNIEFF sur son territoire.

- **ZNIEFF de type 1 « Bois des collines de l'ouest Tarbais » (n° 730011475)**

Le site « bois des collines de l'ouest tarbais » (de Bergos, Brouhena, d'Oroix et du Sarluzen) se situe à la limite ouest du département des Hautes-Pyrénées. Il est soumis à une double influence atlantique et montagnarde. Certains vallons encaissés abritent en effet de véritables hêtraies dans lesquelles on retrouve la Myrtille (*Vaccinium myrtillus*), l'Euphorbe d'Irlande (*Euphorbia hyberna*), le Sceau de Salomon multiflore (*Polygonatum multiflorum*) ou bien encore la Fougère des montagnes (*Oreopteris limbosperma*), rappelant la proximité du massif des Pyrénées. Les bois, essentiellement constitués de chênes pédonculés ou de plantations de pins noirs, sont riches en espèces déterminantes de champignons. Mais l'intérêt majeur du site réside dans la présence de zones marécageuses abritant de nombreuses espèces végétales déterminantes telles que le Millepertuis des marais (*Hypericum elodes*), espèce protégée en Midi-Pyrénées, la Bruyère à quatre angles (*Erica tetralix*), l'Ossifrage (*Narthecium ossifragum*), la Wahlenbergie (*Wahlenbergia hederacea*), l'Osmonde royale (*Osmunda regalis*), la Gentiane pneumonanthe (*Gentiana pneumonanthe*), des sphaignes (*Sphagnum* spp.) etc. Quelques landes plus sèches abritent l'atlantique Narcisse trompette (*Narcissus bulbocodium*) et la Phalangère à feuilles planes (*Simethis mattiazzii*), espèces localisées en Midi-Pyrénées. Enfin, les lisières thermophiles abritent l'Avoine de Thore (*Pseudarrhenatherum longifolium*) et le Chêne tauzin (*Quercus pyrenaica*), espèces atlantiques caractéristiques.

Sur le plan faunistique, on notera la présence de l'Écrevisse à pattes blanches (*Austropotamobius pallipes*) dans plusieurs cours d'eau de la ZNIEFF, cette espèce particulièrement exigeante quant aux caractéristiques écologiques de son habitat est menacée et en forte régression ces dernières années. 4 espèces déterminantes de ibellules sont mentionnées sur un étang au nord-est d'Ibos. Il s'agit de l'Agrion gracieux (*Coenagrion pulchellum*), de l'Agrion nain (*Ischnura pumilio*), de la Leste dryade (*Lestes dryas*) et du Sympétrum vulgaire (*Sympetrum*

vulgatum). Le Putois (*Mustela putorius*) est mentionné sur cette ZNIEFF. Ce mustélidé surtout crépusculaire et nocturne se rencontre souvent près des cours d'eau où il exploite des populations de rongeurs et d'amphibiens.

- **ZNIEFF de type 1 « Réseau hydrographique de l'Echez » (n° 730030445)**

La ZNIEFF concerne l'Echez depuis sa confluence avec la Gespe et jusqu'à l'Adour, ainsi que de multiples tributaires, parmi lesquels le Lys, le Souy, le Mardaing et la Gespe. La ZNIEFF est centrée sur le lit mineur de ces cours d'eau, constitué de zones à truites (24.12) et à ombres (24.13), qui hébergent les enjeux naturels majeurs du site, mais elle inclut aussi localement des prairies humides, zones humides ou vallons frais boisés constituant les berges, propices au développement d'une flore particulière. Un mollusque à haute valeur patrimoniale, la Moule perlière (*Margaritifera margaritifera margaritifera*), fréquente ces cours d'eau. Dans l'état actuel des connaissances, cette espèce est présente sur une vingtaine de kilomètres avec des densités de population assez importantes par endroits. Tous les stades de développement semblent présents. Cette espèce est protégée en France, inscrite aux annexes II et IV de la directive « Habitats-Faune-Flore », et à l'annexe III de la convention de Berne. Il s'agit d'une espèce menacée qui a des exigences écologiques très strictes : pour se reproduire, elle doit vivre dans des eaux contenant moins de 5 mg/l de nitrate et moins de 0,1 mg/l de phosphate ; il s'agit, de fait, d'un excellent bio-indicateur.

Toutes les transformations physiques des cours d'eau perturbent fortement son biotope. Les entretiens de rivières entraînent une forte mortalité. La diminution de la densité des salmonidés par altération physico-chimique du milieu et par restriction de la libre circulation peut aussi entraîner la disparition de l'espèce en empêchant le développement normal de la phase juvénile. En effet, les larves des moules encore appelées glochidies se développent sur les branchies des salmonidés. Une autre espèce particulièrement exigeante quant aux caractéristiques écologiques de son habitat vit dans ce réseau. Il s'agit de l'Écrevisse à pattes blanches (*Austropotamobius pallipes*), menacée et en forte régression ces dernières années. Les 4 espèces du cortège déterminant de poissons des ruisseaux et rivières du piémont sont présentes avec le Goujon (*Gobio* sp.), la Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*), la Loche franche (*Barbatula* sp.) et le Vairon (*Phoxinus phoxinus*). 3 autres espèces sont déterminantes strictes : l'Anguille (*Anguilla anguilla*), le Toxostome (*Chondrostoma toxostoma*) et le Chabot (*Cottus* sp.). Le Putois est mentionné sur la zone. Ce mustélidé surtout crépusculaire et nocturne se rencontre souvent près des cours d'eau où il exploite des populations de rongeurs et d'amphibiens. La Loutre est également présente localement. C'est une espèce en expansion depuis plusieurs années. En ce qui concerne les insectes, 2 espèces de libellules sont mentionnées sur le site : l'Agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale*) et la Cordulie à corps fin (*Oxygastra curtisii*), toutes deux protégées en France.

D'un point de vue floristique, la présence d'herbiers de Renoncule aquatique (*Ranunculus aquatilis*) est à noter, parfois en grande quantité, surtout sur la partie aval du réseau hydrographique. Enfin, la ZNIEFF comprend deux zones tourbeuses intra-forestières : la première se situe sur les rives de la Géline, au nord de la commune de Siarrouy, et correspond au bois de Labarthe ; la seconde est située dans le « Bois grand » entre les communes de Caixon et de Lamayou. Ces sites accueillent une flore caractéristique des milieux tourbeux. On citera pour le premier la Gentiane pneumonanthe (*Gentiana pneumonanthe*) et la Campanille à feuilles de lierre (*Wahlenbergia hederacea*) ainsi que la présence de sphaignes (*Sphagnum* sp.), et pour le deuxième entre autres le Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*), protégé nationalement, et le Millepertuis des marais (*Hypericum elodes*), protégé en Midi-Pyrénées. L'Ossifrage (*Narthecium ossifragum*) et l'Osmonde royale (*Osmunda regalis*) sont mentionnés sur les deux sites.

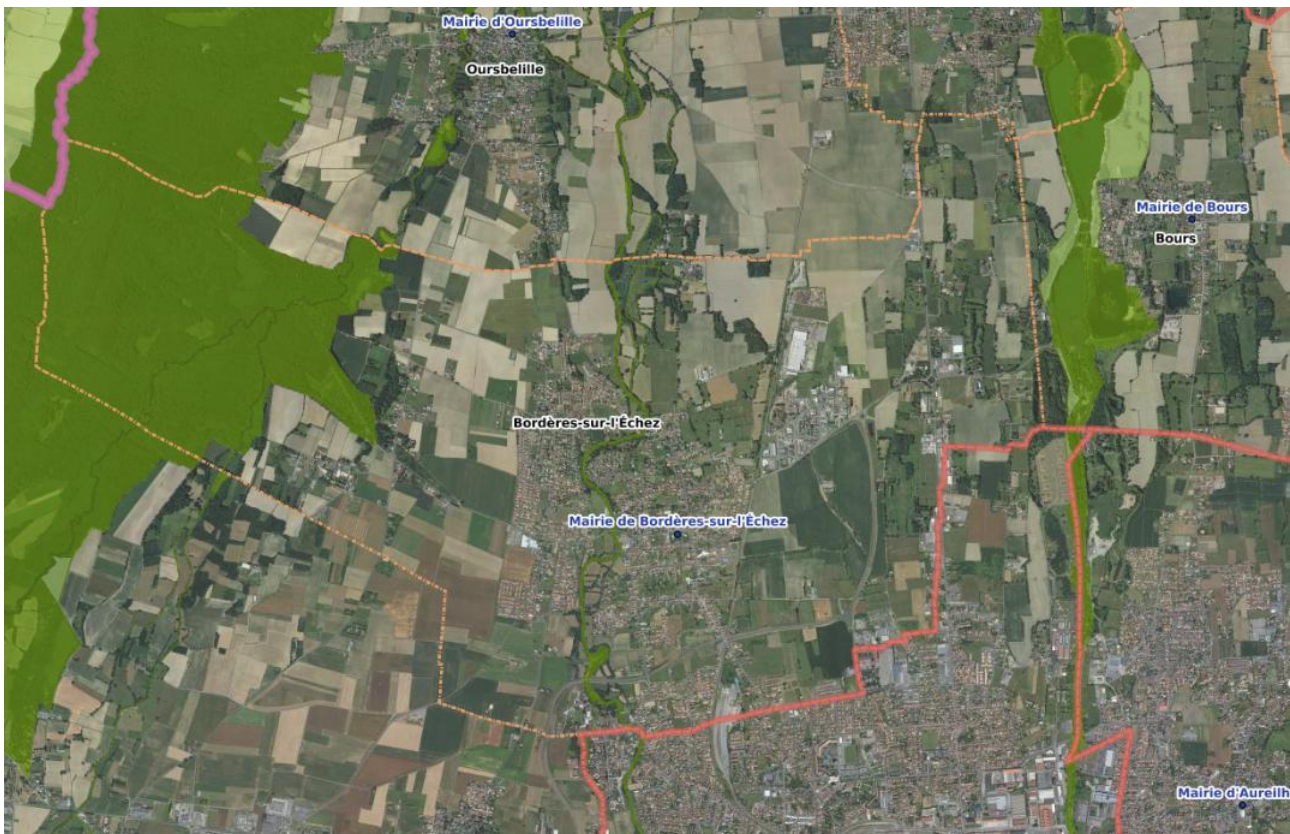
- **ZNIEFF de type 2 « Plateau de Ger et coteaux de l'ouest Tarbais » (n° 730002959)**

Le site « plateau de Ger et coteaux de l'ouest tarbais » se situe à la limite ouest du département des Hautes-Pyrénées. Il est soumis à une double influence atlantique et montagnarde. Certains vallons encaissés abritent en effet de véritables hêtraies dans lesquelles on retrouve la Myrtille (*Vaccinium myrtillus*), l'Euphorbe d'Irlande (*Euphorbia hyberna*), le Lys martagon (*Lilium martagon*) ou bien encore la Fougère des montagnes (*Oreopteris limbosperma*), rappelant la proximité du massif des Pyrénées. Les bois, essentiellement de chênes pédonculés ou plantations de pins noirs, abritent notamment la Martre, et sont riches en espèces de champignons. 18 taxons déterminants ont d'ores et déjà été recensés, mais des inventaires supplémentaires permettraient vraisemblablement de mieux rendre compte de la richesse potentielle du site. On peut tout de même citer le rare *Ramariopsis tenuiramosa*. Le plateau de Ger, dont une grande partie est située en terrain militaire, présente de nombreuses zones de landes à la végétation atlantique caractéristique.

Localement, ces landes sont marécageuses et portent de nombreuses espèces végétales déterminantes telles que les Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*) et intermédiaire (*Drosera intermedia*), espèces protégées au niveau national, le Millepertuis des marais (*Hypericum elodes*), protégé en Midi-Pyrénées, la Cicendie fluette (*Exaculum pusillum*), également protégée régionalement, le Rhynchospor brun (*Rhynchospora fusca*), espèce rarissime en Midi-Pyrénées, la Gentiane pneumonanthe (*Gentiana pneumonanthe*), le Trèfle d'eau (*Menyanthes trifoliata*), des sphaignes (*Sphagnum* sp.), etc. La faune est également bien représentée dans ce type de milieu avec le Léopard vivipare (*Zootoca vivipara*) et surtout le Courlis cendré (*Numenius arquata*). Le plateau de Ger et celui de Lannemezan sont en effet les seules stations de nidification de cette espèce dans les Pyrénées occidentales, en limite de son aire de répartition. Les landes plus sèches abritent l'atlantique Narcisse trompette (*Narcissus bulbocodium*), la Phalangère à feuilles planes (*Simethis mattiazzii*) et l'Agrostide de Curtis (*Agrostis curtisii*), espèces localisées en Midi-Pyrénées. Des lambeaux de landes atlantiques se retrouvent çà et là au sein de l'ensemble boisé. Il s'agit notamment de l'habitat de nidification du Busard Saint-Martin (*Circus cyaneus*). Les lisières thermophiles abritent enfin l'Avoine de Thore (*Pseudarrhenatherum longifolium*) et le Chêne tauzin (*Quercus pyrenaica*), espèces atlantiques typiques.

La zone est assez riche en odonates avec entre autres l'Agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale*) ou l'Agrion joli (*Coenagrion poulchellum*). Le premier, protégé en France, a été signalé sur la tourbière du Gabastou. C'est une espèce qui fréquente les eaux courantes ensoleillées de bonne qualité. Le second affectionne les eaux ensoleillées stagnantes à végétation aquatique bien développée ; il est mentionné sur une mare au nord-est d'Ossun. Enfin, les cours d'eau hébergent localement des populations d'Ecrevisse à pattes blanches (*Austropotamobius pallipes*), une espèce particulièrement vulnérable, indicatrice d'une eau de qualité.

Carte des ZNIEFF (Source : [https:// www.geoportail.gouv.fr](https://www.geoportail.gouv.fr))



Les modifications envisagées dans le cadre de cette révision allégée n'ont pas d'impact sur ces zones / non concerné par ces zonages environnementaux.

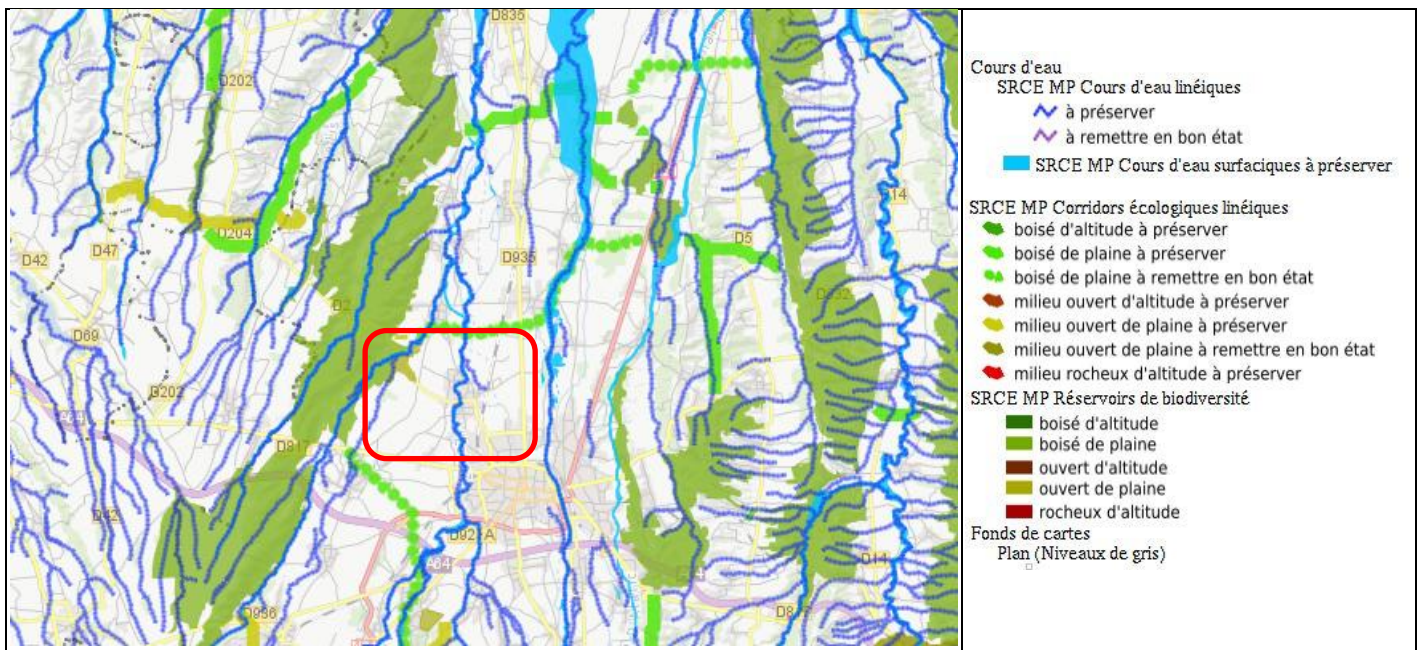
4.2.2 LA TRAME VERTE ET BLEUE

• Schéma Régional de Cohérence Ecologique

La "Trame Verte et Bleue" (TVB) est un outil d'aménagement du territoire issu de la loi ENE du 12/07/2010 (Grenelle 2) qui a pour objectif la préservation de la biodiversité, en identifiant et maintenant un réseau fonctionnel national de milieux où les espèces animales puissent assurer leur cycle de vie et circuler. A l'échelle régionale (Midi-Pyrénées), la "Trame Verte et Bleue" se traduit par un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) adopté le 18/12/2014 par l'Assemblée Régionale puis par arrêté préfectoral le 27/03/2015 et bientôt intégrer dans le futur SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires), adopté le 30/06/2022 puis prochainement approuvé par le Préfet de région Occitanie (automne 2022).

Localement, la trame bleue définie par le SRCE identifie l'Echez comme cours d'eau à préserver. La ZNIEFF « Plateau de Ger et coteaux de l'ouest Tarbais » constitue un réservoir de biodiversité de type « milieu boisé de plaine » relevant de la trame verte. Il n'est pas identifié de corridor écologique à préserver ou à restaurer.

La trame verte et bleue identifiée dans le SRCE (Source : <https://carto.picto-occitanie.fr>)



Les modifications envisagées dans le cadre de cette modification simplifiée n'ont pas d'impact sur la trame verte et bleue.

4.2.3 LES RELEVES NATURALISTES REALISES DANS LE CADRE DE LA PRESENTE REVISION ALLEE

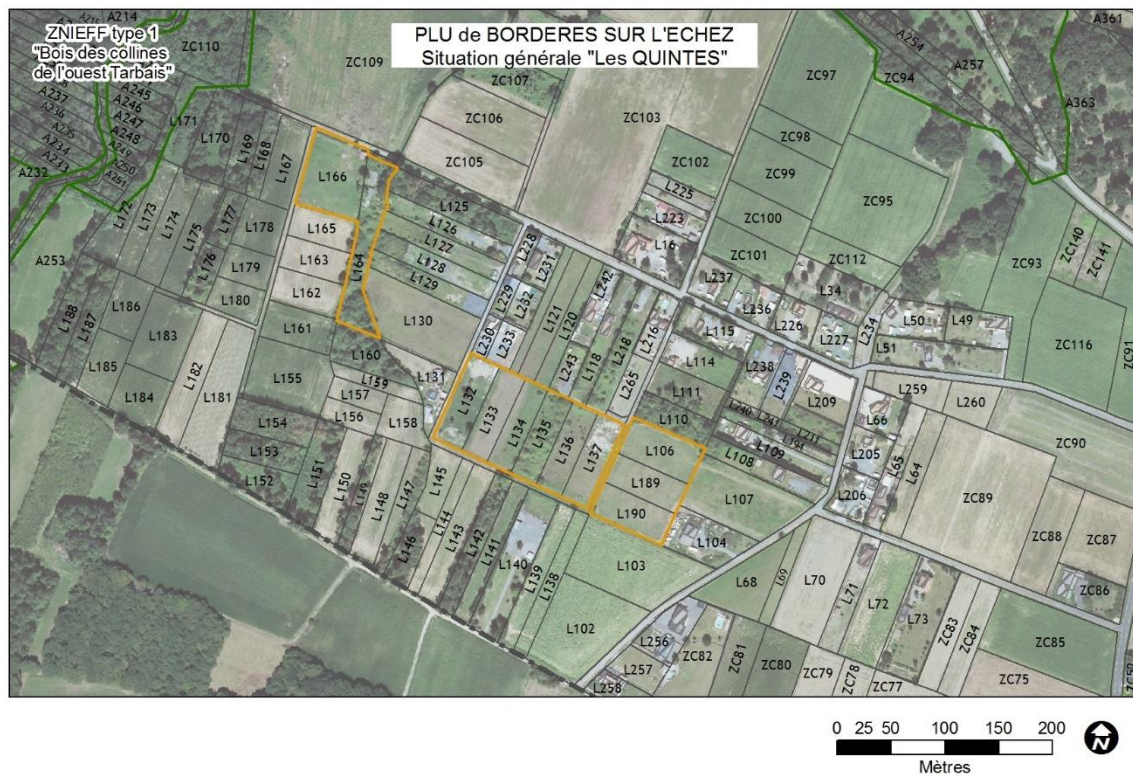
Des relevés naturalistes précis ont été réalisés sur le site de Lanardonne ; Aucun relevé naturaliste n'a été réalisé sur le secteur du chemin du Pic du Jer car il s'agit de zones AUF, aujourd'hui construites et clôturées donc non accessibles.

En synthèse, aucun habitat déterminant n'a été identifié. Une seule espèce déterminante : *Fraxinus angustifolia*, espèce protégée, déterminante des zones ZNIEFF et caractéristique des zones humides (ici, reliquat de la forêt riveraine de l'Adour) est présente sur la limite Ouest de la parcelle L164.

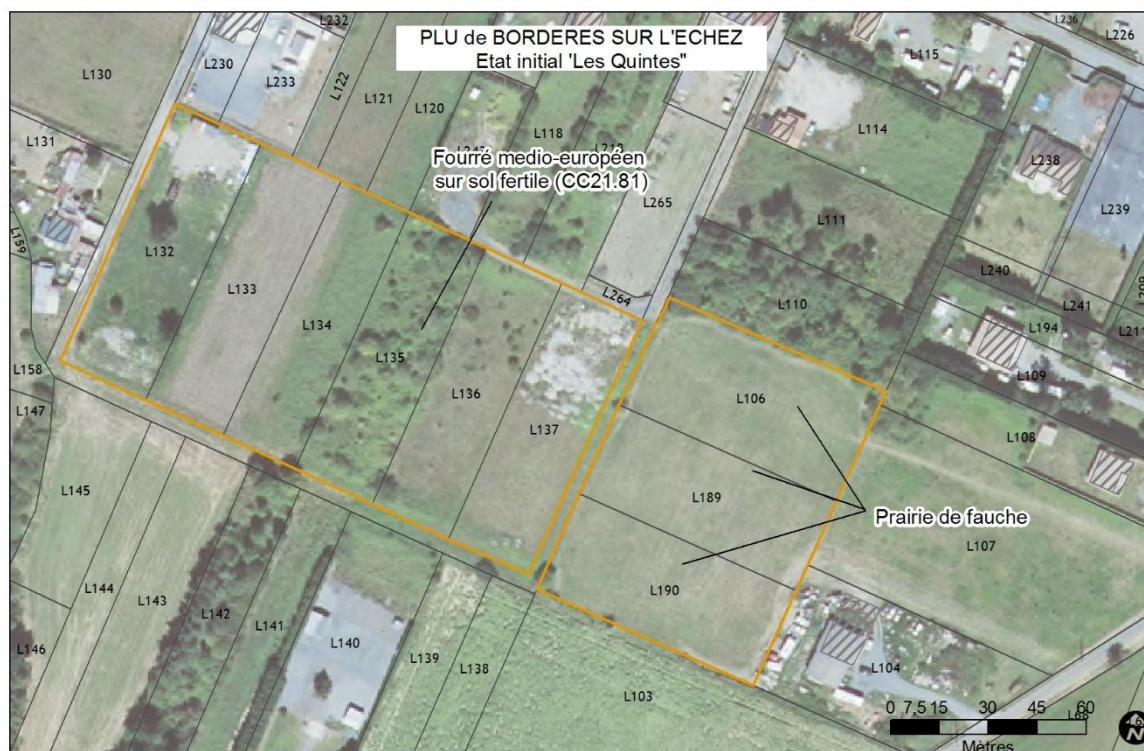
Les relevés de terrain et la cartographie des habitats présents sur le site sont présentés en détails en annexe de la présente notice.

Relevés naturalistes

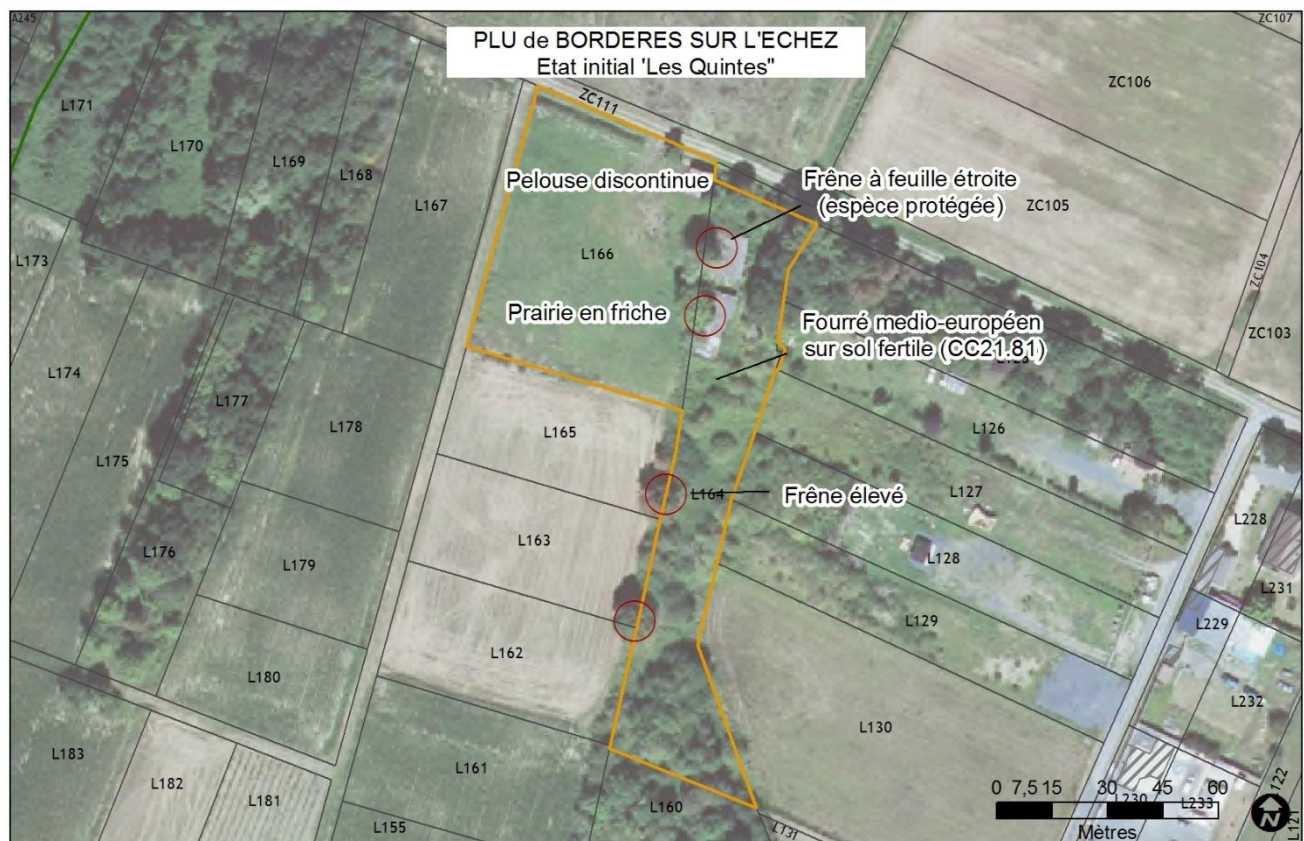
Carte C1 :



Carte C2 :



Carte C3 :



4.3 ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

4.3.1 GENERALITES

En l'absence de SCoT approuvé, le PLU de Bordères-sur-l'Echez doit être compatible² avec :

- Les orientations fondamentales et les objectifs de qualité du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne 2022-2027 adopté par le Comité de bassin le 10/03/2022,
- Les objectifs de protection du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Adour Amont » approuvé le 19 mars 2015, actuellement en révision,
- Les objectifs de gestion des risques d'inondation du Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du Bassin Adour-Garonne 2022-2027 approuvé le 10/03/2022 par le Préfet coordinateur de bassin.
- Les objectifs du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires qui incarne le projet d'aménagement du territoire porté par la Région à l'horizon 2040 et qui a été adopté le 30 juin 2022, puis approuvé par le Préfet le 14/09/2022. Il est actuellement en cours de modification depuis 2022. Il dessine un cadre de vie pour les générations futures, pour un avenir plus durable et solidaire.

² Compatibilité : Les dispositions du document d'urbanisme ne doivent pas faire obstacle à l'application des dispositions du document de rang supérieur. Dans ce cas, la norme supérieure se borne à tracer un cadre général en déterminant, par exemple, des objectifs ou en fixant des limites, mais laisse à l'autorité inférieure le choix des moyens et le pouvoir de décider librement, dans les limites prescrites par la norme.

4.3.2 PLANS ET PROGRAMMES S'APPLIQUANT AU TERRITOIRE

4.3.2.1 LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) ADOUR GARONNE

Aboutissement de 4 ans de travail avec tous les acteurs concernés, le SDAGE 2022-2027 fixe le cap de la politique de l'eau pour les six ans à venir.

Face aux enjeux des changements globaux majeurs (changement climatique, perte de biodiversité, augmentation de la population) et de la santé publique, le SDAGE 2022-2027 propose la mise en œuvre d'une politique de l'eau permettant au grand Sud-Ouest de s'adapter à ces mutations profondes et d'en atténuer les effets.

Sur la base de l'état des lieux de 2019, l'ambition du SDAGE est d'atteindre 70% de cours d'eau en bon état d'ici 2027.

Le SDAGE se fixe 4 catégories d'objectifs majeurs : créer les conditions de gouvernance favorables, réduire les pollutions, agir pour assurer l'équilibre quantitatif de la ressource en eau, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides. Il intègre et complète, sous forme de principes fondamentaux d'action, les mesures issues du plan d'adaptation au changement climatique du bassin Adour-Garonne validé en 2018.

Le SDAGE se veut volontariste sur des sujets clés :

- Couverture intégrale du territoire par des SAGE,
- Mise en avant des démarches concertées avec l'ensemble des acteurs,
- Engagement à la suppression des pollutions domestiques significatives,
- Développement d'une gestion quantitative intégrée mixant plusieurs axes de travail,
- Mise en avant des solutions fondées sur la nature au sein du mix de solutions,
- Exigences fortes sur la résolution des problèmes de pollution des captages.

La modification simplifiée du PLU est compatible avec le SDAGE.

La révision allégée du PLU est compatible avec le SDAGE même si une augmentation des surfaces imperméabilisée est attendue : le règlement prévoit néanmoins une réglementation concernant les emprises au sol maximales des constructions (15% de l'unité foncière en AUF et U2f).

4.3.2.2 LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) ADOUR AMONT

Le SAGE Adour Amont réalisé par l'Institution Adour est un document de planification local de la gestion de l'eau qui décline le SDAGE à l'échelle du bassin versant depuis la source de l'Adour jusqu'à sa confluence avec le Luy à l'aval de Dax. Il permet d'encadrer la politique de l'eau à l'échelle de ce bassin versant et d'orienter les politiques d'aménagement du territoire, qui sont en interaction directe avec la ressource en eau.

Il fixe ainsi les objectifs généraux d'utilisation et de protection des ressources en eau superficielles et souterraines, et des milieux aquatiques (zones humides, lagunes, bras morts, etc.), afin de garantir un équilibre durable entre la préservation des milieux aquatiques et les usages existants sur le bassin.

Le 11 novembre 2021, la CLE Adour amont a choisi d'engager la révision du SAGE en profondeur, afin d'intégrer une stratégie d'adaptation du bassin aux effets du changement climatique et d'approfondir quelques axes de travail stratégiques pour assurer une conciliation durable des usages et des milieux.

Le SAGE actuel reste en vigueur jusqu'à l'approbation d'un nouveau document.

La révision allégée du PLU est compatible avec le SAGE même si une augmentation des surfaces imperméabilisée est attendue : le règlement prévoit néanmoins une réglementation concernant les emprises au sol maximales des constructions (15% de l'unité foncière en AUF et U2f).

4.3.2.3 LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) est au cœur de la mise en œuvre de la directive inondation. Cet outil stratégique définit, pour 6 ans, à l'échelle de chaque grand bassin (district hydrographique) les priorités en matière de gestion des risques d'inondation.

Le premier PGRI 2016-2021 du bassin Adour-Garonne a été élaboré, sous l'autorité du préfet coordonnateur de bassin (PCB), en concertation avec les représentants des collectivités territoriales, des acteurs économiques, des associations et en cohérence avec la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation. Il a été arrêté le 1er décembre 2015.

Le PGRI 2022-2027 du bassin Adour-Garonne, en déclinaison du second cycle de la directive inondation, a été approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 10 mars 2022.

Ce second PGRI, dans la continuité du premier, a pour ambition de réduire les conséquences dommageables des inondations pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique sur le bassin et ses 19 territoires identifiés à risques importants d'inondation (TRI). Il vise à accompagner et contribuer à dynamiser les démarches déjà engagées (programmes d'action de prévention des inondations PAPI, plans de prévention des risques...).

Le PGRI 2022-2027 établit, reprend et conforte la prise en compte des enjeux liés à la prévention des inondations du 1er cycle, dans une logique plus complète et plus opérationnelle, en agissant sur toutes les composantes (gouvernance, connaissance, gestion de crise, réduction de la vulnérabilité des territoires, ralentissement des écoulements, protection contre les inondations...), tout en tenant compte des évolutions majeures du territoire (dont le changement climatique et l'accroissement des populations).

Le PGRI du bassin Adour-Garonne permet d'orienter, et d'organiser la politique de gestion des risques d'inondation à travers les 7 axes stratégiques (objectifs stratégiques) suivants :

- Veiller à la prise en compte des changements majeurs (changement climatique et évolutions démographiques...)
- Poursuivre le développement des gouvernances, à l'échelle territoriale adaptée, structurées et pérennes
- Poursuivre l'amélioration de la connaissance et de la culture du risque inondation en mobilisant tous les outils et acteurs concernés
- Poursuivre l'amélioration de la préparation et la gestion de crise et veiller à raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés
- Réduire la vulnérabilité via un aménagement durable des territoires
- Gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements
- Améliorer la gestion des ouvrages de protection contre les inondations ou les submersions

La révision allégée du PLU ne remet pas en cause les objectifs du PGRI.

4.3.2.4 LE PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET) DE LA CATLP

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a approuvé son Plan Climat Air-Energie Territorial (PCAET) le 30 septembre 2020. Le PCAET comprend quarante-trois actions réparties dans 6 orientations stratégiques relevant du champ d'intervention des collectivités, de leur engagement, de leur mobilisation, des acteurs territoriaux et des partenaires.

La révision allégée du PLU ne remet pas en cause les objectifs du PCAET.

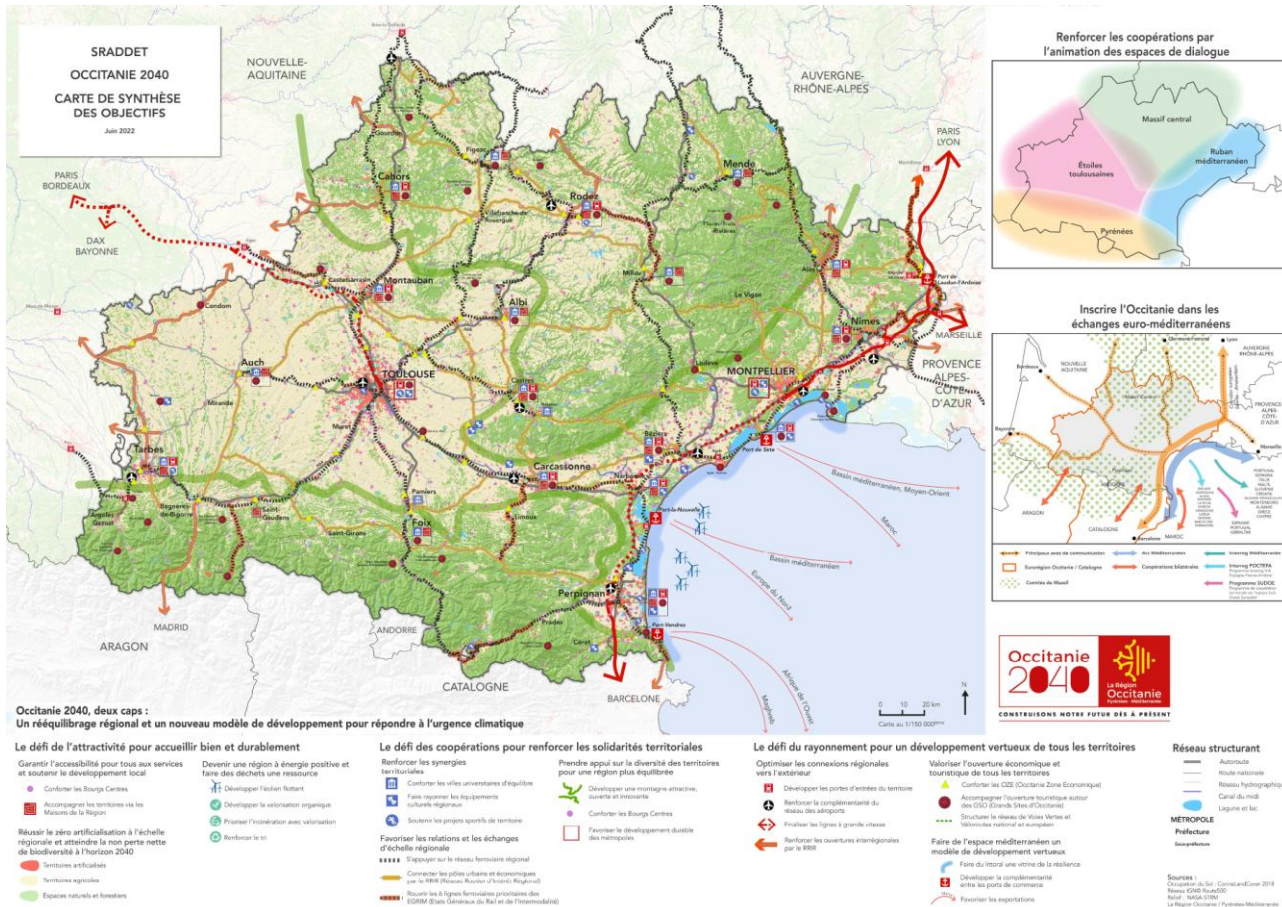
4.3.2.5 SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES

Le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) qui incarne le projet d'aménagement du territoire porté par la Région à l'horizon 2040 a été adopté le 30 juin 2022 puis approuvé par le Préfet de région le 14 septembre 2022. Il dessine un cadre de vie pour les générations futures, pour un avenir plus durable et solidaire.

Ainsi, le SRADDET fixe les priorités régionales en termes :

- D'équilibre et d'égalité des territoires,
- De désenclavement des territoires ruraux,
- D'habitat,
- De gestion économe de l'espace,
- D'implantation des infrastructures d'intérêt régional,
- D'intermodalité et développement des transports,
- De maîtrise et valorisation de l'énergie,
- De lutte contre le changement climatique,
- De pollution de l'air,

- De prévention et restauration de la biodiversité,
- Et de prévention et gestion des déchets.



La révision allégée du PLU est compatible avec le SRADDET.

4.3.2.6 LE SCHEMA DEPARTEMENTAL DES CARRIERES

Le schéma départemental des carrières a été approuvé par arrêté préfectoral du 29/11/2005. Il a pour objectif de concilier au mieux la juste valorisation du sous-sol pour l'intérêt économique et la protection de l'environnement pour la qualité de la vie.

La révision allégée du PLU ne remet pas en cause le schéma départemental des carrières.

4.3.2.7 LE SCHEMA DEPARTEMENTAL D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE (SDAGV)

Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage a été adopté en avril 2018 pour la période 2018-2023. Il doit permettre une visibilité et une lisibilité de l'action publique, à partir du socle que constitue l'existant, permettant d'identifier les manques et de réorienter les projets et leur programmation pour 6 ans. Deux parcelles aujourd'hui classées en zone « N » et « Aa » sur le secteur de Lanardonne (L137 et L166) sont d'ailleurs identifiées dans le SDAGV 2018-2023). Sa révision est prévue pour 2023.

4.4 ÉVALUATION DES INCIDENCES DE LA REVISION ALLEGEE DU PLU

4.4.1 INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

Diversité des espèces et des habitats naturels

Incidence potentielle

Le reclassement en zone urbaine concerne d'une part des parcelles agricoles de prairie de fauche et de friches pour lesquelles il n'existe pas d'enjeux en termes de biodiversité et d'autre part des parcelles naturelles de pelouse discontinue sur lesquelles quelques arbres remarquables ont été identifiés (Frênes à feuilles étroites). L'évolution de l'activité permise par la révision allégée du PLU va se traduire par une augmentation des surfaces artificialisées sur ces espaces.

Les espaces naturels remarquables tels que site Natura 2000 et ZNIEFF ne sont pas touchés par l'évolution du document d'urbanisme.

Continuités écologiques liées aux cours d'eau (trame bleue)

Incidence nulle

La modification de zonage ne concerne pas directement les trames bleues identifiées dans le SRCAE / SRADDET. Aucun cours d'eau ne se situe à proximité des deux secteurs objet de la révision allégée (Lanardonne et Chemin du Pic du Jer).

Continuités écologiques terrestres (trame verte)

Incidence nulle

La révision allégée ne remet pas en cause la trame verte, les parcelles concernées n'étant pas identifiées en tant que réservoirs de biodiversité ou corridors écologiques.

La révision allégée ne conduit pas à une plus grande fragmentation des habitats naturels terrestres.

Zones humides

Incidence nulle

Aucune zone humide n'est identifiée sur les parcelles concernées par l'évolution du zonage.

RESSOURCE EN EAU

Protection des eaux de surface et des eaux souterraines

Incidence faible

Il n'existe pas de captage d'eau potable ou de périmètre de protection de captage d'eau potable dans les secteurs concernés par la révision allégée.

L'évolution de la zone urbaine (U2f) permise par la révision allégée du PLU va se traduire par une augmentation des surfaces imperméabilisées.

Néanmoins, le règlement en vigueur sur cette zone indique une emprise au col maximum de 15% ce qui limite l'impact sur l'imperméabilisation des sols.

Collecte et traitement des eaux usées

Incidence potentielle

Quartier Lanardonne : la révision allégée conduit à une augmentation des droits à construire sur ce quartier et donc une augmentation du nombre de logements potentiels. Le traitement des eaux usées sur ce secteur doit se faire par le biais de la mise en place d'un assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur.

Quartier Pic du Jer : la révision allégée conduit uniquement à changer la destination des constructions autorisées sur cette zone (de AU en AUf) ce qui n'engendre pas d'incidence supplémentaire.

Collecte et traitement des eaux pluviales

Incidence faible

L'évolution de la zone urbaine permise par la révision allégée du PLU va se traduire par une augmentation des surfaces imperméabilisées et donc des volumes d'eau pluviales à gérer. Néanmoins, le règlement en vigueur sur cette zone indique une emprise au col maximum de 15% ce qui limite l'impact sur l'imperméabilisation des sols.

Alimentation en eau potable et défense incendie

Incidence nulle

Quartier Lanardonne : la révision allégée conduit à une augmentation des droits à construire sur ce quartier et donc une augmentation du nombre de logements potentiels et ainsi du besoin en eau potable et en matière d'équipements publics nécessaires pour assurer la défense incendie.

Le syndicat compétent confirme que le réseau d'eau potable est suffisant pour desservir ce nouveau quartier et que la défense incendie est conforme sur ce secteur (extensions à prévoir).

Quartier Pic du Jer : la révision allégée conduit uniquement à changer la destination des constructions autorisées sur cette zone (de AU en AUf) ce qui n'engendre pas d'incidence supplémentaire.

Irrigation - Industrie

Incidence nulle

Il n'y a pas de points de prélèvements d'eau sur les secteurs concernés par la révision allégée.

SOLS ET SOUS-SOLS

Qualité des sols

Incidence nulle

Le secteur concerné par la révision allégée n'est pas identifié comme présentant une sensibilité particulière en matière de qualité des sols.

Ressources du sous-sol

Incidence négligeable

Compte tenu des surfaces concernées, la révision allégée ne conduit pas à des besoins importants en termes de matériaux et l'impact sur les ressources est négligeable.

CADRE DE VIE, PAYSAGES ET PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL

Sites et paysages urbains - Patrimoine bâti

Incidence négligeable

Les secteurs concernés par la révision allégée se situent en continuité des secteurs déjà urbanisés destinés à la sédentarisation des gens du voyage.

Qualité de vie : espaces verts, accès aux espaces naturels

Incidence négligeable

La révision allégée n'a pas d'incidence sur l'accès aux espaces naturels.

Identité paysagère des espaces agricoles et naturels - Sites et éléments de paysage

Incidence négligeable

Les secteurs concernés par la révision allégée se situent en continuité des secteurs déjà urbanisés destinés à la sédentarisation des gens du voyage. (Cf photo dans rapport 2)

RISQUES ET NUISANCES

Risque sismique

Incidence nulle

La révision allégée n'entraîne pas d'augmentation de la population exposée.

Risques d'inondation

Incidence nulle

Les secteurs ouverts à l'urbanisation ne sont pas concernés par un risque d'inondation identifié par le PPR.

Risques routiers

Incidence nulle

La révision allégée n'entraîne pas d'augmentation de la population exposée.

Risques liés au transport de matières dangereuses

Incidence nulle

La révision allégée n'entraîne pas d'augmentation de la population exposée.

Nuisances sonores et olfactives

Incidence nulle

La révision allégée n'entraîne pas d'augmentation de la population exposée.

DECHETS

Collecte et traitement des déchets ménagers

Incidence nulle

La révision allégée du PLU conduit à une augmentation du nombre de logements dans la zone U2f et donc à une augmentation proportionnelle de production de déchets ménagers supplémentaires : le ramassage des déchets étant déjà mis en place dans la zone U2f, l'incidence est négligeable.

ÉNERGIE, EFFET DE SERRE ET POLLUTIONS ATMOSPHERIQUES

Consommation énergétique

Incidence faible

S'agissant d'une évolution permettant une extension d'une zone urbaine (U2f), une évolution des consommations énergétiques est à prévoir. La zone est correctement desservie d'un point de vue électricité.

Energies renouvelables

Incidence nulle

La révision allégée n'entraîne pas d'effet sur le recours aux énergies renouvelables.

Emissions de gaz à effet de serre (G.E.S.)

Incidence faible

S'agissant d'une évolution permettant une extension d'une zone urbaine (U2f), une augmentation du nombre de logements et donc d'émissions de GES est à prévoir.

Nuisances liées aux émissions de polluants atmosphériques

Incidence négligeable

La révision allégée ne conduit pas à une augmentation de la population exposée à ces nuisances.

Changement climatique

Incidence négligeable

La superficie concernée par la révision allégée est très faible et ne devrait pas avoir d'incidence à l'échelle communale.

4.4.2 CONSOMMATION D'ESPACE

Le PLU de Bordères-sur-l'Echez prévoit deux types de zonage pour l'accueil et la sédentarisation des gens du voyage :

- La zone U2f (Lanardonne) située au nord-ouest de la commune, et destinée à l'habitat individuel, à la sédentarisation des gens du voyage et à l'aménagement de terrains familiaux.
Initialement, ce quartier propose une superficie de 14.87 ha avec près de 3.4 hectares aujourd'hui « disponibles » (sans utilisation du terrain effective). La révision allégée envisage l'extension de cette zone, à hauteur de 1.85 ha, permettant de régulariser une occupation aujourd'hui illégale des terrains, à minima une partie de l'année.
- La zone AUf (Chemin du Pic du Jer) située au nord de la commune, et destinée à l'aménagement de terrains familiaux en vue de favoriser la sédentarisation des gens du voyage.
Initialement, ce quartier propose une superficie de 0.64 ha. Aujourd'hui, l'ensemble de la zone AUf est occupée et les terrains limitrophes (en zone AU) sont utilisés par la communauté des gens du voyage à hauteur de 2600 m². La révision allégée permettrait de régulariser cette situation.

4.5 CONSTRUCTION D'INDICATEURS DE SUIVI DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

Les indicateurs de suivi suivants permettront de suivre les impacts sur l'environnement de la révision allégée :

- Nombre de nouveaux logements créés sur les deux secteurs (Lanardonne et Pic du Jer)
- Assainissement :
 - o Quartier Lanardonne : suivi des installations d'assainissement non collectif du quartier
 - o Quartier Pic du Jer : suivi du raccordement des constructions au réseau d'assainissement collectif
- Réseaux d'eau potable et d'électricité : desserte des nouveaux logements
- Imperméabilisation des sols : emprise au sol des nouvelles constructions



**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES LOURDES PYRENEES
COMMUNE DE BORDERES-SUR-L'ECHEZ (HAUTES PYRENEES)**

**PLAN LOCAL D'URBANISME
REVISION ALLEE N°2**

RESUME NON TECHNIQUE (RNT)

Projet de révision allégée n°2 arrêté le 19/09/2024
Enquête publique du 13/11/2025 au 18/12/2025
Révision allégée n°2 approuvée le 18/02/2025

SOMMAIRE – RNT

1.1	Historique des documents d'urbanisme	3
1.2	Exposé des motifs de la révision « allégée »	3
1.2.1	Quartier de Lanardonne	3
1.2.2	Quartier du Pic du Jer	4
1.3	Evolutions apportées au P.L.U. par la révision « allégée »	5
1.3.1	Rapport de présentation	5
1.3.2	Règlement graphique	5
1.3.3	Règlement écrit	7
1.3.4	Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.)	7
1.4	Etude de densification	7
1.5	Evaluation Environnementale et incidences Natura 2000	8
	Détails de la démarche	8
1.6	Etat initial de l'environnement : compléments et précisions	8
1.6.1	Les espaces naturels	8
1.6.2	La trame verte et bleue	9
1.6.3	Les relevés naturalistes réalisés dans le cadre de la présente révision allégée	9
1.7	Articulation avec les autres plans et programmes	9
1.8	Évaluation des incidences de la révision allégée du P.L.U.	9
1.8.1	Incidences du projet sur l'environnement	9
1.8.2	Consommation d'espace	12

1.1 HISTORIQUE DES DOCUMENTS D'URBANISME

La commune de Bordères-sur-l'Echez est dotée d'un PLU approuvé le 20 juin 2007 en Conseil Municipal. Depuis, le P.L.U. a fait l'objet de nombreuses procédures d'évolutions.

La présente révision allégée n°2 ne portant pas atteinte aux orientations définies par le PADD a pour objectif d'ajuster les deux secteurs d'accueil des gens du voyage sur la commune à la réalité du terrain. La décision de réaliser une révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Bordères-sur-l'Echez a été prise par délibération n°1 du Bureau Communautaire de l'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées en date du 24 mars 2021 puis par délibération complémentaire n°3 du Bureau Communautaire de l'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées en date du 23 juin 2021.

1.2 EXPOSE DES MOTIFS DE LA REVISION « ALLEGEE »

La commune de Bordères-sur-l'Echez accueille depuis de nombreuses années des familles issues de la communauté des Gens du Voyage en situation de sédentarisation. Le P.A.D.D. du PLU de la commune comporte un objectif visant à poursuivre l'accueil des familles sur le territoire de la commune, « tout en contenant la capacité d'accueil communal » (PADD page 6).

Les composantes règlementaires du PLU identifient :

- La zone U2f, située notamment au sud-ouest de la commune, et destinée à l'habitat individuel, à la sédentarisation des gens du voyage et à l'aménagement de terrains familiaux (secteur par ailleurs impacté par une canalisation de transport de gaz).
- La zone AUf située au nord de la commune, et destinée à l'aménagement de terrains familiaux en vue de favoriser la sédentarisation des gens du voyage.

Depuis quelques années, des familles de la communauté des gens du voyage occupent illicitement des parcelles sur deux secteurs de la commune de Bordères-sur-l'Echez.

1.2.1 QUARTIER DE LANARDONNE

Le quartier de « **Lanardonne** », situé au sud-ouest de la commune. Ce quartier est classé en zone U2f dans le PLU et regroupe une soixantaine de parcelles dédiées en majorité aux familles issues de la communauté des gens du voyage. Ce secteur est localisé au cœur d'une zone agricole et naturelle, et est desservi par le chemin de l'avion.

Il s'agit de procéder à la régularisation de plusieurs parcelles jouxtant la zone U2f, actuellement classées dans le PLU en zone agricole ou naturelle. Il s'agit des parcelles L137 et L166.

Mise à jour avant approbation : Les parcelles L164 et L166 restent en zones naturelle et agricole suite aux avis des Personnes Publiques Associées.

Localisation du quartier « Lanardonne » (www.geoportail.gouv.fr)



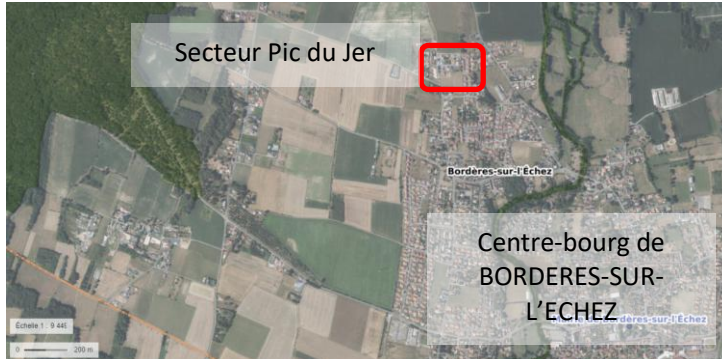
Zoom sur le quartier « Lanardonne »



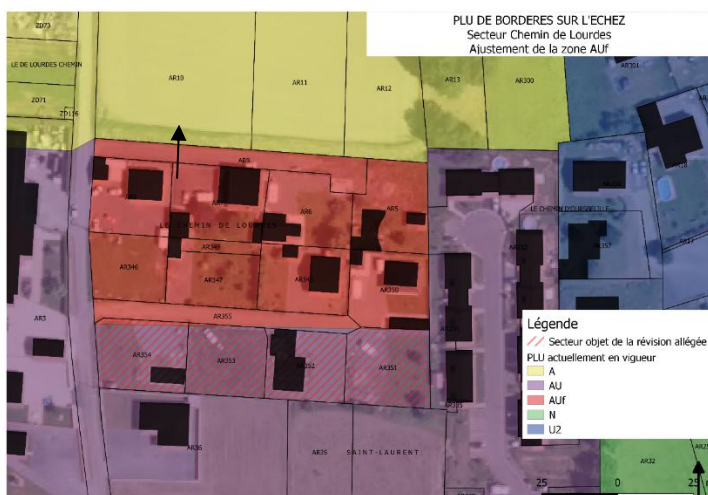
1.2.2 QUARTIER DU PIC DU JER

Le quartier du Pic du Jer est situé au nord de la commune, sur le **chemin du Pic du Jer**. Ce secteur est composé d'une zone AUF (zone d'urbanisation future destinée à l'aménagement de « terrains familiaux » en vue de favoriser la sédentarisation des gens du voyage) et d'une zone AU (zone d'urbanisation future destinée à l'habitat, aux équipements et aux formes favorisant la diversité et la mixité sociale et urbaine). Sur ce secteur, des familles ont bâti des habitations sur la zone voisine du PLU (AU), non dédiée aux gens du voyage. L'objectif est de régulariser l'existence de ces constructions en les intégrant dans la zone « AUF ». Les parcelles concernées sont cadastrées sous les numéros AR351, AR352, AR354 et AR355.

Localisation du quartier « Pic du Jer » (www.geoportail.gouv.fr)



Zoom sur le quartier « Pic du Jer »



Extrait du P.A.D.D. :

Objectif 7 : La sédentarisation des gens du voyage

L'accueil résidentiel de populations nomades (sédentarisation) a déjà été engagé dans le cadre du précédent document d'urbanisme, la commune souhaite rester en conformité avec le schéma départemental d'accueil des gens du voyage, tout en contenant la capacité d'accueil communale et en tenant compte de l'effort d'autres communes pour traiter également cette question.

1.3 EVOLUTIONS APORTEES AU P.L.U. PAR LA REVISION « ALLEGEE »

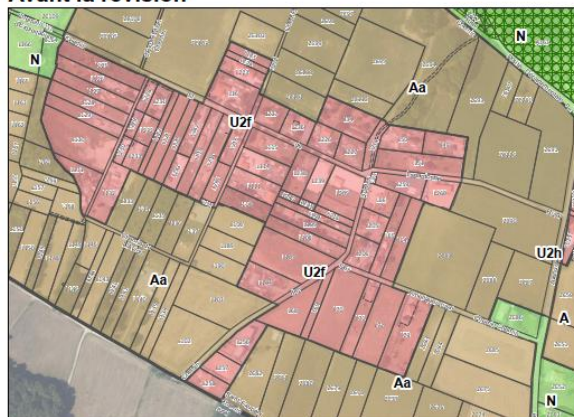
1.3.1 RAPPORT DE PRESENTATION

Le rapport de présentation du P.L.U. initial n'est pas modifié. Il est complété par la présente note.

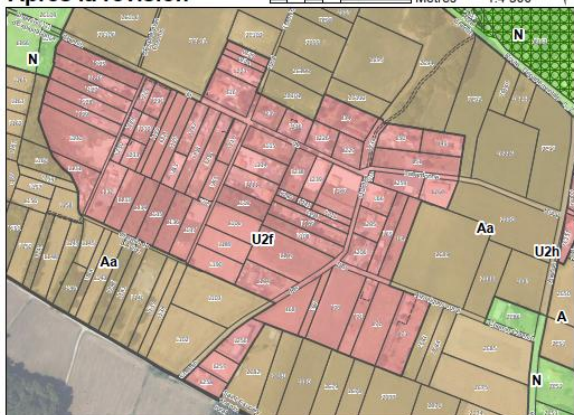
1.3.2 REGLEMENT GRAPHIQUE

Le règlement graphique du P.L.U. est modifié sur les 2 secteurs précédemment cités : quartier de Lanardonne et quartier du Pic du Jer.

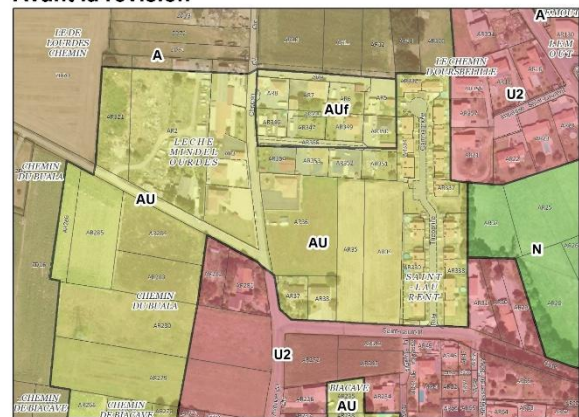
Avant la révision



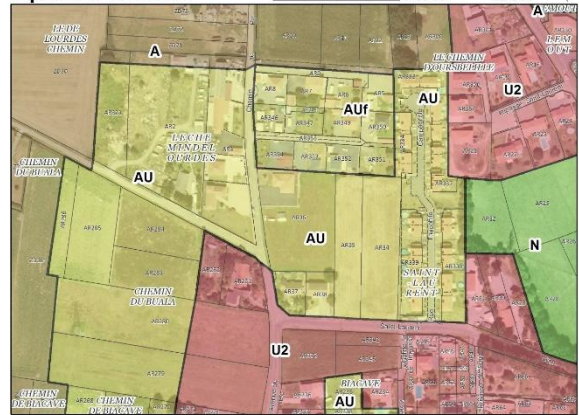
Après la révision



Avant la révision



Après la révision



Bilan des surfaces¹ dans le règlement graphique

	Libellé	Surfaces AVANT révision allégée (ha)	Surfaces APRES révision allégée (ha)	Différentiel	Secteur concerné
Zones Agricoles					
A	Zone naturelle à vocation agricoles	252,37	252,37	0,00	
Aa	Zone agricole à protéger pour des motifs de protection paysagère et d'éloignement des installations agricoles	66,24	64,39	-1.85	Lanardonne
Zones Naturelles					
N	Espaces naturels préservés de l'urbanisation ou de transformations altérant les caractères paysagers existants	731,38	731.38	0,00	
Na	Destinée à recevoir des installations sportives, activités de loisirs et aménagements paysagers	18,16	18,16	0,00	
Nb	Destinée aux aménagements nécessaires à l'exploitation du centre équestre	1,45	1,45	0,00	
Nc	Destinée à l'ouverture et à l'exploitation de carrières	5,92	5,92	0,00	
Zones Urbaines					
U1	Centre-bourg à caractère traditionnel et rural	51,85	51,85	0,00	
U1a	Partie centrale du centre-bourg (hauteur plus importante)	8,67	8,67	0,00	
U2	Secteurs d'extensions urbaine du centre-bourg	127,25	127,25	0,00	
U2f	Secteurs d'extensions destiné à l'habitat individuel, à la sédentarisation des gens du voyage et à l'aménagement de terrains familiaux	14,87	16.72	1.85	Lanardonne
U2h	Quartiers d'habitat individuel résidentiel situés à l'Ouest de la commune	11,56	11,56	0,00	
UX	Zone dédiée aux activités	49,55	49,55	0,00	
UXa	Correspond à des activités agroalimentaires existantes implantées en centre-ville	1,88	1,88	0,00	
Zones A Urbaniser					
AU	Zone d'urbanisation future destinée à l'habitat, aux équipements et aux formes favorisant la diversité et la mixité sociale et urbaine	86,61	86,35	-0,26	Pic du Jer
AU0	Zone d'urbanisation future à long terme	28,98	28,98	0,00	
AUE	Zone non équipée, réservée à l'urbanisation future destinée à recevoir des équipements d'agglomération	18,11	18,11	0,00	
AUf	Destinés à l'aménagement de terrains familiaux en vue de favoriser la sédentarisation des gens du voyage	0,64	0.90	0,26	Pic du Jer
AUh	Correspond à l'extension des quartiers d'habitat individuel résidentiels situés à l'Ouest de la commune	7,33	7,33	0,00	
AUX	Zone à urbaniser réservée aux activités	78,28	78,28	0,00	
AUXc	Destinée à recevoir des équipements commerciaux et de services	19,56	19,56	0,00	

¹ La surface est évaluée par SIG

AUXd	Entrée d'Agglomération d'intérêt communautaire (équipements commerciaux et de services)	16,14	16,14	0,00	
AUXe	Destinée à accueillir des activités futures	20,19	20,19	0,00	
TOTAL		1616,97	1616,97	0,00	

1.3.3 REGLEMENT ECRIT

Le règlement écrit n'est pas modifié.

1.3.4 ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (O.A.P.)

Une Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.) est ajoutées pour le secteur de Lanardonne :



1.4 ETUDE DE DENSIFICATION

La présente révision allégée porte sur l'accueil et la régularisation d'aménagements existants pour les gens du voyage, en lien avec le SDAGDV (Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage).

Cette population ne peut être accueillie sur des secteurs urbains non dédiés. De ce fait, les capacités de densification sont étudiées uniquement pour les secteurs du PLU actuellement en vigueur dédiés à l'accueil des gens du voyage, à savoir les zones U2f et AUF. A noter également qu'un PLUi va prochainement être élaboré sur le secteur.

Secteur Uf « Lanardonne »	Surfaces (ha)
Surfaces libres – non utilisées actuellement	4.81 ha
Occupation temporaire observée*	2.77 ha
Constructions en cours (PC accordés)	0.83 ha

Secteur AUF « Pic du Jer »	Surfaces (ha)
Surfaces libres – non utilisées actuellement	0 ha
Occupation temporaire observée*	0.10 ha
Constructions en cours (PC accordés)	0 ha

* L'occupation temporaire correspond à des parcelles occupées une partie de l'année par de l'habitat léger de type caravanes.

1.5 EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET INCIDENCES NATURA 2000

La commune ne comporte pas de site Natura 2000, la révision allégée ne remet pas en cause le PADD mais les évolutions prévues à Lanardonne et dans le quartier du Pic du Jer représente près de **0.17 %** du territoire. Cette procédure ne rentre donc pas dans la nouvelle formule du cas par cas (avis conforme) mais bien dans le cadre d'une évaluation environnementale obligatoire, avec concertation préalable obligatoire. A ce titre, la délibération de prescription de la révision allégée indique les modalités de concertation suivantes : affichage des délibérations, informations sur la procédure sur les sites web (TLP et commune), registre mis à disposition de la population, réunion publique.

DETAILS DE LA DEMARCHE

Le P.L.U. a été approuvé le 20 Juin 2007 et ne comprend donc pas d'évaluation environnementale. Dans le cadre de cette révision allégée n°2, il est nécessaire de procéder à un état initial de l'environnement sommaire et surtout d'intégrer l'évolution de la réglementation et des documents supra-communaux intervenus depuis.

La démarche d'évaluation environnementale a été itérative et elle a mis en application la séquence « Eviter – Réduire – Compenser ». Elle a nourri le contenu de la révision « allégée » du P.L.U. et a guidé certaines orientations afin de mieux répondre aux enjeux environnementaux identifiés tout au long de la procédure :

- Dans la première partie de l'étude, elle a permis d'actualiser l'état initial de l'environnement à l'échelle communale et à l'échelle des sites concernés par la révision « allégée ».

Des recherches bibliographiques et une analyse des données disponibles ont été menées par les différents membres de l'équipe dans une perspective d'actualisation et de traitement des thématiques qui font aujourd'hui partie de l'évaluation environnementale.

- Des relevés naturalistes ont été réalisés sur le site de Lanardonne (concerné par l'accueil des gens du voyage) en mai 2022 par Jean-Sébastien GION (naturaliste) ; ils ont permis de mieux caractériser les espaces naturels sur les deux secteurs, d'évaluer les incidences potentielles et éventuellement de proposer des mesures afin de limiter l'impact sur l'environnement (alimentation de la séquence ERC) ;

A noter que le secteur du chemin du Pic du Jer (classement de AU en AUf) n'a pas été inventorié car aujourd'hui occupé, bâti et clôturé.

- Les enjeux identifiés ont été intégrés lors de l'élaboration du projet de révision « allégée » : aucune espèce animale, végétale remarquable et aucun habitat naturel d'intérêt communautaire n'ont été rencontrés au cours des visites de terrain sur les parcelles visées par la révision allégée, ce qui a permis de valider l'emprise du projet de révision allégée.
- L'analyse des incidences de la révision « allégée » a été réalisée par les différents membres de l'équipe selon leurs compétences respectives (naturalistes, agronomes, urbanistes) ;
- Enfin, l'évaluation environnementale a permis de définir des indicateurs permettant de suivre les impacts tout au long des années à venir.

La procédure d'évaluation environnementale a conclu au faible impact prévisible du projet de révision allégée sur l'environnement. Les éléments issus des études et relevés naturalistes font l'objet d'une pièce spécifique du P.L.U.

1.6 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT : COMPLEMENTS ET PRECISIONS

1.6.1 LES ESPACES NATURELS

La commune n'est pas directement concernée par le site Natura 2000 « Vallée de l'Adour » (zone spéciale de conservation) qui se situe sur les communes voisines, à l'est du territoire communal. Ce site a été créé par arrêté ministériel du 31/03/2016, modifiant l'arrêté du 13/04/2007. Son document d'objectifs (DOCOB) a été validé le 2 février 2011.

La commune compte 3 ZNIEFF sur son territoire :

- ZNIEFF de type 1 « Bois des collines de l'ouest Tarbais » (n° 730011475)
- ZNIEFF de type 1 « Réseau hydrographique de l'Echez » (n° 730030445)
- ZNIEFF de type 2 « Plateau de Ger et coteaux de l'ouest Tarbais » (n° 730002959)

Les modifications envisagées dans le cadre de cette révision allégée n'ont pas d'impact sur ces zones / non concerné par ces zonages environnementaux.

1.6.2 LA TRAME VERTE ET BLEUE

- **Schéma Régional de Cohérence Ecologique**

Localement, la trame bleue définie par le SRCE identifie l'Echez comme cours d'eau à préserver. La ZNIEFF « Plateau de Ger et coteaux de l'ouest Tarbais » constitue un réservoir de biodiversité de type « milieu boisé de plaine » relevant de la trame verte. Il n'est pas identifié de corridor écologique à préserver ou à restaurer.

Les modifications envisagées dans le cadre de cette modification simplifiée n'ont pas d'impact sur la trame verte et bleue.

1.6.3 LES RELEVÉS NATURALISTES RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA PRÉSENTE RÉVISION ALLÉGÉE

Des relevés naturalistes précis ont été réalisés sur le site de Lanardonne ; Aucun relevé naturaliste n'a été réalisé sur le secteur du chemin du Pic du Jer car il s'agit de zones AUF, aujourd'hui construites et clôturées donc non accessibles.

En synthèse, aucun habitat déterminant n'a été identifié. Une seule espèce déterminante : *Fraxinus angustifolia*, espèce protégée, déterminante des zones ZNIEFF et caractéristique des zones humides (ici, reliquat de la forêt riveraine de l'Adour) est présente sur la limite Ouest de la parcelle L164.

Les relevés de terrain et la cartographie des habitats présents sur le site sont présentés en détails en annexe de la présente notice.

1.7 ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

En l'absence de SCoT approuvé, le P.L.U. de Bordères-sur-l'Echez doit être compatible² avec :

- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour Garonne
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Adour Amont
- Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation
- Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la CATLP
- Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires
- Le Schéma départemental des carrières
- Le Schéma départemental d'accueil des gens du voyage (SDAGV)

1.8 ÉVALUATION DES INCIDENCES DE LA RÉVISION ALLÉGÉE DU P.L.U.

1.8.1 INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITÉ

Diversité des espèces et des habitats naturels

Incidence potentielle

Le reclassement en zone urbaine concerne d'une part des parcelles agricoles de prairie de fauche et de friches pour lesquelles il n'existe pas d'enjeux en termes de biodiversité et d'autre part des parcelles naturelles de pelouse

² Compatibilité : Les dispositions du document d'urbanisme ne doivent pas faire obstacle à l'application des dispositions du document de rang supérieur. Dans ce cas, la norme supérieure se borne à tracer un cadre général en déterminant, par exemple, des objectifs ou en fixant des limites, mais laisse à l'autorité inférieure le choix des moyens et le pouvoir de décider librement, dans les limites prescrites par la norme.

discontinue sur lesquelles quelques arbres remarquables ont été identifiés (Frênes à feuilles étroites). L'évolution de l'activité permise par la révision allégée du P.L.U. va se traduire par une augmentation des surfaces artificialisées sur ces espaces.

Les espaces naturels remarquables tels que site Natura 2000 et ZNIEFF ne sont pas touchés par l'évolution du document d'urbanisme.

Continuités écologiques liées aux cours d'eau (trame bleue)

Incidence nulle

La modification de zonage ne concerne pas directement les trames bleues identifiées dans le SRCAE / SRADDET. Aucun cours d'eau ne se situe à proximité des deux secteurs objet de la révision allégée (Lanardonne et Chemin du Pic du Jer).

Continuités écologiques terrestres (trame verte)

Incidence nulle

La révision allégée ne remet pas en cause la trame verte, les parcelles concernées n'étant pas identifiées en tant que réservoirs de biodiversité ou corridors écologiques.

La révision allégée ne conduit pas à une plus grande fragmentation des habitats naturels terrestres.

Zones humides

Incidence nulle

Aucune zone humide n'est identifiée sur les parcelles concernées par l'évolution du zonage.

RESSOURCE EN EAU

Protection des eaux de surface et des eaux souterraines

Incidence faible

Il n'existe pas de captage d'eau potable ou de périmètre de protection de captage d'eau potable dans les secteurs concernés par la révision allégée.

L'évolution de la zone urbaine (U2f) permise par la révision allégée du P.L.U. va se traduire par une augmentation des surfaces imperméabilisées.

Néanmoins, le règlement en vigueur sur cette zone indique une emprise au col maximum de 15% ce qui limite l'impact sur l'imperméabilisation des sols.

Collecte et traitement des eaux usées

Incidence potentielle

Quartier Lanardonne : la révision allégée conduit à une augmentation des droits à construire sur ce quartier et donc une augmentation du nombre de logements potentiels. Le traitement des eaux usées sur ce secteur doit se faire par le biais de la mise en place d'un assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur.

Quartier Pic du Jer : la révision allégée conduit uniquement à changer la destination des constructions autorisées sur cette zone (de AU en AUF) ce qui n'engendre pas d'incidence supplémentaire.

Collecte et traitement des eaux pluviales

Incidence faible

L'évolution de la zone urbaine permise par la révision allégée du P.L.U. va se traduire par une augmentation des surfaces imperméabilisées et donc des volumes d'eau pluviales à gérer. Néanmoins, le règlement en vigueur sur cette zone indique une emprise au col maximum de 15% ce qui limite l'impact sur l'imperméabilisation des sols.

Alimentation en eau potable et défense incendie

Incidence nulle

Quartier Lanardonne : la révision allégée conduit à une augmentation des droits à construire sur ce quartier et donc une augmentation du nombre de logements potentiels et ainsi du besoin en eau potable et en matière d'équipements publics nécessaires pour assurer la défense incendie.

Le syndicat compétent confirme que le réseau d'eau potable est suffisant pour desservir ce nouveau quartier et que la défense incendie est conforme sur ce secteur (extensions à prévoir).

Quartier Pic du Jer : la révision allégée conduit uniquement à changer la destination des constructions autorisées sur cette zone (de AU en AUF) ce qui n'engendre pas d'incidence supplémentaire.

Irrigation - Industrie

Incidence nulle

Il n'y a pas de points de prélèvements d'eau sur les secteurs concernés par la révision allégée.

SOLS ET SOUS-SOLS

Qualité des sols

Incidence nulle

Le secteur concerné par la révision allégée n'est pas identifié comme présentant une sensibilité particulière en matière de qualité des sols.

Ressources du sous-sol

Incidence négligeable

Compte tenu des surfaces concernées, la révision allégée ne conduit pas à des besoins importants en termes de matériaux et l'impact sur les ressources est négligeable.

CADRE DE VIE, PAYSAGES ET PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL

Sites et paysages urbains - Patrimoine bâti

Incidence négligeable

Les secteurs concernés par la révision allégée se situent en continuité des secteurs déjà urbanisés destinés à la sédentarisation des gens du voyage.

Qualité de vie : espaces verts, accès aux espaces naturels

Incidence négligeable

La révision allégée n'a pas d'incidence sur l'accès aux espaces naturels.

Identité paysagère des espaces agricoles et naturels - Sites et éléments de paysage

Incidence négligeable

Les secteurs concernés par la révision allégée se situent en continuité des secteurs déjà urbanisés destinés à la sédentarisation des gens du voyage. (Cf photo dans rapport 2)

RISQUES ET NUISANCES

Risque sismique

Incidence nulle

La révision allégée n'entraîne pas d'augmentation de la population exposée.

Risques d'inondation

Incidence nulle

Les secteurs ouverts à l'urbanisation ne sont pas concernés par un risque d'inondation identifié par le PPR.

Risques routiers

Incidence nulle

La révision allégée n'entraîne pas d'augmentation de la population exposée.

Risques liés au transport de matières dangereuses

Incidence nulle

La révision allégée n'entraîne pas d'augmentation de la population exposée.

Nuisances sonores et olfactives

Incidence nulle

La révision allégée n'entraîne pas d'augmentation de la population exposée.

DECHETS

Collecte et traitement des déchets ménagers

Incidence nulle

La révision allégée du P.L.U. conduit à une augmentation du nombre de logements dans la zone U2f et donc à une augmentation proportionnelle de production de déchets ménagers supplémentaires : le ramassage des déchets étant déjà mis en place dans la zone U2f, l'incidence est négligeable.

ÉNERGIE, EFFET DE SERRE ET POLLUTIONS ATMOSPHERIQUES

Consommation énergétique

Incidence faible

S'agissant d'une évolution permettant une extension d'une zone urbaine (U2f), une évolution des consommations énergétiques est à prévoir. La zone est correctement desservie d'un point de vue électricité.

Energies renouvelables

Incidence nulle

La révision allégée n'entraîne pas d'effet sur le recours aux énergies renouvelables.

Emissions de gaz à effet de serre (G.E.S.)

Incidence faible

S'agissant d'une évolution permettant une extension d'une zone urbaine (U2f), une augmentation du nombre de logements et donc d'émissions de GES est à prévoir.

Nuisances liées aux émissions de polluants atmosphériques

Incidence négligeable

La révision allégée ne conduit pas à une augmentation de la population exposée à ces nuisances.

Changement climatique

Incidence négligeable

La superficie concernée par la révision allégée est très faible et ne devrait pas avoir d'incidence à l'échelle communale.

1.8.2 CONSOMMATION D'ESPACE

Le P.L.U. de Bordères-sur-l'Echez prévoit deux types de zonage pour l'accueil et la sédentarisation des gens du voyage :

- La zone U2f (Lanardonne) située au sud-ouest de la commune, et destinée à l'habitat individuel, à la sédentarisation des gens du voyage et à l'aménagement de terrains familiaux.

Initialement, ce quartier propose une superficie de 14.87 ha avec près de 3.4 hectares aujourd'hui « disponibles » (sans utilisation du terrain effective). La révision allégée envisage l'extension de cette zone, à hauteur de 1.85 ha, permettant de régulariser une occupation aujourd'hui illégale des terrains, à minima une partie de l'année.

- La zone AUf (Chemin du Pic du Jer) située au nord de la commune, et destinée à l'aménagement de terrains familiaux en vue de favoriser la sédentarisation des gens du voyage.

Initialement, ce quartier propose une superficie de 0.64 ha. Aujourd'hui, l'ensemble de la zone AUf est occupée et les terrains limitrophes (en zone AU) sont utilisés par la communauté des gens du voyage à hauteur de 2600 m². La révision allégée permettrait de régulariser cette situation.



**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES LOURDES PYRENEES
COMMUNE DE BORDERES-SUR-L'ECHEZ (HAUTES PYRENEES)**

**PLAN LOCAL D'URBANISME
REVISION ALLEE N°2**

ANNEXE A LA NOTICE DE PRESENTATION - RELEVES NATURALISTES

Pour ce dossier, la collectivité a été accompagnée par le groupement :



**ATELIER SOLS,
URBANISME ET PAYSAGES**

12, rue de l'église 65690 ANGOS
Tél. 09 65 00 57 23
asup@agretpy.fr
RCS Tarbes B 798 272 472



**TERRITOIRE D'AVENIR ET
DEVELOPPEMENT DURABLE**

35bis, rue de Guindalos 64110 Jurançon
tél. : +33(0)6 73 36 25 73
mail : amandine.raymond@tadd.fr
SIRET 504 648 528 00033



Pyrénées Cartographie

3 Rue de la fontaine
de Crastes - 65200 Asté

Tél : 05.62.91.46.86
Mobile : 06.72.78.91.55
guillaume.arlandes@pyrcarto.fr

<http://www.pyrcarto.com>

Jean-Sébastien GION - "Maison de la Découverte Pyrénéenne"

(Master en Aménagement des Ressources Naturelles, Université Paul Sabatier - Toulouse.)

Ingénierie, expertise en évaluation environnementale et étude d'impact

Guidage groupes & conférences: Sciences, Nature & Tourisme

SIRET: 322 572 959 00029 CEE.: 38 322 572 959 Code APE: 7112B

3, av. Des Victimes du 11 Juin 44, 65200, Bagnères de Bigorre – Tél: 05-62-95-45-20 & 06-84-03-67-04

www.pyreneesdecouverte.com

gion.jean@9business.fr

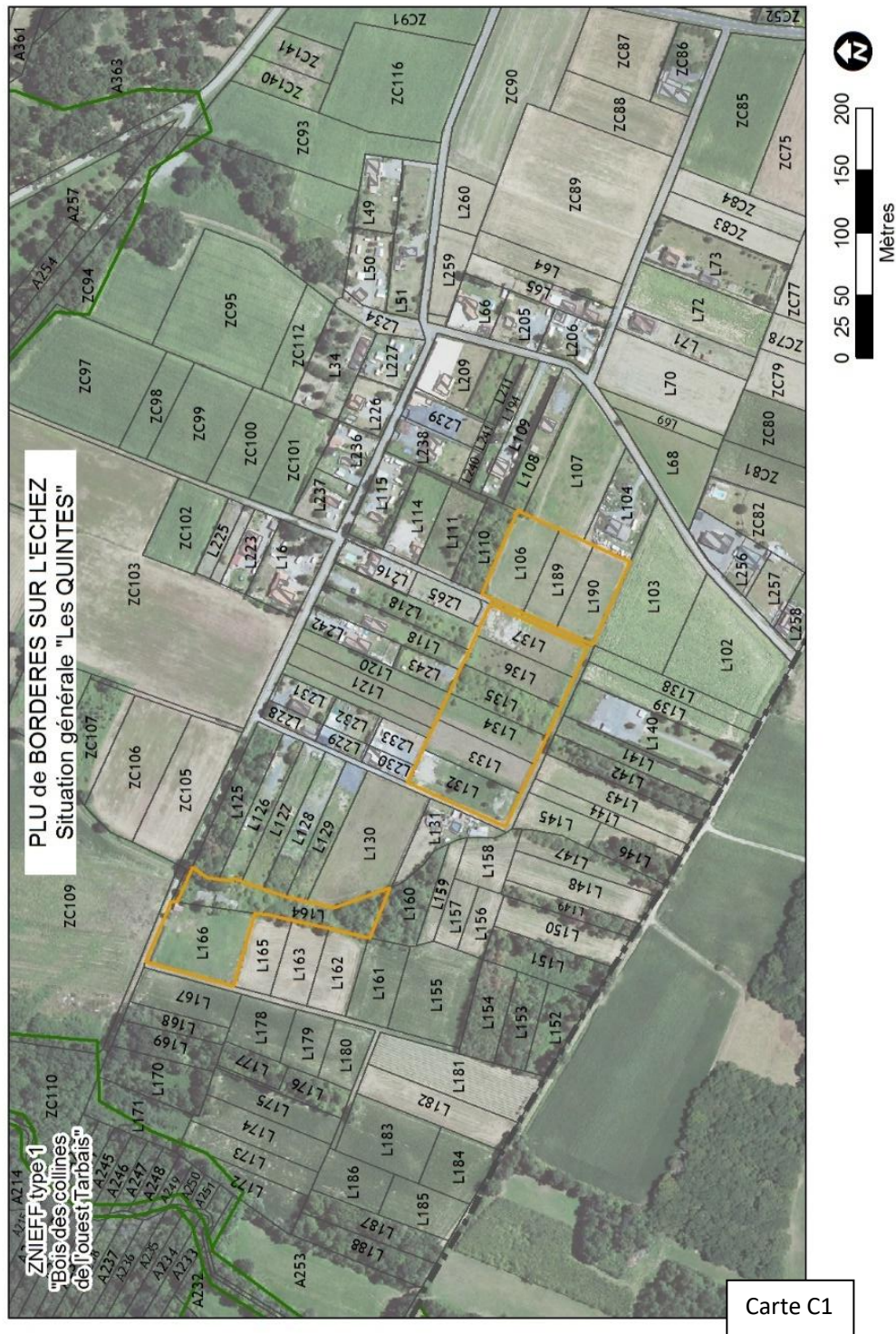
SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	4
Contexte	4
Les superficies et la consommation d'espace	5
Relevés de terrain.....	5
RELEVES PAR SECTEURS.....	7
Secteur 1 : Parcelles L106, 189 et 190	7
Secteur 2 : Parcelle L137	9
Secteur 3 : Parcelle L136	11
Secteur 4 : Parcelle L135	13
Secteur 5 : Parcelles L133 et L134	15
Secteur 6 : Parcelle L166	17
Secteur 7 : Parcelle L164	19
SYNTHESE	21
ANNEXE FLORE – HABITATS.....	22

INTRODUCTION

CONTEXTE

La commune de Bordères-sur-l'Echez a souhaité une révision allégée du PLU pour le secteur de Lanardonne concernant la sédentarisation des gens du voyage et l'aménagement de terrains familiaux. Les secteurs objet de la révision sont les suivants (Carte C1) :



LES SUPERFICIES ET LA CONSOMMATION D'ESPACE

Le projet d'extension du quartier Lanardonne concerne une superficie d'environ 2.62 ha.

Consommation de terres agricoles.

L'extension se fera au détriment de 2.06 ha environ de surface agricole (prairie de fauche, friches)

Consommation de l'espace naturel.

L'extension se fera au détriment de 0.61 ha environ de surface naturelle (fourré médio-européen, pelouse discontinue)

Nota : Les parcelles L164 et L166 restent en zones naturelle et agricole suite aux avis des Personnes Publiques Associées.

RELEVES DE TERRAIN

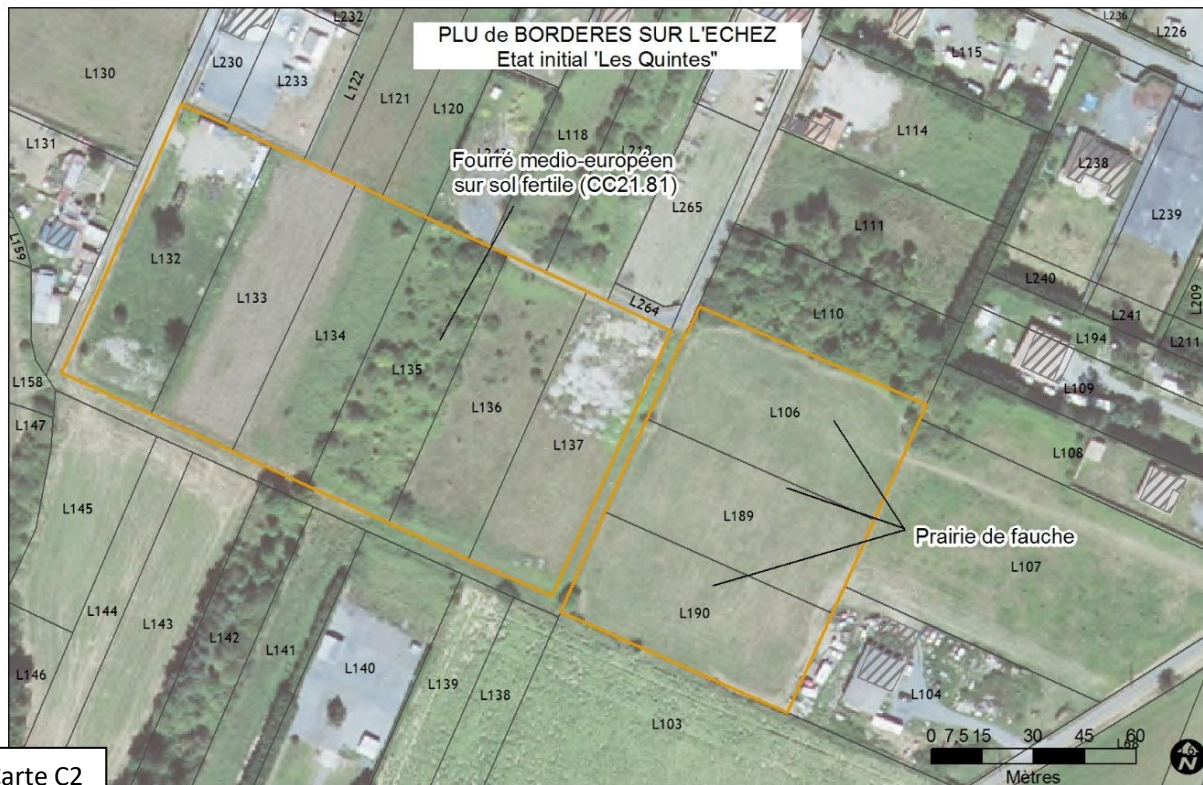
Les relevés de l'état initial afin d'évaluation environnementale ont été effectués dans la matinée du 08 Juin 2022. Mr Jean Marie, adjoint à la mairie de Bordères-sur-l'Echez et la police municipale ont accompagné le naturaliste (M. Gion) sur place.

Toutes les parcelles ont été relevées mais sans pouvoir pénétrer dans certaines d'entre elles (L135, L136 et L164) vu leur inaccessibilité causée par une végétation de fourrés très denses et de ronciers.

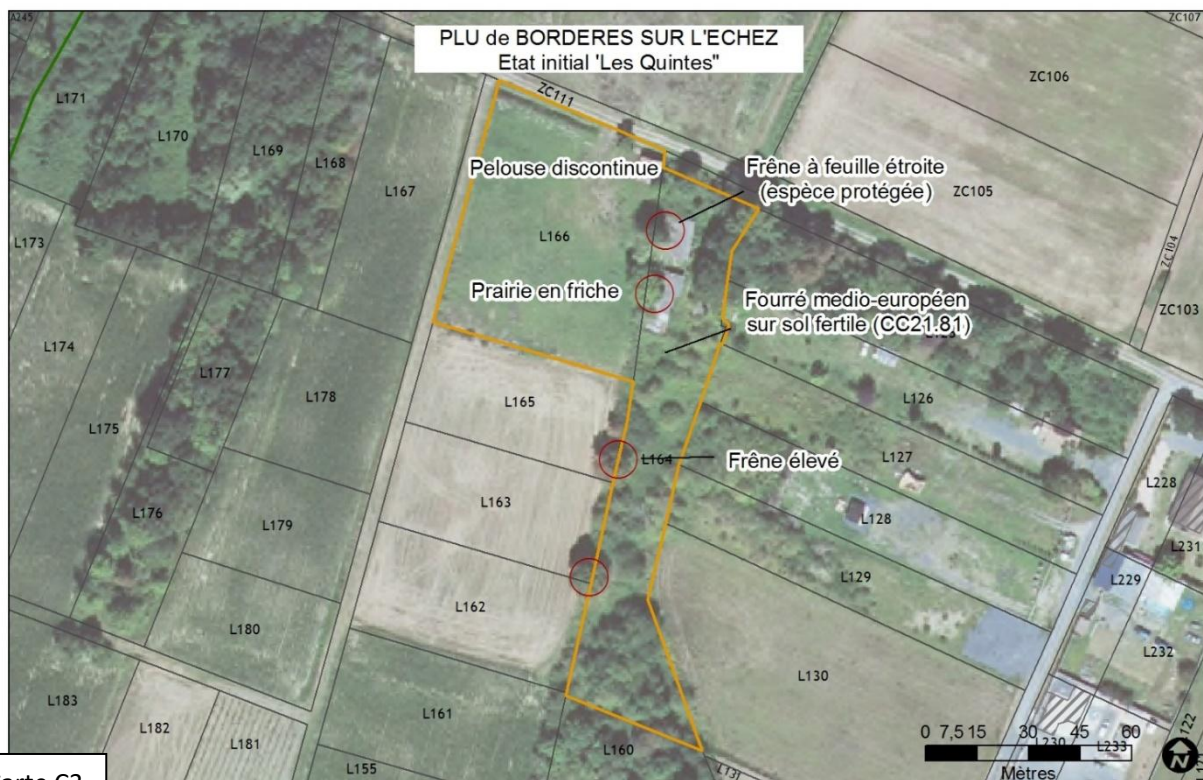
Dans le texte, la dénomination des habitats selon le code CORINE est précédée des lettres CC (Code Corine).

La superficie mentionnée pour chaque parcelle est approximative (marge d'erreur de 1 à 1,5 %) et n'est donnée que pour avoir un ordre de grandeur.

Etat initial et relevés de terrain (Carte C2 et C3) :



Carte C2



Carte C3

RELEVES PAR SECTEURS

SECTEUR 1 : PARCELLES L106, 189 ET 190

Description générale		
Zonage dans le P.L.U.	Révision allégée du PLU	
Parcelles concernées	L106,189 et 190	
Surface	7.200 m2 environ (0,72 ha)	
Occupation des sols Biodiversité et milieu naturel dont Code Corine Land Biotope	Prairie de fauche avec <i>Graminées (Ivraie, Trisetè...)</i> " Prairie sèche améliorée" (CC : 81.1).	
Cadre de vie	Dans zone agricole de la vallée alluviale de l'Adour/Echez, entre Bordères-sur- l'Echez à l'Est et les collines boisées à l'Ouest	
Zonage d'alerte / biodiversité (la zone est-elle concernée par un zonage ZNIEFF ou Natura 2000 ? Si oui, les citer)	0	
Flore et habitats		Niveau d'enjeux
Intérêt des habitats concernés	" Prairie sèche améliorée" (CC : 81.1).	Négligeable
Impacts sur les habitats d'intérêt communautaire		Nul
Impacts sur la flore protégée ou patrimoniale		Nul
Potentialité « Zone Humide »		Nul
Faune		Niveau d'enjeux
	Rien de particulier à signaler	
Préconisations générales en termes de préservation de la biodiversité		
Mesures d'évitement	0	
Mesures de réduction	0	
Mesures de compensation	0	

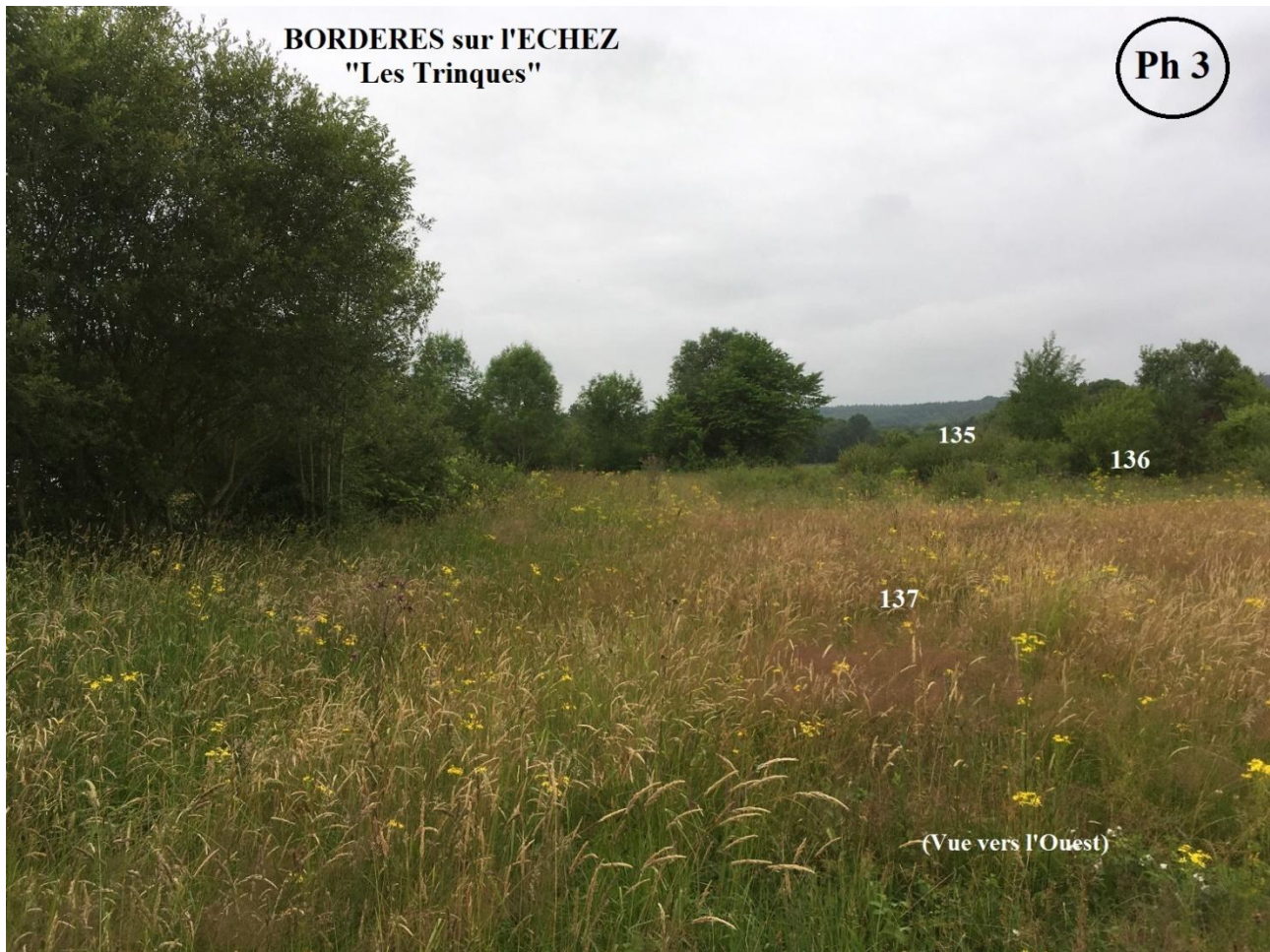
Photos secteur 1



SECTEUR 2 : PARCELLE L137

Description générale		
Zonage dans le P.L.U.	Révision allégée du PLU	
Parcelles concernées	L137	
Surface	2.3000 m2 environ	
Occupation des sols Biodiversité et milieu naturel dont Code Corine Land Biotope	Construit et clôturé en partie. Partie Sud de 137 : prairie de fauche identique à L106, 189 et 190. Une caravane et une balançoire installée	
Cadre de vie	A l'Ouest et en face de L106, 189 et 190	
Zonage d'alerte / biodiversité (la zone est-elle concernée par un zonage ZNIEFF ou Natura 2000 ? Si oui, les citer)	0	
Flore et habitats		Niveau d'enjeux
Intérêt des habitats concernés		Nul
Impacts sur les habitats d'intérêt communautaire		Nul
Impacts sur la flore protégée ou patrimoniale		Nul
Potentialité « Zone Humide »		Nul
Faune		Niveau d'enjeux
	Nul	
Préconisations générales en termes de préservation de la biodiversité		
Mesures d'évitement	0	
Mesures de réduction	0	
Mesures de compensation	0	

Photo secteur 2 :



SECTEUR 3 : PARCELLE L136

Description générale		
Zonage dans le P.L.U.	Révision allégée du PLU	
Parcelles concernées	L136	
Surface	2.200 m2 environ	
Occupation des sols Biodiversité et milieu naturel dont Code Corine Land Biotope	"Terrain en friche" (CC : 87.1) avec <i>ronces</i> , hautes graminées et pieds de <i>Colza</i> . "Ronciers" (CC : 31.831). Quelques décombres entreposés.	
Cadre de vie	Contigüe à l'Ouest de 137	
Zonage d'alerte / biodiversité (la zone est-elle concernée par un zonage ZNIEFF ou Natura 2000 ? Si oui, les citer)	0	
Flore et habitats		Niveau d'enjeux
Intérêt des habitats concernés	" Prairie sèche améliorée" (CC : 81.1).	Faible
Impacts sur les habitats d'intérêt communautaire		Nul
Impacts sur la flore protégée ou patrimoniale		Nul
Potentialité « Zone Humide »		Nul
Faune		Niveau d'enjeux
	Rien de particulier	
Préconisations générales en termes de préservation de la biodiversité		
Mesures d'évitement	0	
Mesures de réduction	0	
Mesures de compensation	0	

Photos secteur 3 :

BORDERES sur l'ECHEZ
"Les Trinques"

Ph 4



SECTEUR 4 : PARCELLE L135

Description générale		
Zonage dans le P.L.U.	Révision allégée du PLU	
Parcelles concernées	L135	
Surface	2.200 m2 environ	
Occupation des sols Biodiversité et milieu naturel dont Code Corine Land Biotope	Secteur en voie de recolonisation: friche à caractère de "Fourrés médo-européen sur sol fertile" (CC: 31.81) avec <i>Saule des chèvres</i> (nombreuses pousses), <i>Chêne pédonculé</i> , <i>Bouleau blanc</i> , <i>Cornouiller sanguin</i> , "Ronciers: CC:31.831)	
Cadre de vie	Contigüe à l'Ouest de 136	
Zonage d'alerte / biodiversité (la zone est-elle concernée par un zonage ZNIEFF ou Natura 2000 ? Si oui, les citer)	0	
Flore et habitats		Niveau d'enjeux
Intérêt des habitats concernés		Faible à moyen
Impacts sur les habitats d'intérêt communautaire		Nul
Impacts sur la flore protégée ou patrimoniale		Nul
Potentialité « Zone Humide »		Faible à moyen
Faune		Niveau d'enjeux
	Rien de particulier à signaler	
Préconisations générales en termes de préservation de la biodiversité		
Mesures d'évitement	0	
Mesures de réduction	0	
Mesures de compensation	0	

Photos secteur 4 :



SECTEUR 5 : PARCELLES L133 ET L134

Description générale		
Zonage dans le P.L.U.	Révision allégée du PLU	
Parcelles concernées	L133 et 134	
Surface	4.300 m2 environ	
Occupation des sols Biodiversité et milieu naturel dont Code Corine Land Biotope	"Terrain en friche" (CC : 87.1): parcelles en voie de recolonisation avec nombreux jeunes <i>Saules des chèvres</i> , jeunes <i>Chênes pédonculés</i> et ronces basses: -	
Cadre de vie	Contigüe à l'Ouest avec 135	
Zonage d'alerte / biodiversité (la zone est-elle concernée par un zonage ZNIEFF ou Natura 2000 ? Si oui, les citer)	0	
Flore et habitats		Niveau d'enjeux
Intérêt des habitats concernés	- "Terrain en friche" (CC : 87.1) -	Négligeable
Impacts sur les habitats d'intérêt communautaire		Nul
Impacts sur la flore protégée ou patrimoniale		Nul
Potentialité « Zone Humide »		Négligeable
Faune		Niveau d'enjeux
	Rien de spécial	
Préconisations générales en termes de préservation de la biodiversité		
Mesures d'évitement	0	
Mesures de réduction	0	
Mesures de compensation	0	

Photos secteur 5 :



SECTEUR 6 : PARCELLE L166

Description générale		
Zonage dans le P.L.U.	Révision allégée du PLU	
Parcelles concernées	L166	
Surface	3.900 m2 environ	
Occupation des sols Biodiversité et milieu naturel dont Code Corine Land Biotope	Partie Nord de la parcelle : une pelouse discontinue Une prairie en friche à la partie Sud "Terrain en friche" (CC : 87.1) avec <i>Grande oseille</i> et <i>Erigeron du Canada</i> abondantes. <i>Cardère des foulons</i> .	
Cadre de vie	A 300 m du groupe 133-137 au Nord-Ouest. A 100 m à l'Est du bois "Les murailles"	
Zonage d'alerte / biodiversité (la zone est-elle concernée par un zonage ZNIEFF ou Natura 2000 ? Si oui, les citer)	0	
Flore et habitats		Niveau d'enjeux
Intérêt des habitats concernés	-	Nul
Impacts sur les habitats d'intérêt communautaire		Nul
Impacts sur la flore protégée ou patrimoniale		Nul
Potentialité « Zone Humide »		Faible
Faune		Niveau d'enjeux
Préconisations générales en termes de préservation de la biodiversité		
Mesures d'évitement	Conserver les quatre grands arbres dont le Frêne à feuilles étroites situés à la limite Est 166/164	
Mesures de réduction	0	
Mesures de compensation	0	

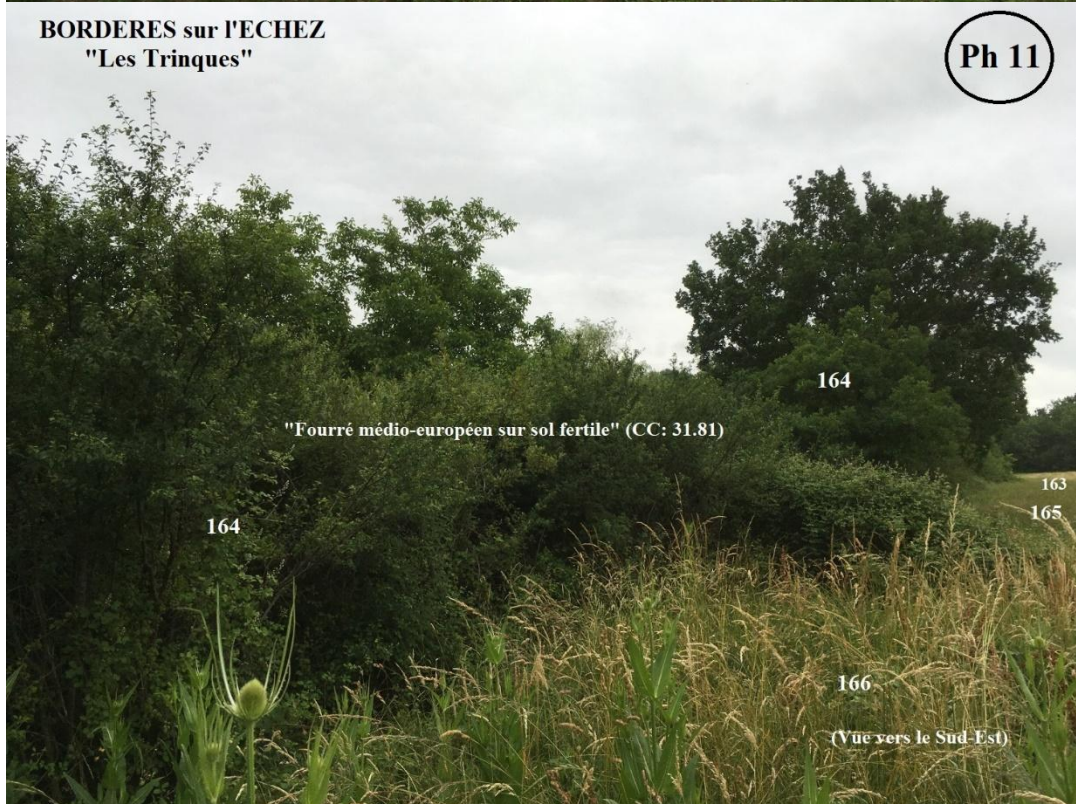
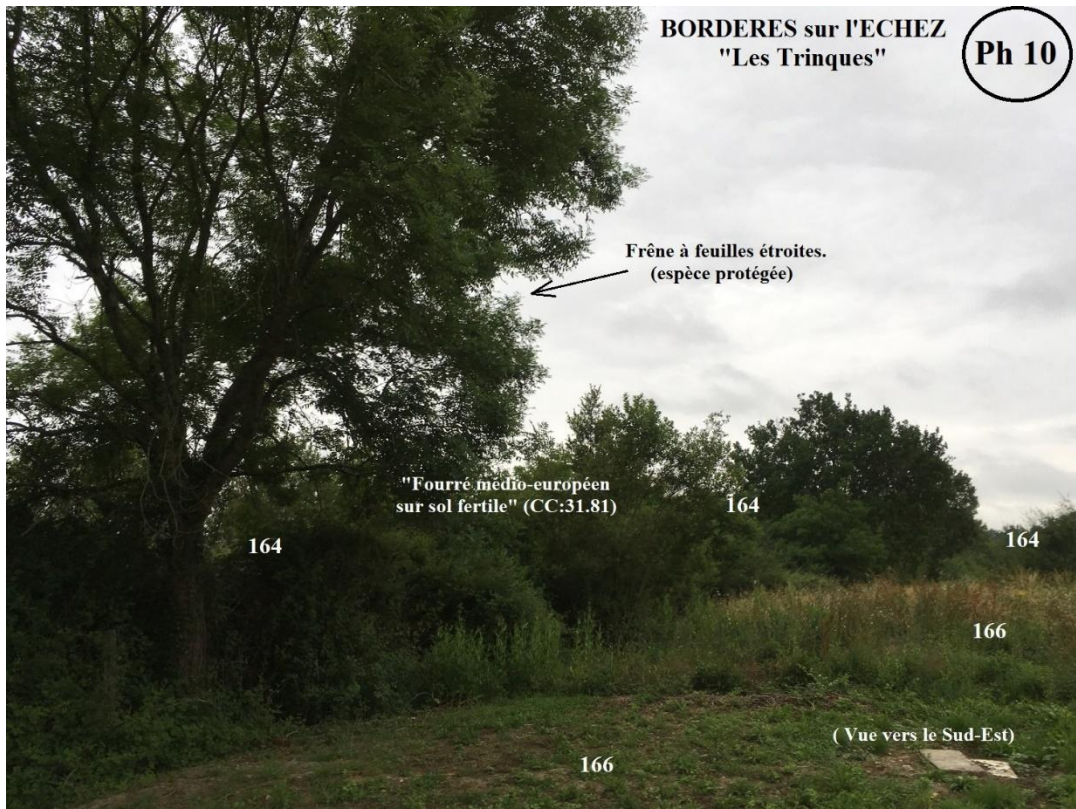
Photo secteur 6 :



SECTEUR 7 : PARCELLE L164

Description générale		
Zonage dans le P.L.U.	Révision allégée du PLU	
Parcelles concernées	L164	
Surface	3.600 m2 environ.	
Occupation des sols Biodiversité et milieu naturel dont Code Corine Land Biotope	Une bande en friche et "Fourrés médo-européen sur sol fertile" (CC: 31.81) et "Roncier" (31.831) avec <i>Saule des chèvres</i> , <i>Prunellier</i> , <i>Eglantier</i> , <i>Cardères des foulons</i> et 4 grands arbres: <i>Frêne à feuilles étroites</i> , <i>Robinier</i> , <i>Chêne pédonculé</i> (à conserver)	
Cadre de vie	Contigüe à L166	
Zonage d'alerte / biodiversité (la zone est-elle concernée par un zonage ZNIEFF ou Natura 2000 ? Si oui, les citer)	0	
Flore et habitats		Niveau d'enjeux
Intérêt des habitats concernés	"Fourré médo-européen sur sol fertile" (CC :31.81)	Faible à moyen
Impacts sur les habitats d'intérêt communautaire		Nul
Impacts sur la flore protégée ou patrimoniale		Nul
Potentialité « Zone Humide »		Moyen
Faune		Niveau d'enjeux
	Rien de particulier	
Préconisations générales en termes de préservation de la biodiversité		
Mesures d'évitement	Les 4 grands arbres de la limite Ouest de 164 sont à conserver.	
Mesures de réduction	0	
Mesures de compensation	0	

Photo secteur 7 :



SYNTHESE

Aucune parcelle n'est touchée par une zone NATURA 2000 directive habitat ou directive oiseau ni par une ZNIEFF de type I ou de type II. La parcelle L166 (coin Nord-Ouest) est la plus proche (à 80 m) de la ZNIEFF Type I "Bois des collines de l'Ouest tarbais" sans aucune conséquence.

Aucun habitat déterminant. Une seule espèce déterminante : *Fraxinus angustifolia*, espèce protégée, déterminante des zones ZNIEFF et caractéristique des Zones Humides (ici, reliquat de la forêt riveraine de l'Adour) présente sur la limite Ouest de L164.

La trame verte et la trame bleue ne sont aucunement affectées par l'aménagement des parcelles mentionnées sur le projet de révision allégée du PLU au niveau du quartier Quintes / Lanardonne.

EN CONCLUSION :

La révision allégée sur le secteur des Quintes/Lanardonne concerne, en grande partie, des terrains en friche et en voie de recolonisation pour certains après abandon de cultures et ne présente pas de problèmes particuliers vis-à-vis de l'environnement : aucun habitat déterminant, une espèce déterminante excepté le *Frêne à feuilles étroites* qu'il faudrait préserver.

ANNEXE FLORE – HABITATS

Sur L106, 189, 190 et partie 137 : "Prairie sèche améliorée" (CC : 81.1).

- *Lolium perenne*, L. (Luzerne vivace, Ray-grass)
- *Trisetum flavescens* (L.) Trisetum jaunâtre
- *Avena pubescens*, Hudson (Avoine pubescente)
- *Brassica napus* L. (Colza), assez nombreux pieds en relique d'une ancienne culture

Sur L136 : "Terrain en friche" (CC : 87.1) et "Ronciers" (CC : 31.831)

- *Erigeron canadensis* L. (Erigeron du Canada)
- *Salix caprea*, L. (Saule des chèvres, Marsault)
- *Brassica napus* L. (Colza)
- *Ruscus fruticosus* L. (Ronce commune)

Sur L135 "Terrain en friche" (CC : 87.1) à caractère de "Fourrés médo-européen sur sol fertile" (CC : 31.81) et "Ronciers" (CC : 31.831)

- *Salix caprea*, L. (Saule des chèvres, Marsault)
- *Quercus robur*, L. (Chêne pédonculé),
- *Betula alba*, L. (Bouleau blanc),
- *Cornus sanguinea*, L. (Cornouiller sanguin),
- *Ruscus fruticosus* L. (Ronce commune)

Sur L133 et 134 : "Terrain en friche" (CC : 87.1)

- *Quercus robur*, L. (Chêne pédonculé), jeunes pousses.
- *Salix caprea*, L. (Saule des chèvres, Marsault) jeunes pousses nombreuses.
- *Rubus caesius* L. (Ronce bleuâtre)

Sur L166 : "Terrain en friche" (CC : 87.1)

- *Rumex acetosa* L. (Grande Oseille). Abondante
- *Erigeron canadensis* L. (Erigeron du Canada). Abondante
- *Dipsacus fullonum* L. (Cardère des foulons, cabaret des oiseaux)

Sur L164 : "Fourrés médo-européen sur sol fertile" (CC : 31.81) et "Roncier" (31.831)

- *Salix caprea*, L. (Saule des chèvres, Marsault)
- *Populus nigra*, L. (Peuplier noir)
- *Prunus spinosa*, L. (Prunellier épineux)
- *Rosa canina*, L. (Eglantier, Rosier des chiens)
- *Dipsacus fullonum* L. (Cardère des foulons, cabaret des oiseaux)
- *Fraxinus angustifolia* (Frêne à feuilles étroites), espèce protégée.
- *Fraxinus excelsior* L. (Frêne élevé)
- *Quercus robur*, L. (Chêne pédonculé),
- *Robinia pseudacacia* L. (Robinier faux acacia)

Jean-Sébastien Gion
"Maison de la Découverte Pyrénéenne"
Bagnères de Bigorre le 17 Juin 2022



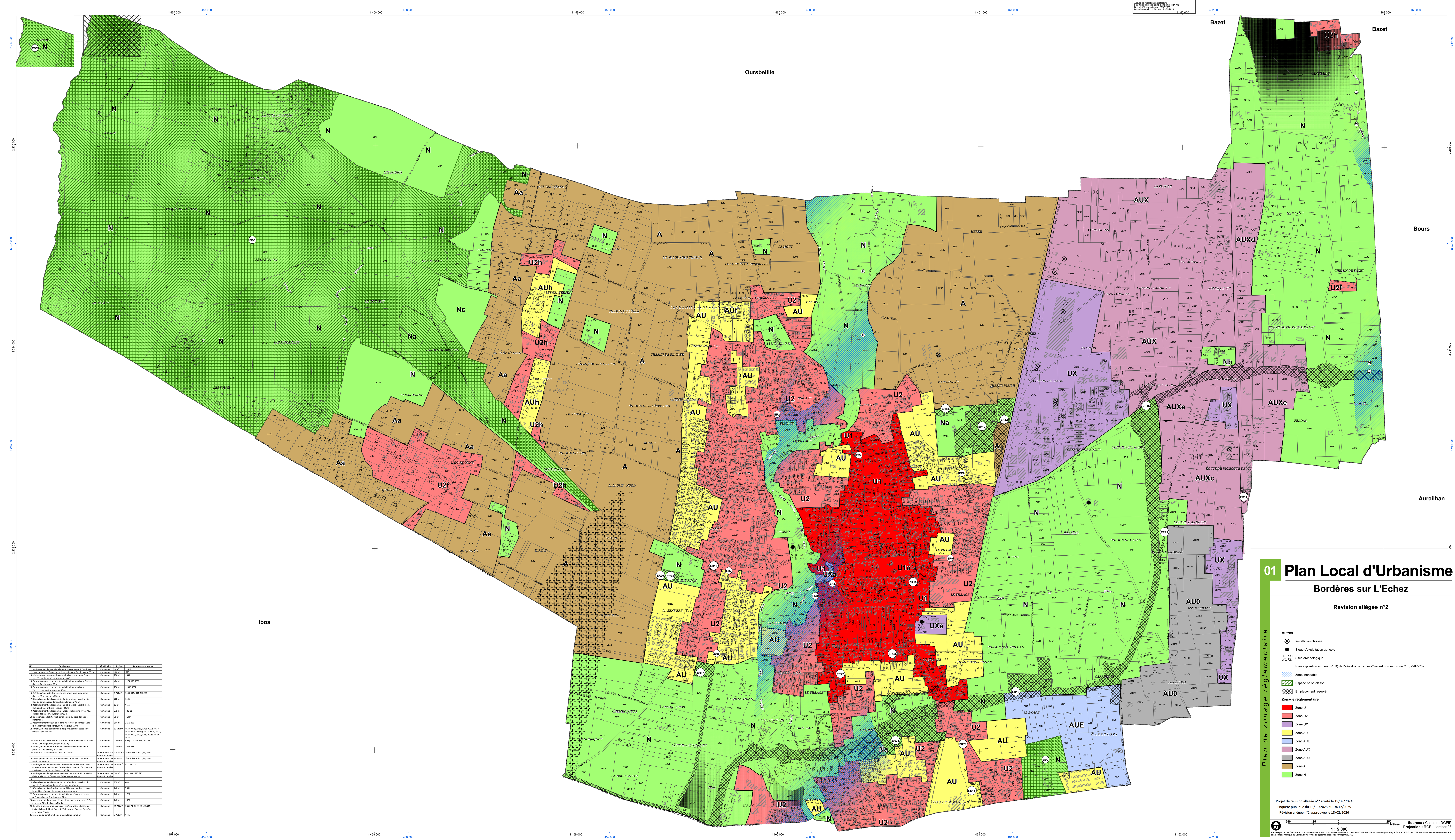
**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES LOURDES PYRENEES
COMMUNE DE BORDERES-SUR-L'ECHEZ (HAUTES PYRENEES)**

**PLAN LOCAL D'URBANISME
REVISION ALLEGEE N°2**

REGLEMENT GRAPHIQUE

Projet de révision allégée n°2 arrêté le 19/09/2024
Enquête publique du 13/11/2025 au 18/12/2025
Révision allégée n°2 approuvée le 18/02/2026

Révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Échez



Bordères sur L'Echez

Révision allégée n°2

- Autres**

 -  Installation classée
 -  Siège d'exploitation agricole
 -  Sites archéologiques
 -  Plan d'exposition au bruit (PEB) de l'aérodrome Tarbes-Ossun-Lourdes (Zone C : 89-HP70)
 -  Zone inondable
 -  Espace boisé classé
 -  Emplacement réservé

Zonage réglementaire

 -  Zone U1
 -  Zone U2
 -  Zone UX
 -  Zone AUJ
 -  Zone ALJE
 -  Zone ALXJ
 -  Zone ALJ0
 -  Zone A
 -  Zone N

Projet de révision allégée n°2 arrêté le 19/09/2024
Enquête publique du 13/11/2025 au 18/12/2025
Révision allégée n°2 approuvée le 18/02/2026

Sources : Cadastre DGFIP
Description : DCE_Luxemb02



**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES LOURDES PYRENEES
COMMUNE DE BORDERES-SUR-L'ECHEZ (HAUTES PYRENEES)**

**PLAN LOCAL D'URBANISME
REVISION ALLEE N°2**

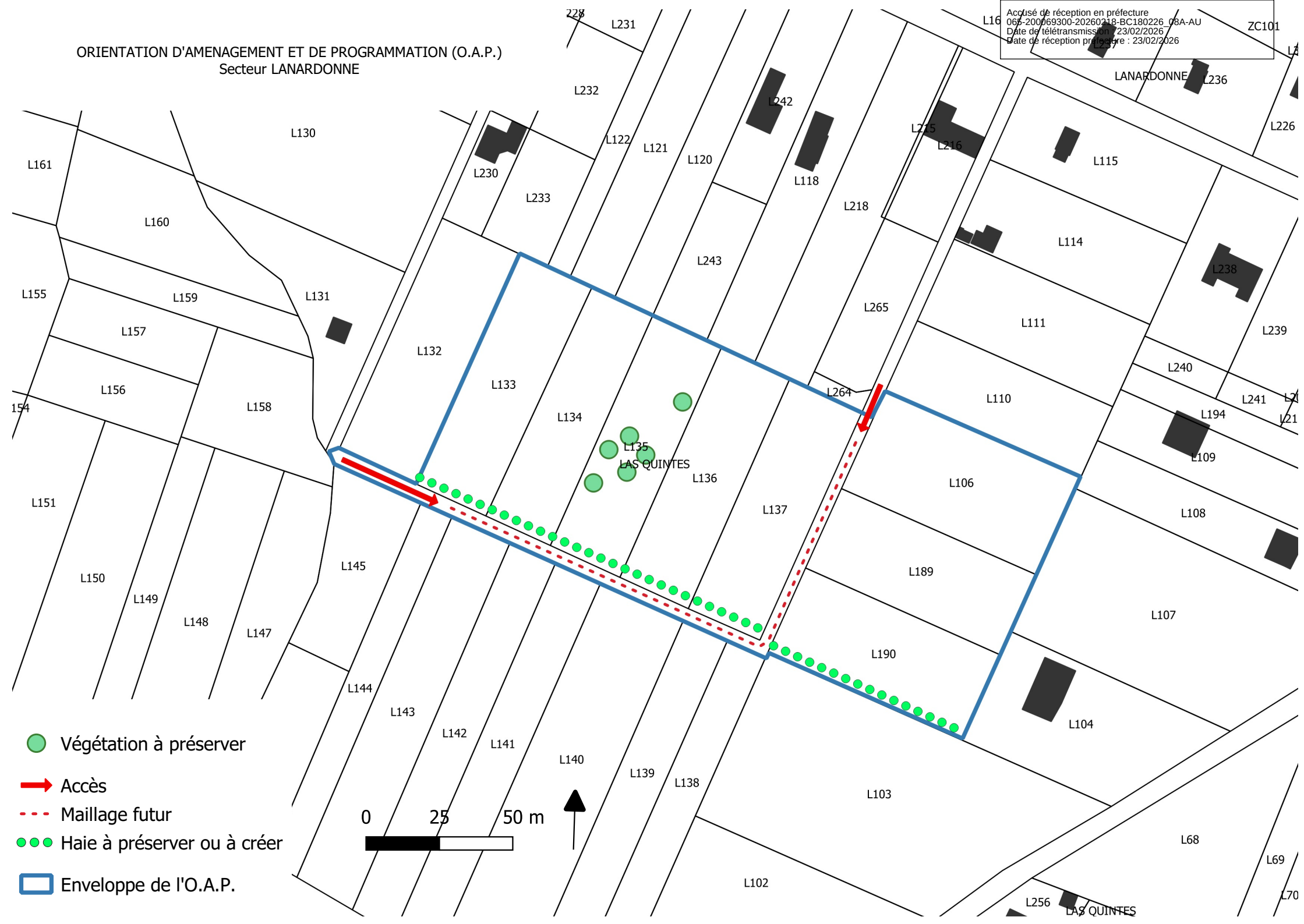
ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

Projet de révision allégée n°2 arrêté le 19/09/2024
Enquête publique du 13/11/2025 au 18/12/2025
Révision allégée n°2 approuvée le 18/02/2026

Révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Échez

ORIENTATION D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (O.A.P.)
Secteur LANARDONNE

Accusé de réception en préfecture
066-200069300-20260218-BC180226_OSA-AU
Date de télétransmission : 23/02/2026
Date de réception préfecture : 23/02/2026





**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES LOURDES PYRENEES
COMMUNE DE BORDERES-SUR-L'ECHEZ (HAUTES PYRENEES)**

**PLAN LOCAL D'URBANISME
REVISION ALLEGEE N°2**

HORS STANDARDS

Projet de révision allégée n°2 arrêté le 19/09/2024
Enquête publique du 13/11/2025 au 18/12/2025
Révision allégée n°2 approuvée le 18/02/2026

Révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Échez

Révision allégée du PLU de BORDERES SUR L'ECHEZ

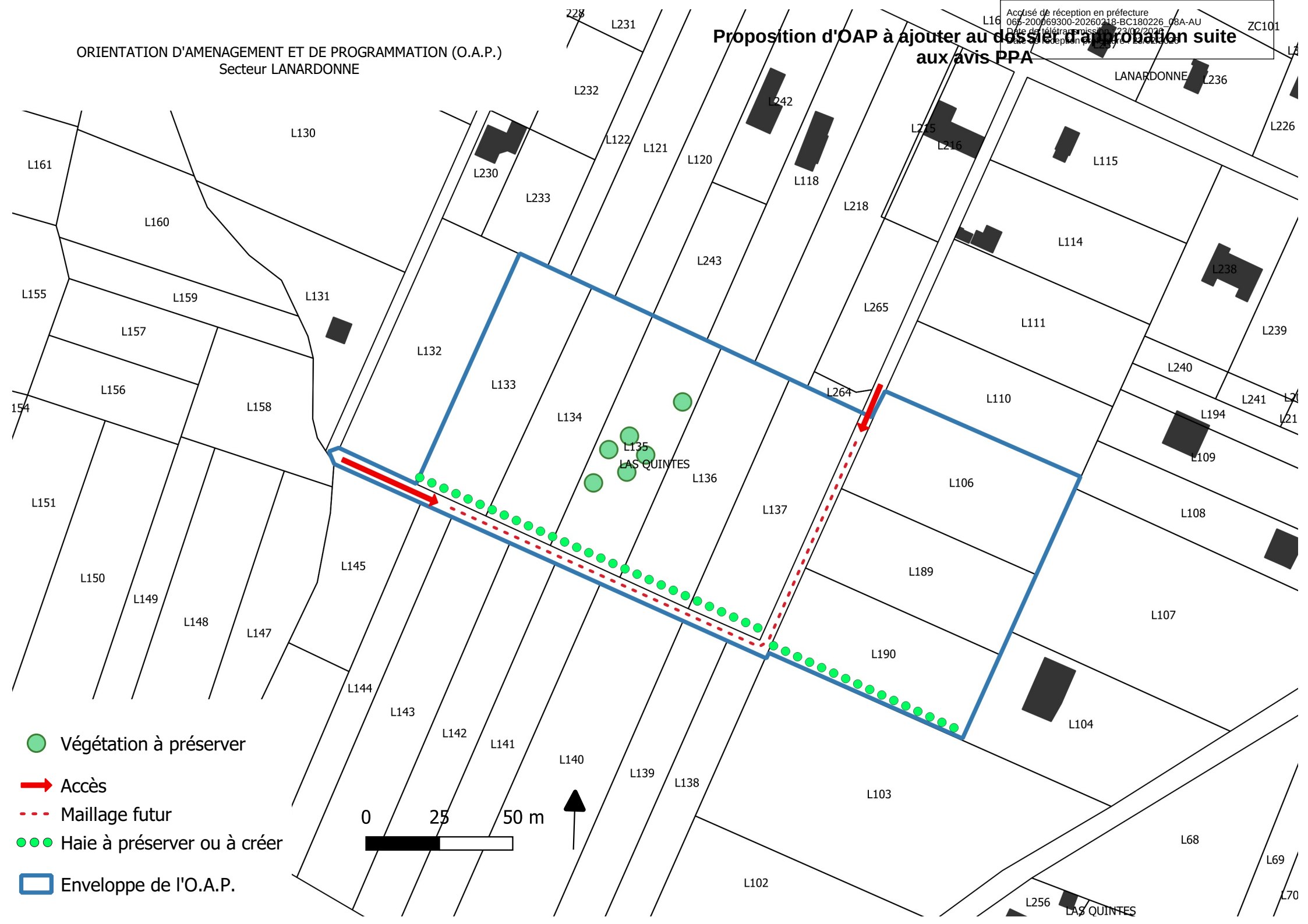
Synthèse des avis PPA

Les consultations ont été envoyées le 07 octobre 2024.

Structure saisie / consultées	Date de l'avis	Synthèse de l'avis
CDPENAF (Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers)	03/03/2025	Avis défavorable (consommation d'espaces excessive)
Demande de dérogation au principe de l'urbanisation limitée (L142-5)	21/01/2025	Arrêté Préfectoral : REFUS
Demande de dérogation au principe de l'urbanisation limitée (L142-5) – après RECOURS MRAE – Mission Régionale de l'Autorité Environnementale	18/06/2025	Arrêté Préfectoral : REFUS uniquement pour les parcelles L164 et L166.
	03/12/2024	Recommande de compléter l'évaluation environnementale par des inventaires complémentaires et la recherche de zones humides. Recommande de préserver strictement dans les pièces opposables du PLU des arbres identifiés comme remarquables.

En réponse à ces avis, la collectivité souhaite modifier son projet de révision allégée du PLU sur les points suivants :

- Les parcelles L164 et L166 restent en zones naturelles et agricoles.
- Une OAP (Orientation d'Aménagement et de programmation est créée afin d'identifier les arbres remarquables mais aussi les accès et les haies à créer pour des questions paysagères (limite sud de la zone).



-  Végétation à préserver
-  Accès
-  Maillage futur
-  Haie à préserver ou à créer
-  Enveloppe de l'O.A.P.



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CATLP -REÇU LE :

24 JAN. 2025

N° chrono :

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20260218-BC180226_08A-AU
Date de télétransmission : 23/02/2026
Date de réception préfecture : 23/02/2026

24 JAN 2025

Tarbes, le 20 JAN. 2025

Direction de la citoyenneté et des collectivités locales
Bureau des relations avec les collectivités territoriales

Affaire suivie par : Mme Marine FEUVRET

Tél : 05.62.56.64.33

Email : marine.feuvret@hautes-pyrenees.gouv.fr

LRAR

Le préfet des Hautes-Pyrénées

à

Monsieur le Président de la communauté
d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées

Monsieur le Maire de Bordères-sur-l'Echez

OBJET : Demande de dérogation au principe de l'urbanisation limitée
Article L.142-5 du code de l'urbanisme

REF : 1 arrêté préfectoral

Par courrier en date du 7 octobre 2024 et en application de l'article L.142-5 du code de l'urbanisme, vous avez sollicité une dérogation au principe d'urbanisation limitée pour l'ouverture à l'urbanisation de parcelles communales dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme. Cette demande s'inscrit dans le cadre de la révision allégée n°2 du PLU de la commune prescrite par délibération du bureau communautaire du 19 septembre 2024.

Après examen de votre requête, et au vu de l'avis émis par la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers des Hautes-Pyrénées (CDPENAF), je vous informe de ma décision portant refus.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, à titre de notification, une copie de l'arrêté préfectoral correspondant.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

Nathalie GUILLOT-JUIN



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral n°
statuant sur une demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée
en application de l'article L.142-5 du code de l'urbanisme
sur la commune de BORDERES-SUR-L'ECHEZ**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.142-4 et L.142-5 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.112-1-1 et D.112-1-11 ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 2 septembre 2022 portant nomination de Mme Nathalie GUILLOT-JUIN en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2023 portant délégation de signature à Mme Nathalie GUILLOT-JUIN, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 juin 2024 portant création et composition de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers des Hautes-Pyrénées (CDPENAF) ;

Vu le courrier et le dossier transmis par M. le président de la communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, reçus en préfecture le 7 octobre 2024, sollicitant la dérogation aux dispositions de l'article L.142-4 pour une commune où un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable, en vue d'ouvrir à l'urbanisation des parcelles dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme ;

Vu l'avis émis par la CDPENAF en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que, conformément à l'article L.142-4 1^{er} alinéa du code de l'urbanisme, dans les communes où un schéma de cohérence territoriale (SCOT) n'est pas applicable :

« les zones à urbaniser délimitées après le 1^{er} juillet 2002 ainsi que les zones naturelles, agricoles ou forestières d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme » ;

Considérant en l'espèce que la commune de Bordères-sur-l'Echez n'est pas couverte par un SCOT opposable ;

Considérant que, conformément à l'article L.142-5 du code de l'urbanisme, il peut être dérogé à l'article L.142-4 avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État, après avis de la CDPENAF ;

Considérant qu'en application du même article, la dérogation ne peut être accordée que si l'urbanisation envisagée :

- ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques ;
- ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace ;
- ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services.

Considérant que la demande d'ouverture à l'urbanisation dans le cadre de la régularisation de terrains occupés par des familles de la communauté des gens du voyage de la commune de Bordères-sur-l'Echez porte sur les secteurs ci-après :

- Quartier de Lanardonne – parcelles L133, L134, L135, L136, L166, L164, L189 et L190
- Quartier du Pic du Jer – parcelles AR351, AR352, AR354 et AR355

Considérant que le projet en prévoyant une ouverture à l'urbanisation de 2,61 hectares en supplément des 200 hectares déjà ouverts, entraîne une consommation excessive des espaces naturels et agricoles ;

Sur proposition de M. le directeur départemental des Territoires ;

ARRÊTE

Article 1 : La demande de dérogation au principe de l'urbanisation limitée présentée par la commune de Bordères-sur-l'Echez, en application de l'article L.142-5 du code de l'urbanisme, **est refusée** pour l'ouverture à l'urbanisation en extension des secteurs ci-après :

- Quartier de Lanardonne – parcelles L133, L134, L135, L136, L166, L164, L189 et L190
- Quartier du Pic du Jer – parcelles AR351, AR352, AR354 et AR355

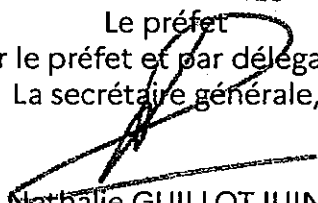
Article 2 : Copie du présent arrêté et du dossier annexé sera déposée en mairie de Bordères-sur-l'Echez. Avis de ce dépôt sera donné par affichage pendant une durée de UN MOIS. Cette formalité devra être justifiée par un certificat d'affichage qui sera adressé à la Direction Départementale des Territoires, Service Aménagement Construction Logement.

Article 3 : Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées, M. le maire de Bordères-sur-l'Echez, M. le président de la communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, M. le directeur départemental des Territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées.

Fait à Tarbes, le **20 JAN. 2025**

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Nathalie GUILLOT-JUIN

Délais et voies et moyens de recours (application de la loi n°2000-231 du 12 avril 2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet des Hautes-Pyrénées – Place Charles de Gaulle – CS 61350 – 65013
TARBES – Cedex 9,
- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS,
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de Pau, 50 cours Lyautey, BP 543 – 64010 PAU CEDEX
ou par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme du silence de l'administration pendant deux mois.

Le Président

Juillan, le 11 MARS 2025

Monsieur Jean SALOMON
Préfet
Préfecture
Place Charles De Gaulle
CS 61350
65013 TARBES cedex 9

Réf : 2025-03/AJ/330
Affaire suivie par : Jean-Luc REVILLER
Tél : 05.62.53.34.53
Courriel : juridique@agglo-tlp.fr

LR/AR n° 1A 201 724 4075 6

Objet : Demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée sur la commune de Bordères-sur-l'Echez

Monsieur le Préfet,

J'ai bien reçu le 24 janvier 2025 votre courrier en date du 21 janvier 2025 relatif à la demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée sur la commune de Bordères-sur-l'Echez, et c'est avec une grande attention que j'en ai pris connaissance.

Dans ce courrier vous notifiez l'arrêté qui oppose un refus à cette demande, et conformément à la Loi N° 2020-231 du 12 avril 2020, je vous demande de considérer la présente comme un recours gracieux contre votre arrêté du 20 janvier 2025.

Nous vous demandons de bien vouloir le rapporter, car sa légalité est entachée par l'incompétence de l'auteur de l'acte, et d'une erreur manifeste d'appréciation.

- Sur l'incompétence

L'incompétence est définie par l'inaptitude légale d'une autorité à prendre une décision, à faire un acte non compris dans ses attributions.

La CATLP a saisi le Préfet, **au titre de la demande de dérogation au titre du Principe d'Urbanisation Limitée (dérogation PUL)**, le 04 octobre 2024, conformément à l'article L 142-5 du Code de l'Urbanisme, avec un dossier de dérogation ne traitant **que du quartier de Lanardonne**, puisqu'il n'y a que dans ce quartier, que des espaces naturels, agricoles et forestiers seraient réduits afin de devenir des zones constructibles (uniquement pour les gens du voyage).

Nous sommes surpris de constater que dans l'article 1 de cet arrêté, la demande de dérogation est refusée pour le quartier de Lanardonne, mais aussi pour le quartier du Pic du Jer qui n'avait pas fait l'objet d'une telle demande.

C'est d'ailleurs volontairement que la CATLP ne l'avait pas mis dans sa demande de dérogation, car il n'y a pas de réduction d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

En statuant sur un périmètre pour lequel il n'avait pas compétence, le Préfet a ainsi commis une erreur qui doit entraîner la nullité de son arrêté. Cette nullité est même d'ordre public (Conseil d'État, 27 février 1880, commune de Chébli ; - 5 février 1886, Romanatax).

- Sur l'erreur manifeste d'appréciation

Sur le secteur de Lanardonne nous souhaitons revenir sur la motivation qui a conduit à vous présenter ce dossier.

Comme nous l'avons expliqué lors d'une réunion sur place le 10 décembre 2024, il ne s'agissait pas uniquement de régulariser des parcelles construites illégalement, mais aussi (et surtout) de sécuriser le quartier quant aux réseaux d'eau, d'électricité, d'assainissement et de sécurité incendie.

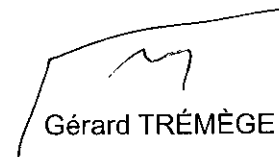
En effet, pour le moment, tous les rejets se déversent dans les fossés et les câbles électriques sont tirés et traînent au sol dans l'eau de pluie ou dans les eaux usées.

De plus, la mairie souhaite proposer à ces habitants un vrai quartier aménagé avec une voirie de desserte (chemin de l'avion) en bon état. La logique d'aménagement du quartier, pensée par la mairie, est de permettre la constructibilité des parcelles se situant à l'intérieur du chemin de l'avion.

Par cette demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée, la CATLP et la Commune de Bordères-sur-l'Echez, souhaitent s'inscrire dans le cadre du Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage que vous avez arrêté conjointement avec le Président du Conseil Départemental le 5 novembre 2018, en permettant la constructibilité de terrains occupés par des gens du voyage qui se sont sédentarisés.

Dans l'attente d'un examen favorable de notre demande,

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Gérard TRÉMÈGE



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires

Arrêté préfectoral n°65-2025-06-18-00013

Portant modification de l'arrêté préfectoral n°65-2025-01-20-00002, statuant sur une demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée en application de l'article L.142-5 du code de l'urbanisme sur la commune de BORDERES-SUR-L'ECHEZ

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.142-4 et L.142-5 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.112-1-1 et D.112-1-11 ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 juin 2024 portant création et composition de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers des Hautes-Pyrénées (CDPENAF) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2025 n°65-2025-01-20-00002 statuant sur une demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée en application de l'article L.142-5 du code de l'urbanisme sur la commune de Bordères-sur-l'Echez ;

Vu le recours gracieux de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées du 11 mars 2025 ;

Considérant une erreur matérielle constatée sur la rédaction de l'arrêté ;

Sur proposition de M. le directeur départemental des Territoires ;

ARRÊTE

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté préfectoral n°65-2025-01-20-00002 est modifié comme suit :

« La demande de dérogation au principe de l'urbanisation limitée présentée par la commune de Bordères-sur-l'Echez, en application de l'article L.142-5 du code de l'urbanisme, **est refusée** pour l'ouverture à l'urbanisation en extension des secteurs ci-après :

- Quartier de Lanardonne – parcelles L164 et L166

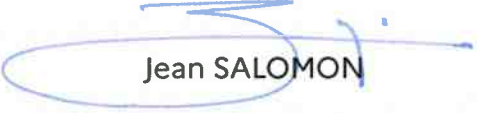
Article 2 : Toutes les dispositions antérieures demeurent inchangées.

Article 3 : Copie du présent arrêté et du dossier annexé sera déposée en mairie de Bordères-sur-l'Echez. Avis de ce dépôt sera donné par affichage pendant une durée de UN MOIS. Cette formalité devra être justifiée par un certificat d'affichage qui sera adressé à la Direction Départementale des Territoires, Service Aménagement Construction Logement.

Article 4 : Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées, M. le maire de Bordères-sur-l'Echez, M. le président de la communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, M. le directeur départemental des Territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées.

Fait à Tarbes, le 18 JUIN 2025

Le préfet,


Jean SALOMON

Délais et voies et moyens de recours (application de la loi n°2000-231 du 12 avril 2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet des Hautes-Pyrénées – Place Charles de Gaulle – CS 61350 – 65013 TARBES – Cedex 9,
 - soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS,
 - soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de Pau, 50 cours Lyautey, BP 543 – 64010 PAU CEDEX ou par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr
- Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme du silence de l'administration pendant deux mois.



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires

CATLP -REÇU LE :

03 MARS 2025

N° chrono :

Direction départementale des territoires
Service aménagement construction logement
Bureau aménagement planification paysage
Affaire suivie par : Ingrid BOUTARFA
tel.: 05 62 51 40 11
courriel : ingrid.boutarfa@hautes-pyrenees.gouv.fr

Tarbes, le 17 décembre 2024

Le président de la CDPENAF
à

Le président de CATLP
Zone tertiaire Pyrène Aéro
Pôle Téléport 1 CS 51331
65013 TARBES Cedex 9

Objet : Avis CDPENAF

Révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bordères sur l'Echez.

Examen au titre de la réduction des surfaces des espaces naturels, agricoles et forestiers d'une commune non couverte par un schéma de cohérence territoriale en application de l'article L.153-16 du code de l'urbanisme.

Le 17 décembre 2024, la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) a examiné la demande de régularisation de terrains occupés par des familles de la communauté des gens du voyage en zone Aa et N du PLU avec modification en zone U2f de 2,61 ha par réduction des surfaces des espaces naturels, agricoles et forestiers d'une commune non couverte par un schéma de cohérence territoriale en application de l'article L.153-16 du code de l'urbanisme.

Considérant que le projet en prévoyant une ouverture à l'urbanisation de 2,61 ha en supplément des 14,87 ha déjà ouverts sur le secteur de Lanardonne (200 ha ouverts à l'échelle du PLU), entraîne une consommation excessive des espaces naturels et agricoles.

Au titre de la modification de la zone N et Aa en U2f, je vous informe que **la commission a émis un avis défavorable** (par 5 voix favorables et 10 voix défavorables).

Au titre de la modification de la zone Aa en U2f au sud, je vous informe que **la commission a émis un avis défavorable** (par 3 voix favorables, 8 voix défavorables et 5 abstentions).

Le président de la CDPENAF
Pour le préfet,

Malik AIT-AISSA

Copie : Mairie de Bordères sur l'Echez



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale
OCCITANIE

**Inspection générale de l'environnement
et du développement durable**

Avis sur la 2^{ème} révision allégée du PLU de BORDERES SUR L'ECHEZ (65)

N°Saisine : 2024-013870

N°MRAe : 2024AO123

Avis émis le 3 décembre 2024

PRÉAMBULE

Pour tous les plans et documents d'urbanisme soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnelle et du public.

Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet de plan ou document d'urbanisme, mais sur la qualité de la démarche d'évaluation environnementale mise en œuvre par le maître d'ouvrage, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement par le projet.

Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à améliorer la conception du projet et à permettre la participation du public à l'élaboration des décisions qui le concernent.

Par courrier reçu le 07 octobre 2024, l'autorité environnementale a été saisie par la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées pour avis sur le projet de deuxième révision allégée du plan local d'urbanisme (PLU) de Bordères-sur-L'Echez (Hautes-Pyrénées).

L'avis est rendu dans un délai de 3 mois à compter de la date de réception à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région (DREAL) Occitanie

En application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement et du 2° de l'article R. 104-21 du code de l'urbanisme relatif à l'autorité environnementale compétente, le présent avis est adopté par la mission régionale d'autorité environnementale de la région Occitanie (MRAe).

Cet avis a été adopté par délégation en date du 2 décembre 2024 conformément aux règles de délégation interne à la MRAe (décision du 07 janvier 2022) par Annie Viu.

En application de l'article 8 du règlement intérieur de la MRAe du 29 septembre 2022, chacun des membres cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.

L'avis a été préparé par les agents de la DREAL Occitanie apportant leur appui technique à la MRAe et placés sous l'autorité fonctionnelle de sa présidente.

Conformément à l'article R. 104-24 du code de l'urbanisme, l'agence régionale de santé Occitanie (ARS) a été consultée en date du 9 octobre 2024 et a répondu le 6 novembre 2024.

Conformément aux dispositions de l'article R. 104-25 du code de l'urbanisme, l'avis devra être joint au dossier d'enquête publique.

Il est également publié sur le site internet de la MRAe¹.

¹ www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/occitanie-r21.html

1 Contexte juridique du projet de plan au regard de l'évaluation environnementale

La deuxième révision allégée du plan local d'urbanisme (PLU) de Bordères-sur-L'Echez a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Le dossier transmis fait par conséquent l'objet d'un avis de la MRAe de la région Occitanie. Le présent avis devra être joint au dossier d'enquête publique et sera publié sur le site internet de la MRAe².

En application de l'article 9 de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 « *plans et programmes* », la collectivité compétente pour approuver le document doit, lors de son adoption, mettre à la disposition de l'autorité environnementale et du public les informations suivantes :

- le plan approuvé ;
- une déclaration résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan et dont le rapport sur les incidences environnementales, les avis exprimés et les résultats des consultations effectuées ont été pris en considération, ainsi que les raisons du choix du plan, compte tenu des autres solutions raisonnables qui avaient été envisagées ;
- les mesures arrêtées concernant le suivi de la mise en œuvre du plan.

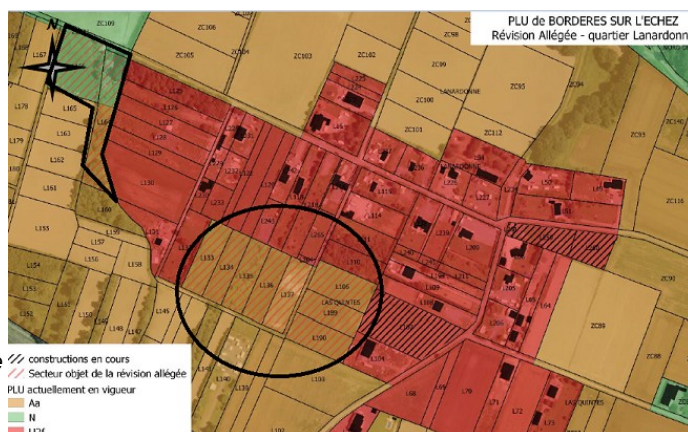
2 Présentation du projet de révision allégée du PLU

La communauté d'agglomération de Tarbes-Lourdes-Pyrénées entend procéder à une deuxième révision allégée du PLU de Bordères-sur-L'Echez, en vue d'identifier deux secteurs pour y accueillir des familles de la communauté des gens du voyage en vue de leur sédentarisation :

- dans le quartier de « *Lanardonne* », au cœur d'une zone agricole et naturelle, en continuité du secteur actuellement classé en zone U2f, dédié en majorité aux familles issues de la communauté des gens du voyage ; le projet consiste à classer 2,6 ha de zones actuellement agricoles (A) et naturelles (N) en zone U2f ;



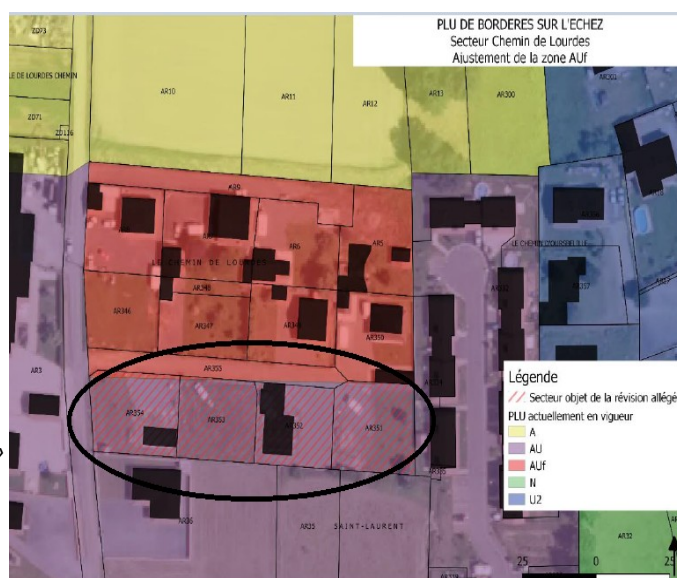
Image de gauche : situation du quartier de « Lanardonne » dans la commune – image de droite : zoom sur le quartier de « Lanardonne » et parcelles amenées à être classées en zone U2f entourées en noir



- dans le quartier du « *Pic du Jer* » sur des terrains amenés à intégrer une zone AUf (zone d'urbanisation future destinée à l'aménagement de « terrains familiaux » en vue de favoriser la sédentarisation des gens du voyage) ; le projet consiste à classer 0,25 ha de terrains déjà classés en zone à urbaniser pour l'habitat (AU) en zone AUf.



Image de gauche : situation du quartier du « Pic de Jer » dans la commune – image de droite : zoom sur le quartier de « Pic de Jer » et parcelles amenées à être classées en zone U2f



3 Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte de l'environnement

Le rapport de présentation ne présente pas de véritable démarche itérative construite en fonction des enjeux environnementaux telle que prévue dans l'article R.151-3 du code de l'urbanisme, applicable aux évaluations environnementales stratégiques. Aucune démarche d'explication des choix au regard d'autres solutions de substitution raisonnables ou d'évitement n'a été mise en œuvre, le projet s'attachant exclusivement à offrir des solutions dans la continuité de secteurs déjà utilisés dans le cadre de la sédentarisation des gens du voyage, et de la régularisation d'occupations illégales des terrains. Aucune mesure d'évitement, réduction ou compensation des incidences identifiées n'est proposée ni traduite dans les pièces opposables du PLU qui ont été transmises à la MRAe.

Sur le fond, le dossier fait apparaître que le secteur du « *Pic de Jer* » est déjà identifié comme à urbaniser : l'évolution du zonage ne présente pas, de ce fait, de risques d'incidences nouvelles sur l'environnement.

Dans le quartier de « *Lanardonne* », l'analyse n'est pas suffisante pour démontrer l'absence d'incidences du projet sur l'environnement. Les terrains amenés à intégrer la zone urbaine sont situés dans la continuité immédiate du secteur Uf2 existant, sur des prairies de fauche, des prairies sèches et des prairies en friche, à proximité immédiate d'une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I, « *Bois et collines de l'ouest tarbais* », et de type II, « *Plateau de Ger et coteaux de l'ouest tarbais* », qui présentent des enjeux pour la faune et la flore.

L'état initial des terrains repose sur un inventaire floristique daté de 2022. « *Aucun habitat déterminant* » n'ayant été identifié, le rapport de présentation conclut à l'absence d'incidences sur la biodiversité. Pourtant, l'inventaire identifie quelques habitats à enjeu « *faible à moyen* », comme le « *fourré médio-européen sur sol fertile* », sur la parcelle L164 : son aménagement risque de générer des perturbations sur les milieux naturels, les continuités écologiques et les espèces animales, sans que ces incidences ne soient prises en compte.

Aucune espèce de faune n'est relevée, mais le rapport ne mentionne pas non plus avoir réalisé un inventaire faunistique.

Quelques arbres remarquables sont présents comme le Frêne à feuilles étroites en limite de la parcelle L164, espèce protégée déterminante des zones ZNIEFF et caractéristique des zones humides : mais la présence de zones humides n'est pas vérifiée. Le rapport de présentation relève qu'« *il faudrait préserver* » ces arbres, mais aucune mesure de protection n'est proposée dans le règlement graphique et écrit.

La totalité des terrains amenés à être impactés par le projet n'est pas connue ni analysée, le rapport de présentation faisant état d'une desserte par un chemin actuellement non revêtu, non accessible aux moyens de secours, et d'une réserve incendie à créer à l'extérieur de la zone sans être encore localisée.

La MRAe recommande de décliner complètement la démarche d'évaluation environnementale sur la base d'un état initial complété sur la totalité des terrains amenés à être impactés par le projet, y compris sur la localisation de la desserte incendie, incluant la recherche de zones humides et le rôle des milieux impactés sur les continuités écologiques et les espèces de faune. Elle recommande d'en déduire des mesures ERC et de les traduire dans les pièces opposables du PLU révisé. Elle recommande de préserver strictement dans les pièces opposables du PLU (règlement graphique et écrit) les arbres remarquables identifiés comme devant l'être dans le rapport de présentation.

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION TARBES LOURDES PYRÉNÉES (CATLP)

PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION D'EXAMEN CONJOINT

Révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bordères-sur-l'Échez (Hautes-Pyrénées)

Date : Mardi 4 novembre 2025 – 10h00

**Lieu : Siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées
(Téléport 1, Juillan)**

1. Participants

- Bureau d'études : **Mme Amandine RAYMOND** (TADD)
- Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP) :
 - o **M. VIGNES**, Vice-président en charge de l'urbanisme
 - o **Mme ROEHRICH**, responsable du service Aménagement de l'Espace et Urbanisme
 - o **Mme VANDAMME**, cheffe de projet PLUi du piémont lourdaïs
 - o **Mme Sylvie SOROSTE-LEIZA**, responsable du service Environnement
 - o **Mme Anne-Claire-MAYNADIER**, responsable du service Eau et Assainissement
 - o **M. Guillaume FAVRE**, technicien du service Eau et Assainissement
- Personnes Publiques Associées (PPA) présentes :
 - o Direction Départementale des Territoires (DDT 65) : **M. Alexis MARTIN**, représentant de la DDT
 - o Institution Adour : **M. Martin ALIAGA**, représentant technique
 - o Commune de Bordères-sur-l'Échez : **M. Jérôme CRAMPE**, Maire de Bordères-sur-l'Échez
- Excusés :
 - o Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) : **Mme Mathilde HAREL**
 - o Le Département des Hautes-Pyrénées : **Mme Catherine LABAT et Mme Daisy NAVARRO**
 - o Préfecture des Hautes-Pyrénées : **M. Jean SALOMON**, le Préfet
 - o Service Habitat de la CATLP : **M. Marc FRANCHI**, responsable du service

2. Objet de la réunion

Réunion organisée conformément aux articles L.153-34 et R.153-12 du Code de l'urbanisme, dans le cadre de la révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Echez, afin de procéder à l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées avant l'ouverture de l'enquête publique.

3. Rappel du contexte et des objectifs de la procédure

Le PLU de Bordères-sur-Echez, approuvé le 20 juin 2007, a connu plusieurs modifications depuis son approbation. Prescrite le 24 mars 2021, la révision allégée n°2 vise à régulariser la situation des constructions et installations existantes en lien avec l'accueil et la sédentarisation des familles issues de la communauté des gens du voyage, conformément au Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage (SDAGV). La procédure est soumise à évaluation environnementale.

4. Présentation du projet

La CATLP a rappelé, à l'aide d'un diaporama, les principaux éléments du dossier :

- Extension de la zone U2f (quartier Lanardonne) de 14,87 ha à 17,48 ha (+2,61 ha).
- Extension de la zone AUf (quartier Pic du Jer) de 6 400 m² à 9 000 m² (+2 600 m²).
- Maintien des parcelles L164 et L166 en zones naturelle et Agricole suites aux différentes avis reçus (dérogation préfectorale et avis MRAE).
- Création d'une OAP sur la limite sud pour identifier les arbres remarquables, les accès et les haies à reconstituer suites aux différents avis reçus (avis MRAE notamment).

5. Observations et échanges

- Intervention de M. MARTIN (DDT 65) :

M. Martin indique que le Préfet des Hautes-Pyrénées a effectivement demandé à la collectivité de régulariser la situation des secteurs en lien avec l'accueil des gens du voyage et la mise en œuvre du SDAGV, sans préciser les moyens à mettre en œuvre. C'est donc la collectivité qui a choisi de procéder à une révision allégée du PLU de Bordères-sur-Echez.

La DDT souligne que le PLU de Bordères-sur-l'Echez est ancien et non conforme aux dernières évolutions réglementaires (Grenelle, ZAN) et qu'un PLUi devra être engagé prochainement pour actualiser le cadre réglementaire. M. Martin rappelle l'avis défavorable de la CDPENAF qui devra être joint à l'enquête publique.

Il précise également que cette évolution du zonage impose à la mairie des obligations en matière de desserte par les réseaux (voirie, électricité, ...).

M. Le maire de Bordères-sur-Echez confirme la volonté communale de poursuivre les aménagements sur le secteur de Lanardonne, précisant que des travaux électriques ont déjà été réalisés.

La DDT ajoute que le futur PLUi permettra de mettre en place une réflexion globale sur l'accueil des gens du voyage, en lien avec la consommation d'espace agricole et naturel.

- **Institution Adour :**

Le représentant indique que le secteur a été étudié dans plusieurs études globales et qu'il est peu probable d'y trouver des zones humides. L'Institution Adour a donc émis un avis favorable au projet de révision allégée n°2.

- **CATLP :**

En réponse à l'avis de la MRAE sur la nécessité d'études complémentaires, la CATLP indique qu'une étude globale sur les zones humides sera menée d'ici deux à trois ans dans le cadre des études du futur PLUi.

- **Commune de Bordères-sur-l'Echez :**

La commune réaffirme sa volonté de régulariser les situations existantes et d'améliorer la desserte et les aménagements du secteur concerné.

6. Suite de la procédure

La CATLP indique que l'enquête publique est prévue prochainement et que l'approbation est envisagée pour fin février 2026. Le présent procès-verbal sera joint au dossier d'enquête publique conformément à l'article R.153-20 du Code de l'urbanisme.

7. Clôture de la séance

La séance est levée à 10h40. Le présent procès-verbal est établi pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Juillan, le 4 novembre 2025

Pour la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées
(Autorité compétente en matière de documents d'urbanisme)

Signature :

Le Président,



Gérard TREMEGE



COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES

COMMUNE DE BORDÈRES-SUR-L'ECHEZ

Révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez (65)



Janvier 2026

COMMISSAIRE ENQUÊTRICE - MARIE THUILLIER
RAPPORT ET CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTE
PUBLIQUE

GLOSSAIRE

A	Mesures d'Accompagnement
CATLP	Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
CDPENAF	Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers
CE	Commissaire enquêteur / Commissaire enquêtrice
CGCT	Code Général des Collectivités Territoriales
DDT	Direction Départementale des Territoires
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement
EE	Évaluation Environnementale
EIE	Etude d'Impact sur l'Environnement
EBC	Espace Boisé Classé
ERC	Eviter-Réduire-Compenser
GES	Gaz à Effet de Serre
IGEEEDD	Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable
MO	Maître d'Ouvrage
MRAe	Mission Régionale d'Autorité Environnementale
OAP	Orientation d'Aménagement et de Programmation
PC	Permis de construire
PADD	Projet d'Aménagement et de Développement Durables
PCAET	Plan Climat Air Energie Territorial
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PLUi	Plan Local d'Urbanisme intercommunal
PNA	Plan National d'Actions
PPA	Personnes Publiques Associées
PPR (ou PPRn)	Plan de Prévention des Risques (Naturels)
PPRI	Plan de Prévention du Risque d'Inondation
PPRT	Plan de Protection contre les Risques Technologiques
PUL	Principe de l'Urbanisation Limitée
RA	Révision Allégée (de PLU)
RNT	Résumé Non Technique
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SAGV	Solidarité Avec les Gens du Voyage
SCoT	Schéma de Cohérence Territoriale

SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SDAGV	Schéma départemental d'accueil des gens du voyage
SDIS	Service Départemental d'Incendie et de Secours
SRADDET	Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires
TA	Tribunal Administratif
TVB	Trame Verte et Bleue
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

SOMMAIRE

RAPPORT

1. Cadre de l'enquête	4
2. Présentation du projet	8
3. Organisation et déroulement de l'enquête	12
4. Observations du public	14
5. Synthèse des avis rendus sur le dossier	15
6. Analyse des observations du public et des réponses du MO	17
7. Analyse de la CE	18

CONCLUSIONS MOTIVÉES

1. Rappel sommaire du projet	27
2. Déroulement de la procédure et de l'information du public	28
3. Appréciation du projet	28
4. Avis de la commissaire enquêtrice	29

ANNEXES

1. Bordereau des annexes	31
2. Annexes	32

1. Cadre de l'enquête

1.1. Le contexte

La présente enquête publique porte sur le projet de Révision Allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bordères-sur-l'Echez (Hautes-Pyrénées), un dossier initié par la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (CATLP) et arrêté le 19 septembre 2024.

L'objectif principal de cette révision, prescrite initialement par délibération du 24 mars 2021, est d'ajuster les zonages pour permettre la régularisation de l'occupation de parcelles par des familles issues de la communauté des Gens du Voyage en situation de sédentarisation, conformément aux objectifs du PADD communal. Le projet engendre des modifications du règlement graphique et concerne principalement deux secteurs : le quartier de Lanardonne et le quartier du Pic du Jer.

À Lanardonne, le projet prévoit le reclassement d'environ 2,61 hectares de zones agricoles (Aa) et naturelles (N) en zone urbaine U2f, cette modification conduisant à une réduction de 2,06 hectares de zones agricoles et de 0,55 hectare de zones naturelles. Ce transfert d'espaces naturels et agricoles en zone à urbaniser dans une commune non couverte par un SCoT la soumet au principe d'urbanisation limitée (PUL) et rend l'évaluation environnementale obligatoire. L'enquête publique est donc mise en œuvre conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement, en vue de l'approbation du projet.

1.2. Fondements législatifs et réglementaires généraux

L'enquête publique portant sur la révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez s'inscrit dans le cadre des articles suivants du Code de l'urbanisme :

- Articles L. 153-19 et R. 153-8 à R. 153-10 : mise à l'enquête publique d'un PLU ;
- Articles L. 153-31 et suivants, R. 153-11 et R. 153-12 : modalités de révision allégée du PLU ;
- Article L. 103-3 et L. 103-6 : modalités de la concertation préalable ;
- Article L. 153-34 : procédure de révision allégée du PLU ;
- Article R. 104-35 : avis conforme de soumission ou dispense d'évaluation environnementale (MRAe) ;
- Articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-35 : réglementation de l'évaluation environnementale des plans et programmes ;
- Articles R. 153-20 et R. 153-21 : règles d'affichage en mairie de la délibération et de la consultation du dossier soumis à l'enquête ;
- Article L. 151-13 : saisine de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF).

L'enquête s'inscrit également dans le cadre des articles suivants du Code de l'environnement :

- Articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants : textes relatifs aux enquêtes publiques ;
- Article R. 122-6 : définition de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement (MRAe) ;
- Articles L. 122-4 à L. 122-11 : réglementation de l'évaluation environnementale des plans et programmes, incluant l'avis de l'autorité environnementale sur certains plans et programmes ;
- Article R. 123-8 : définition de la composition du dossier soumis à enquête publique.

1.3. Textes et décrets spécifiques

Outre les codes, d'autres textes administratifs et réglementaires structurent cette procédure :

- Décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 : décret portant création et organisation de l'Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable (IGEEDD), dont fait partie la MRAe ;
- Directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 : directive européenne concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II, qui sert de référence pour l'évaluation environnementale ;
- Règlement intérieur de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Occitanie : règlement adopté le 29 septembre 2022, et notamment son article 8 ;
- Arrêtés ministériels successifs : arrêtés portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;
- Décision de la MRAe Occitanie du 07 janvier 2022 : décision portant délégation pour adopter les avis.

1.4. Actes administratifs

Les actes administratifs relatifs à la procédure, présents dans le dossier soumis à l'enquête publique :

- Délibération de prescription : délibération n°1 du Bureau Communautaire en date du 24 mars 2021, prescrivant la révision allégée n°2 ;
- Délibération complémentaire : délibération n°3 du Bureau Communautaire en date du 23 juin 2021, venant compléter celle du 24 mars ;
- Délibération d'arrêt du projet : délibération du Bureau Communautaire du 19 septembre 2024, qui arrête le projet de révision et tire le bilan de la concertation ;
- Décision du Tribunal Administratif de Pau du 30 septembre 2025 (N° E25000113 /64) : désignation de Madame Marie Thuillier en qualité de commissaire enquêtrice et de Monsieur Robert Domec en qualité de suppléant ;

- Arrêté n°ARR2025-019 de la CATLP : arrêté prescrivant l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique sur le projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez.

Les Avis et décisions des Personnes Publiques Associées (PPA) et de l'État :

- Avis de la MRAe : avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAe) Occitanie, émis le 3 décembre 2024 ;
- Avis de la CDPENAF : avis défavorable de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers, émis le 17 décembre 2024 ;
- Arrêté préfectoral (Refus) : arrêté n° 65-2025-01-20-00002 du 20 janvier 2025 portant refus de la demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée (art. L.142-5) ;
- Arrêté préfectoral (Après recours) : arrêté n° 65-2025-06-18-00013 du 18 juin 2025 statuant sur la demande de dérogation après recours, portant refus uniquement pour les parcelles L164 et L166 ;
- Procès-verbal d'examen conjoint : procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées, daté du 4 novembre 2025.

Actes versés au dossier d'enquête publique :

- Note de présentation juridique : document mentionnant les textes régissant l'enquête publique (Codes de l'urbanisme et de l'environnement) ;
- Note d'information corrective en date du 25 novembre 2025 : note versée au registre corrigeant une erreur matérielle dans la notice explicative et le résumé non technique concernant le zonage du secteur "Pic du Jer" (classé AUf et non U2f).

1.5. Le déroulement de l'enquête publique

- L'enquête publique est organisée dans le cadre de la Révision Allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez, procédure prescrite par délibération du 24 mars 2021 afin de permettre la régularisation de constructions et installations existantes liées à l'accueil et la sédentarisation des gens du voyage sur les secteurs de Lanardonne et du Pic du Jer (extension des zones U2f et AUf). L'ajustement du document d'urbanisme est rendu obligatoire par les Articles L. 153-31 et suivants du Code de l'urbanisme car le projet implique la réduction d'espaces agricoles et de zones naturelles.
- Par décision du Tribunal Administratif de Pau en date du 30 septembre 2025 (N° E25000113 /64), Madame Marie Thuillier a été désignée en qualité de commissaire enquêtrice titulaire, et Monsieur Robert Domec en qualité de suppléant.
- Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à la Révision Allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez. Cet arrêté vise notamment la désignation du commissaire enquêteur ainsi que les modalités et les dates de déroulement de

l'enquête, à savoir du jeudi 13 novembre (09h00) au jeudi 18 décembre (17h00) inclus au siège de la Communauté d'Agglomération et à la mairie de Bordères-sur-l'Echez.

- L'avis d'enquête publique a été publié dans (justificatifs en annexe 1) les quotidiens "La Dépêche du Midi" et "La Nouvelle République des Pyrénées" le mardi 28 octobre 2025 puis le mardi 18 novembre 2025. Un article a également été publié dans les éditions du 04 novembre 2025 de La Dépêche du Midi et de La Nouvelle République des Pyrénées (annexe 4).
- La Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a procédé à l'affichage de l'avis public dans les délais légaux, soit plus de quinze jours avant l'ouverture de l'enquête et jusqu'à la fin de l'enquête publique au moins, dans les endroits suivants : siège de la CATLP (Téléport à Juillan), mairie de Bordères-sur-l'Echez, quartier Lanardonne et Pic du Jer à Bordères-sur-l'Echez (annexe 2).
- L'avis a également été mis en ligne sur les sites internet de l'agglomération et de la commune de Bordères-sur-l'Echez (annexe 3), ainsi que sur l'application PanneauPocket et sur la page Facebook de la commune (annexe 4).

1.6. Composition du dossier soumis à l'enquête

Le dossier mis à disposition du public pendant toute la durée de l'enquête publique, soit pendant 36 jours consécutifs du 13 novembre au 18 décembre 2025, au siège de la CATLP (siège de l'enquête publique) et à la mairie de Bordères-sur-l'Echez se composait comme suit :

Pièce "Procédure"

- Délibération de prescription de la révision allégée du 24/03/2021
- Délibération d'arrêt du projet et bilan de la concertation du 19/09/2024
- Avis de la MRAe, de la CDPENAF ainsi que dérogation au PUL (Principe d'Urbanisation Limitée) et réponses de la collectivité sur ces avis
- PV de la réunion d'examen conjoint en date du 04/11/2025

Pièce "Rapport de présentation"

- Rapport 1 : Rapport explicatif
- Rapport 2 : Etude naturaliste
- Rapport 3 : Résumé Non Technique

Pièce "Règlement"

- Règlement graphique

Pièces "Enquête publique"

- Textes régissant l'enquête publique
- Note de présentation

Une note d'information liée à la correction d'une erreur matérielle a été ajoutée au dossier le 25 novembre 2025 et les versions corrigées du Rapport explicatif et du Résumé Non Technique ont été mises à la disposition du public ce même jour.

Dans chacun des lieux d'enquête (siège de la CATLP et mairie de Bordères-sur-l'Echez), une version complète imprimée de ce dossier a été mise à disposition du public (mise à jour le 25/11/2025 – Cf. annexe 6), ainsi qu'un poste informatique dédié à sa consultation en version numérique (également mise à jour le 25/11/2025).

2. Présentation du projet

2.1. Contexte général

La commune de Bordères-sur-l'Echez est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 20 juin 2007 et ayant fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution depuis cette date.

Le territoire communal, situé dans la plaine de la vallée de l'Adour, n'est pas couvert par un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) opposable. Cette situation juridique implique l'application du principe d'urbanisation limitée (article L.142-4 du Code de l'urbanisme), soumettant toute ouverture à l'urbanisation de zones naturelles ou agricoles à une dérogation préfectorale.

La procédure actuelle, une révision allégée n°2, a été prescrite par délibération du Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (CATLP) le 24 mars 2021. Elle intervient dans un contexte où la commune accueille depuis de nombreuses années des familles de la communauté des gens du voyage, dont certaines occupent de manière illicite des parcelles situées en zones agricoles (A) ou naturelles (N).

2.2. Objectifs du projet

L'objet unique de cette révision allégée est la régularisation de constructions et d'installations existantes liées à l'accueil et à la sédentarisation des gens du voyage, conformément aux objectifs du Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage (SDAGV) 2018-2023.

Le projet vise à mettre en adéquation le zonage réglementaire avec la réalité de l'occupation du sol sur deux secteurs spécifiques, sans remettre en cause les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), dont l'objectif n°7 prévoit explicitement la sédentarisation de ces populations.

2.3. Les éléments du projet

Le dossier soumis à enquête publique prévoit des évolutions sur deux secteurs distincts de la commune de Bordères-sur-l'Echez.

Le quartier Lanardonne, situé au sud-ouest de la commune, est un quartier un peu à l'écart de la commune et sur lequel sont déjà sédentarisées plusieurs dizaines de familles de la communauté des gens du voyage.

Le secteur Pic du Jer, situé au nord de la commune, accueille des familles également sédentarisées dans un environnement plus inséré dans la commune.



- **Secteur Lanardonne (Sud-Ouest de la commune)**

Ce quartier, accueillant 450 à 500 personnes, est partiellement classé en zone U2f. Le projet initial prévoyait une extension de cette zone sur environ 2,61 hectares en englobant des parcelles classées en zones agricole (Aa) et naturelle (N).

Évolution du périmètre : Suite aux avis des Personnes Publiques Associées (détaillés au 2.4. ci-dessous), le projet a été réduit. Les parcelles L164 et L166 sont maintenues en zones naturelles et agricoles.

Zonage final : Le reclassement en zone U2f (destinée à l'habitat individuel, la sédentarisation et les terrains familiaux) concerne désormais les parcelles L133 à L137, L106, L189 et L190.



- **Le secteur "Pic du Jer" (Nord de la commune)**

Ce secteur concerne une superficie d'environ 2 560 m² (0,25 ha) accueillant environ 50 personnes.

Modification : Le projet vise à reclasser les parcelles AR351, AR352, AR354 et AR355, actuellement en zone à urbaniser classique (AU), vers une zone spécifique "AUF" dédiée aux terrains familiaux.

Rectification d'erreur matérielle : Une note d'information a été versée au dossier pour corriger une erreur présente dans le Rapport explicatif et le Résumé Non Technique. Ces documents mentionnaient par erreur un classement en zone "U2f" pour ce secteur, alors que le règlement graphique et la délibération prévoient bien un classement en zone "AUF".

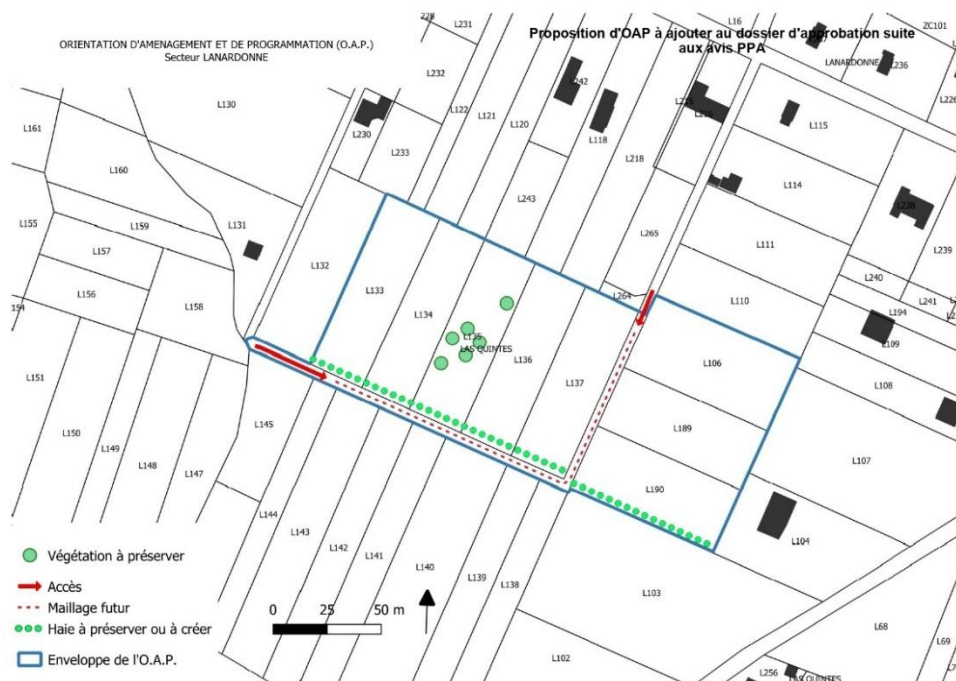


2.4. Evolutions du projet

Le projet a connu des ajustements substantiels suite au contrôle de l'État, requis par l'absence de SCoT :

- **Refus initial (21 janvier 2025) :** Le Préfet des Hautes-Pyrénées a pris un premier arrêté refusant la dérogation au principe d'urbanisation limitée pour l'ensemble des parcelles demandées (Lanardonne et Pic du Jer). Ce refus était motivé par l'avis défavorable de la CDPENAF du 17 décembre 2024, soulignant une "consommation excessive des espaces naturels et agricoles" (2,61 ha s'ajoutant aux 200 ha déjà ouverts).
- **Arrêté après recours (18 juin 2025) :** Suite à un recours de la collectivité, un nouvel arrêté préfectoral a été pris. Le refus de dérogation a été maintenu uniquement pour les parcelles L164 et L166 (secteur Lanardonne).

- **Conséquence sur le projet :** En conformité avec cette décision, la collectivité a modifié le projet pour maintenir les parcelles L164 et L166 en zone naturelle, les excluant de l'urbanisation prévue.



2.5. Eviter - Réduire – Compenser

L'évaluation environnementale et les avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) ont conduit à l'application suivante de la séquence ERC :

- **Éviter :** La MRAe a alerté sur la présence d'habitats à enjeu (fourré médio-européen) et d'arbres remarquables (Frêne à feuilles étroites) sur la parcelle L164. En réponse au refus préfectoral et à cet avis environnemental, l'évitement a été réalisé par le retrait pur et simple des parcelles L164 et L166 du périmètre d'urbanisation.
- **Réduire :** Une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) a été créée spécifiquement sur le secteur Lanardonne. Elle impose l'identification et la préservation des arbres remarquables, ainsi que la création/reconstitution de haies, notamment sur la limite sud, pour assurer une intégration paysagère et préserver les continuités écologiques.
- **Compenser :** Compte tenu des mesures d'évitement (retrait des parcelles sensibles) et de réduction, aucune mesure de compensation n'a été jugée nécessaire.

2.6. Analyse des risques techniques et sanitaires du projet

Le dossier analyse les impacts techniques de cette densification :

- **Assainissement :**
 - Pic du Jer : Le secteur est desservi par l'assainissement collectif.

- Lanardonne : Ce secteur n'est pas raccordé au réseau collectif. L'assainissement doit être autonome. L'état des lieux montre une disparité de conformité des installations existantes.
- **Défense Incendie et Eau Potable :**
 - Pic du Jer : La couverture incendie (poteau n°75) et l'alimentation en eau potable sont jugées suffisantes.
 - Lanardonne : Le réseau d'eau potable nécessite des extensions (environ 170 mètres) pour desservir les parcelles sud. La défense incendie est assurée par une réserve de 60 m³ couvrant le risque courant faible, mais une réflexion sur une réserve supplémentaire est évoquée pour les parcelles les plus éloignées.
- **Risques naturels :** Les secteurs concernés par l'ouverture à l'urbanisation ne sont pas situés dans des zones à risque d'inondation identifiées par le Plan de Prévention des Risques (PPR).

3. Organisation et déroulement de l'enquête

3.1. Organisation de l'enquête

L'arrêté n° ARR2025-019 du 22/10/2025 pris par la CATLP confirme la désignation par Madame la Vice-Présidente du Tribunal administratif de Pau de Madame Marie Thuillier en qualité de commissaire enquêtrice et de Monsieur Robert Domec en qualité de suppléant.

Selon les modalités de l'arrêté susmentionné, l'enquête a été ouverte durant 36 jours consécutifs du jeudi 13 novembre 2025 à 09h00 au jeudi 18 décembre 2025 à 17h00.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le dossier d'enquête a été mis à la disposition du public et consultable librement :

- sur support papier, à la mairie de Bordères-sur-l'Echez et au siège de la CATLP aux jours et heures habituels d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 ;
- en version numérique sur un poste informatique mis à disposition du public en mairie et au siège de la CATLP aux horaires cités ci-dessus ;
- en version numérique téléchargeable sur le site internet de la CATLP : https://www.agglo-tlp.fr/page/plui-plu#bloc_273.

La commissaire enquêtrice s'est tenue à la disposition du public les jours et heures suivants :

- le jeudi 13 novembre 2025 de 09h00 à 12h00 à la mairie de Bordères-sur-l'Echez
- le mardi 02 décembre 2025 de 14h00 à 17h00 au siège de la CATLP à Juillan
- le jeudi 18 décembre 2025 de 14h00 à 17h00 à la mairie de Bordères-sur-l'Echez

A l'issue de la permanence du 18 décembre, la commissaire enquêtrice a récupéré les registres d'enquête et procédé à leur clôture.

3.2. Identification et régularisation d'une erreur matérielle

Le vendredi 21 novembre 2025, la commissaire enquêtrice a identifié une erreur matérielle dans certains documents composant le dossier d'enquête, relative au zonage du secteur du Pic du Jer.

Cette erreur concernait une mention erronée de ce secteur en zone U2f dans la notice explicative et le résumé non technique, alors que le projet de révision allégée n° 2 du PLU, conformément à la délibération de prescription et au document réglementaire, prévoit son classement en zone AUf.

La Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a immédiatement réagi et procédé, dès le 24 novembre 2025, à la correction des documents concernés. Les versions rectifiées ont été intégrées au dossier d'enquête et mises à disposition du public le 25 novembre 2025 (Cf. annexe 6).

Cette erreur matérielle et sa régularisation ont fait l'objet d'une mention portée au registre d'enquête par la commissaire enquêtrice, à titre d'information.

La commissaire enquêtrice précise que cette erreur matérielle n'a pas eu d'incidence sur la tenue de l'enquête publique ni sur la compréhension du projet par le public. Elle porte sur un secteur dont les terrains sont déjà occupés par des membres de la communauté des gens du voyage et s'inscrit dans une démarche de régularisation de situations existantes, sans ouverture à l'urbanisation de nouveaux terrains.

3.3. Visites, réunions et reconnaissances liées au dossier

Dans le cadre de la présente enquête publique, plusieurs réunions, visites de terrain et échanges ont été organisés afin d'appréhender de manière complète les enjeux du projet.

Une première réunion s'est tenue au siège de la CATLP, en présence de Madame Robyn Vandamme, chargée du suivi de l'enquête pour le compte de l'agglomération, de Madame Julie Roehrich, responsable du service Urbanisme à la CATLP, ainsi que de Monsieur Robert Domec, commissaire enquêteur suppléant. Cette réunion a permis de présenter le dossier, d'en préciser le cadre et d'évoquer les principales étapes de la procédure.

Un rendez-vous a ensuite été organisé le 24 octobre avec Monsieur le Maire de Bordères-sur-l'Echez, en présence de Madame Vandamme et de Monsieur Domec, au cours duquel l'ensemble des points connus à ce stade de l'enquête a pu être abordé et discuté.

Une reconnaissance de terrain a par ailleurs été réalisée sur les secteurs concernés par le projet, à savoir le quartier Lanardonne et le secteur du Pic du Jer, en présence du premier adjoint à la mairie de Bordères-sur-l'Echez, qui a ainsi pu en faire une présentation détaillée des deux zones.

Plusieurs entretiens en présentiel ont également eu lieu au cours de l'enquête, notamment avec Monsieur Pascal Haurine, représentant la Direction départementale des territoires (DDT), afin d'échanger sur les aspects réglementaires et techniques du dossier. La commissaire enquêtrice a par ailleurs pris contact avec la direction de l'association en charge de l'accompagnement des gens du voyage (Solidarité Avec les Gens du Voyage - SAGV), dans le cadre de la compréhension des enjeux sociaux liés au projet.

À cette occasion, il est apparu que la SAGV n'avait pas été informée de la tenue de l'enquête publique ni du projet de régularisation foncière en cours, alors même que son cœur de mission concerne l'accompagnement des gens du voyage, et notamment leur sédentarisation. Ces échanges ont toutefois permis de soulever plusieurs points d'attention, en particulier la question récurrente de l'installation de familles sur des parcelles non autorisées et la nécessité d'un meilleur partage d'information entre les acteurs concernés.

Des échanges réguliers ont également été menés avec les services de la commune de Bordères-sur-l'Echez, et notamment avec la directrice générale des services ainsi qu'avec la responsable de l'urbanisme.

Enfin, la commissaire enquêtrice a été en relation constante avec Madame Robyn Vandamme tout au long de l'enquête, ce qui a notamment permis une réaction rapide et coordonnée lors de l'identification de l'erreur matérielle en cours de procédure et de sa régularisation immédiate.

Ces entretiens et visites ont permis d'apporter les réponses à l'ensemble des questions et interrogations portées par la commissaire enquêtrice.

3.4. Déroulé des permanences

Conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté n° ARR2025-019 du 22/10/2025, la commissaire enquêtrice s'est tenue à la disposition du public à trois reprises dont deux à la mairie de Bordères-sur-l'Echez et une au siège de l'enquête, dans les locaux de la CATLP, sur la zone tertiaire Pyrène Aéro-Pôle à Juillan.

Ces permanences se sont déroulées dans d'excellentes conditions, la mairie de Bordères-sur-l'Echez et la CATLP ayant mis à la disposition de l'enquêtrice tous les éléments matériels nécessaires au bon déroulement de l'enquête et des permanences.

Une seule observation a été consignée durant la première permanence et les deux permanences suivantes n'ont fait l'objet d'aucune visite ni observation du public.

3.5. PV de synthèse et mémoire en réponse

Le 19 novembre 2025, le procès-verbal de synthèse des observations du public (annexe 5) a été transmis par voie électronique à Monsieur le Président de la CATLP.

La CATLP en a accusé réception et a informé la commissaire enquêtrice que ce procès-verbal n'appelait pas de réponse de sa part.

4. Observations du public

4.1. Comptabilisation des observations

Une seule observation émanant du public a été consignée dans le registre lors des permanences. Aucune contribution n'a été reçue par les autres canaux de communication mis à la disposition du public.

Permanence du CE			Heures d'ouverture de la mairie		Courriers (Poste)	Mails (mairie)
Dates	Observations orales	Observations écrites	Consultations du dossier	Observations écrites		
13/11/25	0	1	0	0	0	0
02/12/25	0	0				
18/12/25	0	0				
	0	1	0	0	0	0

4.2. Relevé des observations

Catégories	Observations - Interrogations	Auteur(s)
Informations sur terrains adjacents	Interrogation sur le statut d'un terrain hors zone concernée sur le quartier Lanardonne.	Mesdames PENE et DUVIGNEAU

5. Synthèse des avis rendus sur le dossier

5.1. Avis de la CDPENAF

La CDPENAF a rendu un avis défavorable le 17 décembre 2024.

La commission a estimé que le projet entraînait une "consommation excessive des espaces naturels et agricoles". Elle a noté que l'ouverture de 2,61 ha supplémentaires venait s'ajouter aux 14,87 ha déjà ouverts sur le secteur Lanardonne (et aux 200 ha à l'échelle du PLU).

Le changement de zonage (N et Aa vers U2f) a reçu une majorité de voix défavorables (10 contre, 5 pour).

5.2. Avis des Services de l'État (Préfecture et DDT)

La position de l'État a évolué au cours de la procédure, passant d'un refus global à une autorisation partielle suite à un recours de la collectivité.

- **Arrêtés Préfectoraux (Dérogation au principe d'urbanisation limitée) :**
 - Refus initial (21 janvier 2025) : Le Préfet a d'abord refusé la dérogation pour l'ensemble des secteurs (Lanardonne et Pic du Jer), en s'appuyant sur l'avis de la CDPENAF concernant la consommation excessive d'espace.
 - Refus partiel après recours (18 juin 2025) : Suite au recours gracieux, le Préfet a pris un nouvel arrêté limitant le refus uniquement aux parcelles L164 et L166 (secteur Lanardonne). Le reste du projet (autres parcelles de Lanardonne et secteur Pic du Jer) a donc obtenu la dérogation nécessaire.

- **Direction Départementale des Territoires (DDT 65) :** Lors de la réunion d'examen conjoint, la DDT a rappelé que si le Préfet a demandé la régularisation de ces secteurs d'accueil, il n'a pas imposé les moyens pour y parvenir. La DDT a souligné que le PLU actuel de Bordères-sur-l'Echez est "ancien et non conforme aux dernières évolutions réglementaires (Grenelle, ZAN)" et qu'une réflexion globale devra être menée dans le futur PLUi.

5.3. Avis de l'Institution Adour

L'avis de l'Institution Adour est favorable. Lors de l'examen conjoint, le représentant technique a indiqué que le secteur avait fait l'objet de plusieurs études globales et qu'il était "peu probable d'y trouver des zones humides" (ce point étant toutefois nuancé par l'avis de la MRAe qui a relevé la présence d'espèces caractéristiques de ces zones).

5.4. Avis de la MRAe

La MRAe n'a pas rendu d'avis au sens propre du terme mais a émis des recommandations :

- **Critique de la démarche :** L'Autorité déplore l'absence de recherche de solutions alternatives, le projet visant uniquement à régulariser des situations existantes sans intégrer de mesures d'évitement ou de réduction (ERC) dans sa conception initiale.
- **Points de vigilance (Secteur Lanardonne) :** L'évaluation est jugée insuffisante. La MRAe signale la présence d'habitats à enjeu sur la parcelle L164 et d'une espèce protégée (Frêne à feuilles étroites) pouvant indiquer la présence non vérifiée de zones humides. Elle pointe également des carences sur la défense incendie.
- **Recommandations principales :** Compléter l'état initial (faune, zones humides) sur l'ensemble des terrains impactés et inscrire la préservation stricte des arbres remarquables dans le règlement du PLU.

5.5. Prise en compte des avis et conséquences sur le projet

En réponse à ces avis croisés (particulièrement le refus partiel du Préfet et l'avis de la MRAe), la collectivité a acté lors de l'examen conjoint et dans le dossier d'enquête :

- Le maintien des parcelles L164 et L166 en zones naturelles et agricoles (abandon de leur urbanisation).
- La création d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur le secteur Lanardonne pour encadrer l'intégration paysagère et la préservation des arbres remarquables.

6. Analyse des observations du public et des réponses du pétitionnaire

L'intégralité des observations est consignée dans le registre d'enquête, la synthèse en est présentée dans le PV de synthèse en annexe 5.

Les observations n'appelant pas de réponse de la part du pétitionnaire, celui-ci n'a pas produit de mémoire en réponse au PV de synthèse.

6.1. Demande d'informations

Lors d'une permanence, deux personnes, propriétaires d'un terrain situé immédiatement au nord de la zone du quartier Lanardonne concernée par la présente enquête publique, sont venues solliciter des informations relatives à ce terrain, actuellement exploité dans le cadre d'un fermage.

Il leur a été précisé que la parcelle évoquée ne se situe pas dans le périmètre de l'enquête publique.

Les propriétaires ont indiqué qu'il s'agit d'un terrain leur appartenant en indivision. Elles ont rappelé qu'il y a environ vingt ans, une première demande d'acquisition avait été formulée par une personne appartenant à la communauté des gens du voyage, demande à laquelle une réponse négative avait été apportée. Elles ont également signalé qu'une nouvelle demande, émanant récemment d'une autre personne issue de la même communauté, leur avait été adressée en vue de l'acquisition de ce terrain. Cette demande a également reçu une réponse négative de leur part.

Réponse du pétitionnaire : -

Analyse de la CE : La commissaire enquêtrice constate que l'observation recueillie ne porte pas directement sur le projet soumis à enquête publique, le terrain évoqué étant situé en dehors du périmètre concerné et ne faisant l'objet d'aucune modification de zonage dans le cadre de la présente procédure.

Néanmoins, cette contribution met en lumière un enjeu plus général lié à la politique d'accueil et de localisation des terrains destinés à la communauté des gens du voyage. À cet égard, il apparaît important de souligner que des terrains spécifiquement identifiés et classés à cette fin (notamment en zone U2f) sont appelés à être rendus accessibles.

Il conviendra donc de veiller :

- à une information claire et précise des personnes concernées quant aux terrains qui leur sont spécifiquement réservés ;
- à prévenir toute tentative d'acquisition de terrains non constructibles ou non classés dans les zones prévues à cet effet ;
- et, plus largement, à assurer une bonne compréhension des règles d'urbanisme applicables, tant pour les propriétaires fonciers que pour les personnes souhaitant acquérir des terrains.

Cette vigilance apparaît nécessaire afin de garantir la cohérence du projet d'aménagement, le respect des documents d'urbanisme en vigueur et l'équilibre entre les différents usages du territoire.

7. Analyse de la commissaire enquêtrice

7.1. Appréciation du déroulement de l'enquête

L'enquête publique s'est tenue du 13 novembre au 18 décembre 2025, dans le strict respect des prescriptions légales relatives à son organisation, sa publicité, son affichage, la mise à disposition du dossier au public ainsi qu'à la réception et la publication des observations.

- ***Erreur matérielle***

La commissaire enquêtrice relève que l'erreur matérielle identifiée en cours d'enquête a été signalée sans délai à la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées. Dès qu'elle en a eu connaissance, l'agglomération a réagi avec célérité, en engageant immédiatement les démarches nécessaires à la rectification des documents concernés (Cf. annexe 6).

La rapidité de réaction de la CATLP témoigne d'une bonne prise en compte du rôle de l'enquête publique et de la nécessité d'assurer une information fiable et actualisée du public tout au long de la procédure.

- ***Information du public***

La CATLP a mis en œuvre tous les moyens nécessaires à une bonne information du public, notamment en permettant l'accès au dossier soumis à enquête publique via son site internet. La page dédiée a enregistré 104 sessions ; néanmoins, ces statistiques, non individualisées pour la présente enquête publique, ne permettent pas une analyse pertinente de la fréquentation.

La mairie de Bordères-sur-l'Echez a assuré une large diffusion de l'information, en mobilisant tous les moyens à sa disposition : publication sur son site internet, relais via l'application PanneauPocket (378 vues) et la page Facebook de la commune (1809 vues et 4 ) , affichage de l'avis d'enquête dans de nombreux lieux de la commune et passage sur les panneau d'affichage électronique. Ces démarches visaient à faciliter l'accès du public et à l'informer pleinement de la possibilité de s'exprimer sur le dossier soumis à enquête.

Il est à noter que des dégradations régulières et récurrentes ont été constatées dès la fin octobre sur les panneaux d'affichage réglementaires installés sur le terrain aux abords du quartier Lanardonne (Chemin de Lanardonne et Chemin des Amériques) et secteur Pic du Jer (Rue du Pic du Jer).

La commune de Bordères-sur-l'Echez a néanmoins assuré une veille quotidienne et le remplacement systématique des affiches dégradées, grâce à la mobilisation des agents communaux disposant d'un stock d'affiches fourni par la CATLP. Les affiches apposées au siège de l'enquête et à la mairie n'ont, quant à elles, subi aucune dégradation.

- ***Participation du public***

La participation du public a été plus que limitée avec une seule visite lors de la première permanence. Une seule observation a donc été formulée par le public au cours de cette période. Cette observation portait sur une parcelle contiguë à celles concernées par la révision du PLU. Par ailleurs, aucune autre personne ne s'est déplacée pour consulter le dossier mis à disposition en mairie et au siège de la CATLP.

Bien que limitée à une seule contribution, la participation du public apporte néanmoins un éclairage utile sur certaines dynamiques locales. L'observation recueillie met en évidence l'existence de démarches engagées par des membres de la communauté des gens du voyage en vue de l'acquisition de terrains situés en dehors des zones spécifiquement affectées à cet usage par les documents d'urbanisme en vigueur. Cette contribution souligne ainsi la persistance de besoins ou de demandes d'extension des zones d'installation, en décalage avec le cadre réglementaire actuel. Elle invite, de manière plus générale, à une vigilance accrue quant à l'information des personnes concernées sur les secteurs légalement dédiés à cet usage, ainsi qu'au respect des zonages définis par le PLU.

On notera que le faible niveau de participation du public observé au cours de la présente enquête publique s'inscrit dans la continuité des constats dressés lors de la phase de concertation préalable organisée dans le cadre de cette procédure, engagée à compter de 2021. Ainsi, le bilan de la concertation, arrêté par délibération en septembre 2024, fait état de l'absence totale de contributions écrites du public sur le projet. Il ressort par ailleurs que les seules questions exprimées à l'occasion de cette phase de concertation portaient sur le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) à venir et non sur le présent dossier de révision allégée du PLU communal.

Par ailleurs, il ressort des éléments portés à la connaissance de la commissaire enquêtrice que les deux secteurs concernés par le projet ne semblent pas connaître de difficultés particulières de voisinage. Cette appréciation est notamment confortée par la présence, à proximité immédiate du quartier Lanardonne, d'un gîte labellisé Gîtes de France, lequel bénéficie de très bonnes évaluations et de commentaires positifs de la part de ses visiteurs.



Sans préjuger de l'ensemble des situations locales, cet élément peut être regardé comme un indicateur du bon déroulement de la cohabitation entre les différents usagers et habitants du secteur. Il contribue à éclairer le faible niveau de mobilisation du public constaté au cours de l'enquête, dans un contexte où les situations existantes apparaissent globalement stabilisées et acceptées.

Dans ce contexte, la faible participation constatée lors de l'enquête publique apparaît cohérente avec les modalités d'information mises en œuvre et les retours observés lors des étapes précédentes de la procédure.

7.2. Composition du dossier d'enquête

Le dossier d'enquête contenait l'ensemble des pièces exigées par l'article R.123-8 du Code de l'environnement. Il fournissait tous les éléments nécessaires à la compréhension du projet, de ses caractéristiques, ainsi que de ses impacts et incidences sur les plans environnemental, humain et urbanistique.

L'erreur matérielle identifiée en cours d'enquête portait sur une mention erronée du classement du secteur du Pic du Jer, indiqué à tort en zone U2f dans la notice explicative et le résumé non technique, alors que le projet de révision allégée n° 2 du PLU prévoit, conformément à la délibération de prescription et au document réglementaire, son classement en zone AUf.

Les documents concernés ont été corrigés par la CATLP et les versions rectifiées ont été intégrées au dossier d'enquête et mises à disposition du public (Cf. annexe 6). Cette régularisation a permis de rétablir la cohérence et la concordance entre l'ensemble des pièces composant le dossier soumis à enquête publique.

7.3. Enjeux et impacts du projet

Ce projet vise à adapter le zonage de deux secteurs identifiés – le quartier Lanardonne et le secteur du Pic du Jer – afin de prendre en compte la réalité des occupations existantes et d'encadrer juridiquement des situations de sédentarisation déjà installées.

- ***Enjeux sociaux et urbains***

Le projet répond à un enjeu social clairement identifié : l'accueil et la sédentarisation des familles issues de la communauté des gens du voyage, conformément aux objectifs du PADD communal et au Schéma départemental d'accueil des gens du voyage (SDAGV). Il ne s'agit pas d'une création de nouveaux secteurs d'accueil ex nihilo, mais bien d'une régularisation et d'un encadrement réglementaire de situations existantes, tant au quartier Lanardonne qu'au Pic du Jer.

Sur le plan urbain, la révision allégée se traduit par une modification du règlement graphique du PLU sur ces secteurs, sans modification du règlement écrit. Elle permet de rétablir une cohérence entre le zonage réglementaire et l'occupation effective des sols, contribuant ainsi à la sécurité juridique du document d'urbanisme et à une meilleure lisibilité des règles applicables.

- **Consommation d'espace et équilibre territorial**

La révision allégée entraîne une évolution limitée des surfaces, représentant environ 0,17 % du territoire communal. Le bilan des surfaces met en évidence une légère diminution des zones agricoles et naturelles, compensée par une augmentation modérée des zones urbaines, principalement au bénéfice de la zone U2f dédiée à la sédentarisation des gens du voyage.

Cette consommation d'espace reste mesurée et concentrée sur des secteurs déjà partiellement artificialisés ou occupés, ce qui limite les effets d'étalement urbain. Elle s'inscrit par ailleurs dans un contexte de densification encadrée des zones déjà identifiées au PLU comme dédiées à cet usage spécifique.

Pour le quartier Lanardonne, le projet vise à étendre la zone U2f pour inclure des parcelles actuellement agricoles (Aa) ou naturelles (N) occupées ou destinées à l'être. Ce quartier accueille déjà entre 450 et 500 personnes.

Sur le secteur Pic du Jer, l'objectif est d'intégrer des constructions existantes (sur parcelles AR351, 352, 354, 355) dans une zone dédiée. Une erreur matérielle a été corrigée durant la procédure : ces parcelles sont bien destinées à être classées en zone AUf (terrains familiaux) et non U2f comme mentionné par erreur dans la notice initiale.

Les vues aériennes, ainsi que la visite de terrain effectuée dans le cadre de cette enquête montrent que, sur le quartier Lanardonne, certaines parcelles sont d'ores et déjà occupées, alors même qu'elles ne sont pas destinées à être intégrées dans le périmètre de la zone U2f telle qu'étendue dans le cadre de la présente révision allégée.



Cette situation met en évidence un décalage entre l'occupation effective de certains terrains et les choix de zonage opérés par le document d'urbanisme. Elle souligne l'importance de maintenir un équilibre entre la nécessaire prise en compte des situations existantes et la limitation de la consommation d'espace, afin d'éviter toute extension diffuse ou non maîtrisée de l'urbanisation en dehors des secteurs expressément identifiés à cet effet par le PLU.

- **Enjeux environnementaux et paysagers**

Les études environnementales réalisées dans le cadre de la procédure concluent à l'absence d'impacts significatifs sur les milieux naturels. Aucun site Natura 2000 ni aucune ZNIEFF n'est directement concerné par les évolutions de zonage, et aucune atteinte aux continuités écologiques de la trame verte et bleue n'a été identifiée. Les habitats recensés présentent des enjeux faibles à négligeables, majoritairement constitués de prairies de fauche, de friches ou de formations végétales en voie de recolonisation.

Sur le plan paysager, le projet prend en compte les enjeux d'intégration du secteur de Lanardonne dans son environnement agricole et naturel. À cet effet, une OAP a été ajoutée sur ce secteur afin d'imposer la plantation de haies et la préservation des arbres remarquables, notamment sur la limite sud du quartier. Ces prescriptions visent à renforcer les transitions paysagères, à limiter l'impact visuel de l'urbanisation et à préserver les éléments végétaux structurants du paysage local.

Par ailleurs, l'ajustement du périmètre du projet, avec le retrait de certaines parcelles initialement envisagées, a permis d'éviter des atteintes à des habitats présentant un intérêt écologique plus marqué, contribuant ainsi à limiter les incidences environnementales du projet.

- **Articulation avec les documents de planification**

En l'absence de SCoT approuvé, la révision allégée du PLU a été analysée au regard de sa compatibilité avec les principaux documents de planification supra-communaux, notamment le SDAGE Adour-Garonne, le SAGE Adour Amont, le PCAET de la communauté d'agglomération et le SDAGV. Le dossier démontre que les évolutions proposées ne font pas obstacle à l'application de ces documents et s'inscrivent dans le cadre des objectifs qu'ils fixent.

Il est par ailleurs rappelé que le SDAGV est arrivé à échéance et que sa nouvelle version est actuellement en cours de finalisation. Dans ce contexte, la commissaire enquêtrice estime qu'il serait opportun que les réflexions engagées dans le cadre de ce futur schéma départemental s'articulent étroitement avec les démarches locales de régularisation menées par les collectivités, notamment sur le quartier Lanardonne.

Une coordination renforcée entre les différents acteurs concernés permettrait de mieux prendre en compte les situations existantes, d'anticiper les besoins en matière de sédentarisation et d'assurer une cohérence d'ensemble entre les orientations départementales et les documents d'urbanisme communaux.

7.4. Risques et sécurité

L'analyse de la sécurité du projet de révision allégée n°2 porte sur la capacité des infrastructures existantes à accompagner la densification et l'extension des zones dédiées aux gens du voyage, dans des conditions garantissant la sécurité des biens et des personnes.

- **Défense Incendie**

La couverture en matière de défense incendie présente des situations contrastées selon les secteurs concernés par le projet.

Sur le secteur du Pic du Jer, la défense incendie est jugée satisfaisante. Le secteur est desservi par le poteau d'incendie n°75, situé à environ 200 mètres, dont les caractéristiques et les performances constatées permettent de couvrir de manière appropriée les risques identifiés.

En revanche, quartier Lanardonne, la situation appelle une vigilance particulière. La zone est actuellement couverte par une réserve incendie de 60 m³, assurant une couverture dans un rayon de 400 mètres. L'analyse du dossier met toutefois en évidence une couverture limitée pour les parcelles les plus éloignées, notamment dans la partie sud de l'extension envisagée. À ce titre, l'avis de la MRAe a relevé des incertitudes quant à la localisation des dispositifs de desserte incendie et à l'accessibilité des secours.

Le dossier d'enquête mentionne qu'une réflexion pourra être engagée sur la création ou le renforcement d'une réserve incendie. Il ressort par ailleurs des échanges menés avec les services communaux, et notamment avec Madame Menet, directrice générale des services de la commune de Bordères-sur-l'Echez, que cette problématique a été pleinement prise en compte par la collectivité. La commune a ainsi programmé, dès 2026, les travaux et investissements nécessaires au renforcement de la défense incendie dans ce secteur.

La commissaire enquêtrice estime qu'il conviendra de veiller à la réalisation effective de ces aménagements préalablement à toute délivrance d'autorisations d'aménager ou de construire, afin de garantir un niveau de sécurité conforme aux exigences réglementaires pour les futurs occupants.

- **Gestion des eaux usées**

La gestion des eaux usées constitue un enjeu majeur de salubrité publique, en particulier pour les secteurs non raccordés au réseau d'assainissement collectif, au regard des risques potentiels pour les sols et les ressources en eau.

Sur le secteur du Pic du Jer, aucun risque particulier n'a été identifié, celui-ci étant desservi par le réseau d'assainissement collectif, garantissant une prise en charge conforme des eaux usées générées.

En revanche, le quartier Lanardonne n'est pas raccordé au réseau collectif et relève du régime de l'assainissement non collectif (ANC). L'état des lieux, établi à partir de la cartographie des conformités ANC de novembre 2022, met en évidence une situation hétérogène, caractérisée par la présence de plusieurs installations classées comme non conformes, ainsi que de parcelles non bâties ne produisant pas, à ce stade, d'eaux usées.

Dans ce contexte, l'augmentation envisagée de la densité de population sur le secteur, estimée entre 450 et 500 personnes, reposant sur des systèmes d'assainissement

autonomes, est susceptible d'accroître les risques de pollution des sols et des nappes phréatiques en cas de défaillance ou d'inadaptation des installations existantes.

Le projet tel que présenté dans le dossier soumis à enquête prévoit l'obligation de mise aux normes des dispositifs d'assainissement pour les nouvelles opérations. Il conviendra donc de veiller à ce que la régularisation administrative des parcelles s'accompagne systématiquement d'une mise en conformité technique effective des installations d'assainissement non collectif, afin de garantir des conditions sanitaires et environnementales satisfaisantes sur le long terme.

- **Accessibilité et sécurité civile**

L'accessibilité des parcelles constitue un corollaire indispensable à la sécurité civile, notamment en ce qui concerne l'intervention des services de secours.

Le dossier d'enquête indique que la desserte des parcelles situées au quartier Lanardonne (parcelles L133 à L137, L106, L189 et L190) est assurée par le chemin de l'Avion. Cette voie relève du domaine communal et appartient à ce titre à la commune, laquelle est directement concernée par les éventuels travaux de mise aux normes de la voirie.

Un risque a toutefois été identifié au regard des conditions actuelles de desserte. Le chemin de l'Avion est décrit comme non revêtu, ce qui ressort tant de l'analyse des photographies aériennes de 2022 que des constatations effectuées par la commissaire enquêtrice lors de la visite de terrain réalisée en début d'enquête. À ce titre, la MRAe a attiré l'attention sur le fait que, dans son état actuel, cette voie pourrait ne pas être accessible aux moyens de secours.



Le projet prévoit une évolution destinée à répondre à cette problématique, notamment par la création d'une OAP sur la limite sud du secteur, visant à identifier et à traiter les conditions d'accès. Par ailleurs, lors de l'examen conjoint, la DDT a rappelé que l'évolution du zonage implique, pour la commune, des obligations en matière de desserte par les réseaux et par la voirie.

Il ressort des échanges menés avec les services de la commune que la reprise et la mise aux normes du chemin de l'Avion sont envisagées et seront programmées dès lors que de nouveaux terrains seront effectivement urbanisés, ce qui n'est pas le cas à ce jour.

La commissaire enquêtrice estime que la réalisation de ces aménagements devra intervenir préalablement ou concomitamment à toute urbanisation nouvelle, afin de garantir des conditions d'accessibilité compatibles avec les exigences de sécurité civile.

- **Risques Naturels et Technologiques**

L'analyse des risques naturels et technologiques vise à apprécier la compatibilité du projet avec les contraintes existantes, au regard de la sécurité des personnes et des biens.

S'agissant du risque d'inondation, il ressort des éléments du dossier que les secteurs ouverts à l'urbanisation ne sont pas situés dans des zones identifiées comme exposées au risque d'inondation par le Plan de Prévention des Risques (PPR). Aucun enjeu particulier n'a, à ce titre, été relevé.

Concernant le transport de matières dangereuses, le rapport de présentation initial mentionne que la zone U2f, prise dans son ensemble, est impactée par la présence d'une canalisation de transport de gaz. Le dossier précise toutefois que la révision allégée n° 2 du PLU n'entraîne pas d'augmentation de la population exposée à ce risque spécifique.

Il conviendra de porter une attention particulière, lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme, au strict respect des marges de recul réglementaires applicables à cette canalisation, notamment dans l'hypothèse où celle-ci traverserait ou longerait les parcelles concernées par l'évolution du zonage.

- **Synthèse de l'analyse "Sécurité"**

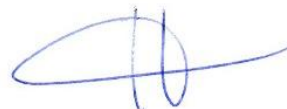
Le projet de révision allégée n° 2 du PLU ne fait apparaître aucun risque majeur de nature à compromettre sa faisabilité, notamment en ce qui concerne les risques d'inondation ou de mouvements de terrain.

Toutefois, la commissaire enquêtrice relève que les conditions de sécurité incendie et de salubrité sur le quartier Lanardonne demeurent étroitement liées à la réalisation des mises à niveau techniques indispensables. Celles-ci concernent en particulier l'accessibilité de la voirie aux véhicules de secours, le renforcement des dispositifs de défense incendie ainsi que la conformité des installations d'assainissement non collectif.

Par ailleurs, le retrait des parcelles L164 et L166 du périmètre du projet final a permis d'écarter les enjeux environnementaux liés à la préservation d'habitats sensibles. Cette évolution contribue à renforcer à la fois la sécurité juridique et l'équilibre écologique du projet.

En s'appuyant sur les éléments et analyses précédemment exposés, les conclusions personnelles et motivées de la commissaire enquêtrice font l'objet d'un rapport séparé.

Fait à Tarbes, le 08 janvier 2026



Marie THUILLIER
Commissaire enquêtrice



COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES

COMMUNE DE BORDÈRES-SUR-L'ECHÉZ

Révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez (65)



Janvier 2026

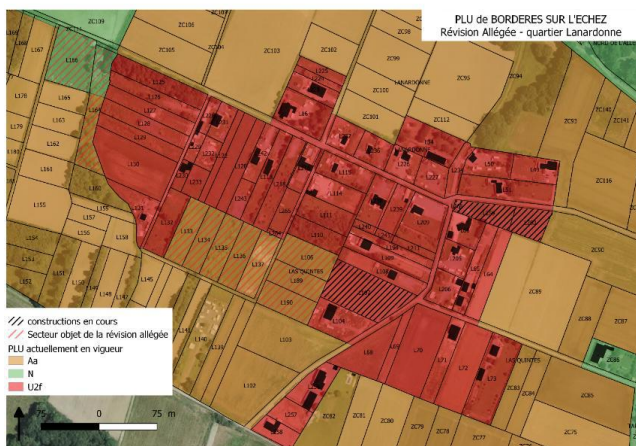
COMMISSAIRE ENQUÊTRICE - MARIE THUILLIER
CONCLUSIONS MOTIVÉES

1. Rappel de l'objet de l'enquête

L'enquête publique, qui s'est déroulée du 13 novembre au 18 décembre 2025, porte sur la Révision Allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bordères-sur-l'Echez.

Ce projet, initié par la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (CATLP), a pour objet unique la mise en adéquation du règlement graphique avec la réalité de l'occupation des sols afin de permettre la régularisation de l'habitat de familles issues de la communauté des gens du voyage.

Il concerne deux secteurs spécifiques : le quartier de Lanardonne (classement en zone U2f) et le secteur du Pic du Jer (classement en zone AUf).



2. Déroulement de la procédure et de l'information du public

La procédure a respecté les exigences légales et réglementaires en matière de publicité et d'affichage. Le dossier mis à disposition était complet et a permis une bonne compréhension des enjeux.

J'ai noté qu'une erreur matérielle figurait dans la notice explicative et le résumé non technique initiaux, mentionnant à tort un classement en zone U2f pour le secteur du Pic du Jer alors que le règlement prévoyait bien une zone AUf. Dès son identification le 21 novembre 2025, la collectivité a fait preuve de réactivité en corrigeant les pièces concernées et en informant le public par une note dédiée, garantissant ainsi la transparence et la régularité de l'enquête.

La participation du public a été très faible (une seule observation consignée), ce qui peut s'expliquer par l'absence de conflits d'usage majeurs sur les secteurs concernés, les situations étant déjà existantes et stabilisées.

3. Appréciation du projet

3.1. Utilité sociale et conformité réglementaire

Le projet répond à une nécessité sociale avérée et s'inscrit en conformité avec l'objectif n°7 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) de la commune ainsi qu'avec le Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage (SDAGV).

Il ne vise pas à ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation spéculative, mais à offrir un cadre légal et sécurisé à des familles en cours de sédentarisation.

3.2. Consommation d'espace et préservation de l'environnement

Le projet a connu une évolution positive majeure au cours de son instruction administrative.

Initialement critiqué par la CDPENAF pour sa consommation foncière et ayant fait l'objet d'un refus préfectoral initial, le projet a été redimensionné. Le retrait des parcelles L164 et L166 du périmètre d'urbanisation (maintenues en zone naturelle) constitue une réponse adéquate aux enjeux environnementaux soulevés par la MRAe. Cette modification permet de préserver des habitats naturels d'intérêt (fourrés médio-européens), des arbres remarquables (*Fraxinus angustifolia*) et de limiter l'artificialisation des sols.

L'ajout d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) paysagère sur Lanardonne renforce l'intégration du projet.

3.3. Sécurité et salubrité publique

L'analyse des risques montre une situation contrastée qui appelle à la vigilance :

- **Défense Incendie** : Si le secteur Pic du Jer est correctement couvert, la couverture du quartier Lanardonne est perfectible pour les parcelles les plus éloignées. Je prends acte que la commune a programmé des investissements pour 2026 afin de renforcer ce dispositif.

- **Accès et Voirie** : La desserte du quartier Lanardonne par le "Chemin de l'Avion", actuellement non revêtu, pose question pour l'accès des secours. Sa mise aux normes devra impérativement accompagner l'urbanisation effective.
- **Assainissement** : Le recours à l'assainissement non collectif sur Lanardonne nécessite une mise en conformité stricte des installations pour prévenir tout risque sanitaire, point sur lequel le règlement devra être appliqué avec rigueur.

4. Avis de la commissaire enquêtrice

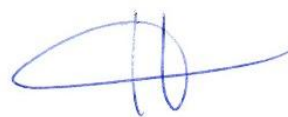
- Considérant que le projet répond à un objectif social d'intérêt général conforme aux documents de planification supra-communaux ;
- Considérant que le projet a été amendé pour exclure les zones à fort enjeu écologique (L164 et L166), répondant ainsi aux réserves de l'Autorité Environnementale et des services de l'État ;
- Considérant que les risques identifiés (incendie, accès) sont connus de la collectivité et font l'objet d'une programmation de travaux ;

En conséquence,
J'émet un AVIS FAVORABLE,
à la Révision Allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme
de la commune de Bordères-sur-l'Echez

Cet avis favorable est assorti des recommandations suivantes :

1. **Sécurité Incendie et Accès** : Conditionner la délivrance des futures autorisations d'urbanisme sur l'extension sud de Lanardonne à la réalisation effective des travaux de voirie (Chemin de l'Avion) et de défense incendie programmés par la commune.
2. **Salubrité** : Veiller à ce que la régularisation administrative des terrains s'accompagne systématiquement d'un contrôle de conformité et, le cas échéant, d'une réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

Tarbes, le 08 janvier 2026



Marie THUILLIER
Commissaire enquêtrice



COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES

COMMUNE DE BORDÈRES-SUR-L'ECHÉZ

Révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez (65)



Janvier 2026

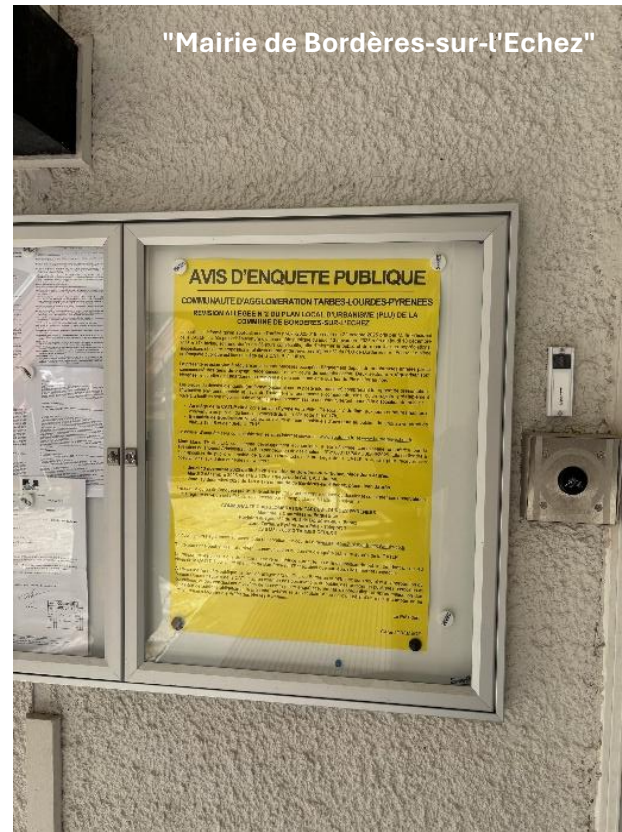
COMMISSAIRE ENQUÊTRICE - MARIE THUILLIER
ANNEXES

Bordereau des annexes

- Annexe 1 : Justificatifs des insertions de l’avis d’enquête publique
- Annexe 2 : Affichage réglementaire - Lieux d’affichage
- Annexe 3 : Affichage numérique
- Annexe 4 : Affichage complémentaire (PanneauPocket et Facebook de la commune de Bordères-sur-l'Echez, articles PQR)
- Annexe 5 : PV de synthèse des observations du public
- Annexe 6 : Note d'information – Correction d'erreur matérielle

Annexe 2 : Affichage réglementaire - Lieux d'affichage





"Bordères : quartier Lanardonne,
chemin des Amériques"



"Bordères : quartier Lanardonne,
chemin des Amériques"



"Bordères : Pic du Jer"



"Bordères : Pic du Jer"

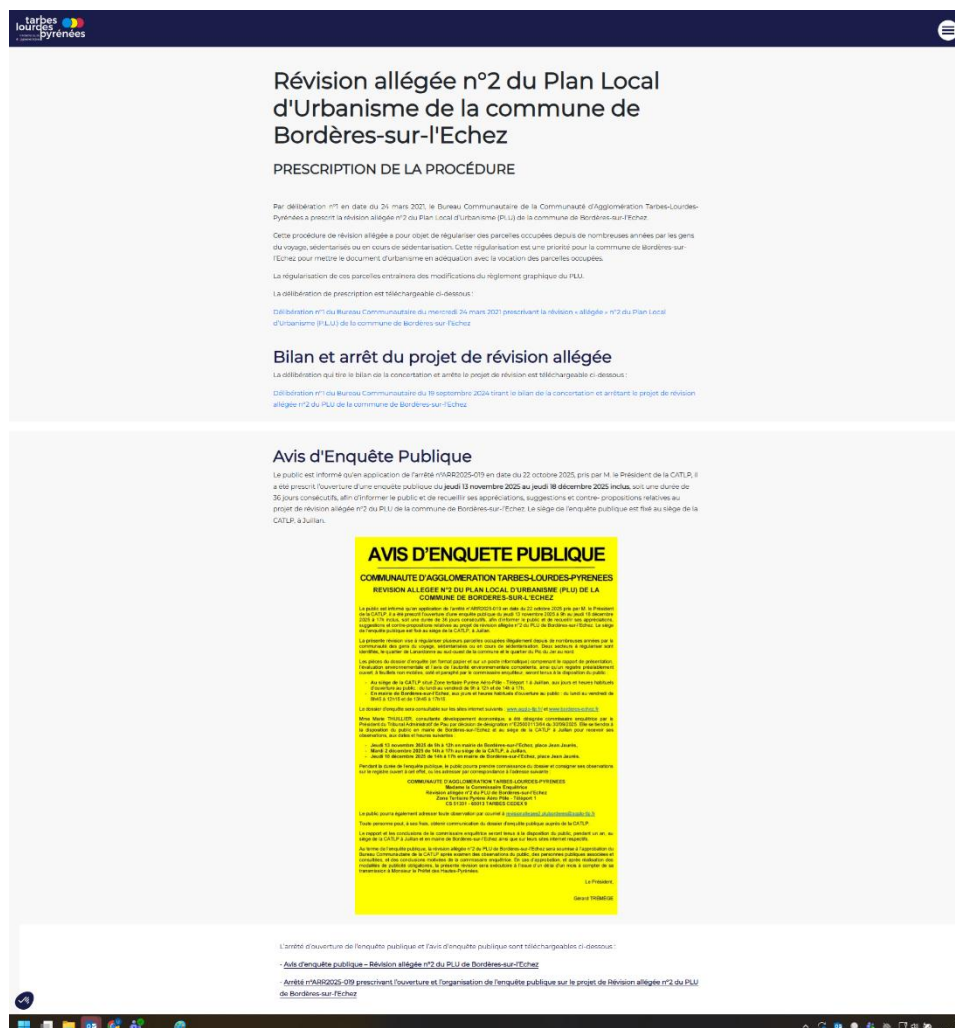


Dégradations constatées sur les affiches réglementaires sur le terrain :



Annexe 3 : Affichage numérique

https://www.agglo-tlp.fr/page/plui-plu#bloc_273



<https://www.borderes-echez.fr/actualite/fiche/186>

The screenshot shows a web browser displaying the website www.borderes-echez.fr. The page features a large yellow banner with a megaphone icon and the text "D'ENQUÊTE" and "PUBLIQUE". Below the banner, the title "RÉVISION ALLÉGÉE N°2 DU PLU" is prominently displayed, with a sub-header "ACTUALITÉS" and a date "PUBLIÉ LE : 12/11/2025". A navigation bar at the top includes links such as "VIE MUNICIPALE", "VIE QUOTIDIENNE", "GRANDIR", "ÉCHANGER", "SENTRAIDER", "SE DIVERTIR", "CONTACT", and "INSCRIPTION LETTRE D'INFORMATION". A sidebar on the left contains social media icons and a "MEMBRE" button. The main content area includes a section titled "Plan local d'urbanisme révision allégée n°2" with a brief description of the public inquiry process and a link to download the dossier: https://www.agglo-tfp.fr/medias_front/documents/1435266530-DossierEP-RA2-PLU-BE-V2.pdf. The bottom of the page shows a weather widget for "Aujourd'hui" with a temperature range of "MAX: 9°C / MIN: 2°C".

Annexe 4 : Affichage complémentaire (PanneauPocket et Facebook de la commune de Bordères-sur-l'Echez – articles PQR)

PanneauPocket

Facebook



Bordères-sur-l'Echez
65320
Info modifiée le 04/11/2025

Avis d'enquête publique

📢 Révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bordères-sur-l'Echez

Cliquez sur le lien ci-après 📎 pour télécharger l'avis d'enquête publique au format pdf.

<https://www.borderes-echez.fr/actualite/fiche/186>

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

REVISION ALLEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE BORDERES-SUR-L'ECHÉZ

Le public est informé qu'en application de l'arrêté n°ARR2025-019 en date du 22 octobre 2025 pris par M. le Président de la CATLP, il a été prescrit l'ouverture d'une enquête publique du jeudi 13 novembre 2025 à 9h au jeudi 18 décembre 2025 à 17h inclus, soit une durée de 36 jours consécutifs, afin d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions relatives au projet de révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Echez. Le siège de l'enquête publique est fixé au siège de la CATLP, à Julian.

La présente révision vise à régulariser plusieurs parcelles occupées illégalement depuis de nombreuses années par la communauté des gens du voyage, sédentarisées ou en cours de sédentarisation. Deux secteurs à régulariser sont identifiés, le quartier de Lanarsonne au sud-ouest de la commune et le quartier du Pic du Jer au nord.

Les pièces du dossier d'enquête (en format papier et sur un poste informatique) comprenant le rapport de présentation, l'évaluation environnementale et l'avis de l'autorité environnementale compétente, ainsi qu'un registre préalablement ouvert, à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public :

- Au siège de la CATLP situé Zone tertiaire Pyrène Aéro-Pôle - Téléport 1 à Julian, aux jours et heures habituels d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h,
- En mairie de Bordères-sur-l'Echez, aux jours et heures habituels d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 8h45 à 12h15 et de 13h45 à 17h15.

Le dossier d'enquête sera consultable sur les sites internet suivants : www.agglo-tp.fr/ et www.borderes-echez.fr/

Mme Marie THULLIER, consultante développement économique, a été désignée commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Pau par décision de désignation n°E25000113/84 du 30/09/2025. Elle se tiendra à la disposition du public en mairie de Bordères-sur-l'Echez et au siège de la CATLP à Julian pour recevoir ses observations, aux dates et heures suivantes.

Mairie de Bordères sur l'Echez

Info

Page officielle de la mairie de Bordères sur l'Echez. Vous retrouverez toutes les informations de la commune.

Page : Centre d'intérêt

05 62 38 94 94

borderes-echez.fr

Pas encore évalué (1 avis)

Photos

Toutes les photos

ALUMINATION DE NOÛL

Quelques photos de la commune

Le public est informé qu'en application de l'arrêté n°ARR2025-019 en date du 22 octobre 2025 pris par M. le Président de la CATLP, il a été prescrit l'ouverture d'une enquête publique du jeudi 13 novembre 2025 à 9h au jeudi 18 décembre 2025 à 17h inclus, soit une durée de 36 jours consécutifs, afin d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions relatives au projet de révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Echez. Le siège de l'enquête publique est fixé au siège de la CATLP, à Julian.

La présente révision vise à régulariser plusieurs parcelles occupées illégalement depuis de nombreuses années par la communauté des gens du voyage, sédentarisées ou en cours de sédentarisation. Deux secteurs à régulariser sont identifiés, le quartier de Lanarsonne au sud-ouest de la commune et le quartier du Pic du Jer au nord.

Les pièces du dossier d'enquête (en format papier et sur un poste informatique) comprenant le rapport de présentation, l'évaluation environnementale et l'avis de l'autorité environnementale compétente, ainsi qu'un registre préalablement ouvert, à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public :

- Au siège de la CATLP situé Zone tertiaire Pyrène Aéro-Pôle - Téléport 1 à Julian, aux jours et heures habituels d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h,
- En mairie de Bordères-sur-l'Echez, aux jours et heures habituels d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 8h45 à 12h15 et de 13h45 à 17h15.

Le dossier d'enquête sera consultable sur les sites internet suivants : www.agglo-tp.fr/ et www.borderes-echez.fr/

Mme Marie THULLIER, consultante développement économique, a été désignée commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Pau par décision de désignation n°E25000113/84 du 30/09/2025. Elle se tiendra à la disposition du public en mairie de Bordères-sur-l'Echez et au siège de la CATLP à Julian pour recevoir ses observations, aux dates et heures suivantes.

Le public pourra également adresser toute observation par courriel à commissaire@agglo-tp.fr et commissaire@borderes-echez.fr

Toute personne peut, à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la CATLP.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, pendant un an, au siège de la CATLP à Julian et en mairie de Bordères-sur-l'Echez, ainsi que sur leurs sites internet respectifs.

Au terme de l'enquête publique, la révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Echez sera soumise à l'approbation du Bureau Communautaire de la CATLP après examen des observations du public, des perceptions publiques accolées et consultées, et des conclusions motivées de la commissaire enquêteur. En cas d'approbation, et après validation des modalités de publicité obligatoires, la présente révision sera enclavée à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission à Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées.

Le Président,
Gérard TRÉMEGE

<https://www.nrpyrenees.fr/2025/11/04/avis-denquete-publique-revision-alleege-du-plu-13031377.php>

<https://www.ladepeche.fr/2025/11/04/avis-denquete-publique-revision-alleege-du-plu-13031801.php>



Accueil > Actu > Société > Urbanisme - Aménagement

Avis d'enquête publique : révision allégee du PLU



Urbanisme - Aménagement, Bordères-sur-l'Échez

Publié le 04/11/2025 à 05:06

Correspondant de la rédaction des Hautes-Pyrénées

 Écouter cet article

00:00 / 01:58
Powered by ETX Majolan

Le public est informé qu'en application de l'arrêté en date du 22 octobre pris par le président de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, il a été prescrit l'ouverture d'une enquête publique du jeudi 13 novembre au jeudi 18 décembre inclus afin d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions relatives au projet de révision allégee du PLU de Bordères-sur-l'Échez.

Cette révision vise à régulariser plusieurs parcelles occupées illégalement depuis de nombreuses années par la communauté des gens du voyage, sédentarisés ou en cours de sédentarisation. Deux secteurs à régulariser sont identifiés, le quartier Lanardonne, au sud-ouest de la commune, et le quartier du Pic-du-Jer au nord.

Les pièces du dossier d'enquête seront tenues à la disposition du public en mairie de Bordères, aux heures d'ouverture, du lundi au vendredi, de 8 h 45 à 12 h 15 et de 13 h 45 à 17 h 15.

Dossier consultable sur les sites internet suivants : www.agglo-tilp.fr et www.borderes-echez.fr

Marie Thuillier, consultante développement économique, désignée commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public, en mairie de Bordères, jeudi 13 novembre, de 9 h à 12 h, et jeudi 18 décembre, de 14 h à 17 h.

Pendant la durée de l'enquête publique, le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance à l'adresse : Communauté d'agglomération TLP, Mme la commissaire enquêteur, révision allégee n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Échez, zone tertiaire Pyrène Aéro Pôle, téléport 1, CS 51331, 65013 Tarbes Cedex 9.

Le public pourra également adresser toute observation par courriel à revisionalleguee2.pluborderes@agglo-tilp.fr

Le rapport et les conclusions seront tenus à la disposition du public, pendant un an, au siège de la TLP et en mairie de Bordères ainsi que sur les sites internet respectifs.

(Avis à trouver en intégralité sur le Facebook et sur le site de la mairie de Bordères.)

Voir les commentaires

Réagir



Ajouter un commentaire

Publier mon commentaire

Lire la charte de modération



Accueil / France - Monde / Société / Urbanisme - Aménagement

Bordères-sur-l'Échez. Avis d'enquête publique : révision allégee du PLU



Urbanisme - Aménagement, Bordères-sur-l'Échez

Publié le 04/11/2025 à 05:15

Correspondant de la rédaction des Hautes-Pyrénées

 Écouter cet article

00:00 / 02:08
Powered by ETX Majolan

Le public est informé qu'en application de l'arrêté en date du 22 octobre pris par le président de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, il a été prescrit l'ouverture d'une enquête publique du jeudi 13 novembre au jeudi 18 décembre inclus afin d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions relatives au projet de révision allégee du PLU de Bordères-sur-l'Échez.

Cette révision vise à régulariser plusieurs parcelles occupées illégalement depuis de nombreuses années par la communauté des gens du voyage, sédentarisés ou en cours de sédentarisation. Deux secteurs à régulariser sont identifiés, le quartier Lanardonne, au sud-ouest de la commune, et le quartier du Pic-du-Jer au nord.

Les pièces du dossier d'enquête seront tenues à la disposition du public en mairie de Bordères, aux heures d'ouverture, du lundi au vendredi, de 8 h 45 à 12 h 15 et de 13 h 45 à 17 h 15.

Dossier consultable sur les sites internet suivants : www.agglo-tilp.fr et www.borderes-echez.fr

Marie Thuillier, consultante développement économique, désignée commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public, en mairie de Bordères, jeudi 13 novembre, de 9 h à 12 h, et jeudi 18 décembre, de 14 h à 17 h.

Pendant la durée de l'enquête publique, le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance à l'adresse : Communauté d'agglomération TLP, Mme la commissaire enquêteur, révision allégee n°2 du PLU de Bordères-sur-l'Échez, zone tertiaire Pyrène Aéro Pôle, téléport 1, CS 51331, 65013 Tarbes Cedex 9.

Le public pourra également adresser toute observation par courriel à revisionalleguee2.pluborderes@agglo-tilp.fr

Le rapport et les conclusions seront tenus à la disposition du public, pendant un an, au siège de la TLP et en mairie de Bordères ainsi que sur les sites internet respectifs.

(Avis à trouver en intégralité sur le Facebook et sur le site de la mairie de Bordères.)

Voir les commentaires

Réagir



Ne ratez plus jamais une nouveauté !

Non merci

Recevoir des notifications !

Annexe 5 : PV de synthèse des observations du public

Marie THUILLIER
Commissaire enquêtrice

**Monsieur le Président de la
communauté d'agglomération
Tarbes-Lourdes-Pyrénées
Zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle
Téléport 1
CS 51331
65013 TARBES CEDEX 9**

Le 19 novembre 2025

Monsieur le Président,

Dans le cadre de l'enquête publique relative à la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bordères-sur-l'Échez, qui s'est déroulée du 13 novembre au 18 décembre 2025, j'ai l'honneur de vous transmettre, en annexe au présent courrier, le procès-verbal de synthèse des observations et propositions du public.

Ce document présente de manière fidèle et objective l'ensemble des contributions recueillies au cours de l'enquête, ainsi que les éléments portés au dossier pendant son déroulement, conformément aux dispositions du Code de l'environnement.

Je vous remercie de bien vouloir me faire parvenir, dans les délais réglementaires, l'éventuel mémoire en réponse de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, afin qu'il puisse être pris en compte dans l'élaboration de mon rapport et de mes conclusions motivées.

Je reste à votre disposition pour toute précision complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.



Marie Thuillier
Commissaire enquêtrice

PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS DANS LES REGISTRES D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Objet de l'enquête : Révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-L'Echez

Commune concernée : Bordères-sur-L'Echez

Pétitionnaire : Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Dates de l'enquête : du 13/11/2025 au 18/12/2025

Commissaire enquêteur : Marie THUILLIER

Lieux de dépôt des registres : Mairie de Bordères-sur-L'Echez, siège de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Conformément à l'article R.123-18 du Code de l'environnement, le présent procès-verbal de synthèse récapitule les observations consignées dans le registre et les échanges recueillis durant l'enquête publique portant sur la révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-L'Echez.

L'enquête s'est déroulée du 13 novembre 2025 à 09h au 18 décembre 2025 à 17h.

Trois permanences ont eu lieu :

- Le jeudi 13 novembre 2025 de 09h à 12h à la mairie de Bordères-sur-L'Echez
- Le mardi 02 décembre 2025 de 14h à 17h au siège de la CATLP
- Le jeudi 18 décembre 2025 de 14h à 17h à la mairie de Bordères-sur-L'Echez

Tableau récapitulatif des contributions :

N°	Date	Nom / Prénom ou Anonyme	Mode de dépôt	Observation ou synthèse	Pièces jointes (oui/non)
1	13/11/2025	Mmes PENE et DUVIGNEAU	Observation orale retranscrite dans le registre de la Mairie de Bordères-sur-L'Echez	Information sur statut terrain adjacent quartier Lanardonne	Non
2	25/11/2025	Marie THUILLIER	Observation écrite dans les 2 registres	Mention de la rectification d'une erreur matérielle	Non

Synthèse générale :

À la clôture de l'enquête, les registres comportaient 2 observations, dont :

- 0 favorable
- 0 défavorable
- 2 avis neutres ou demande de précisions

EP Révision allégée n°2 du PLU de Bordères-sur-L'Echez

Commissaire enquêteur : Marie THUILLIER

Les observations ont porté sur :

- Une demande d'information sur le statut d'un terrain adjacent aux parcelles concernées par la révision du PLU dans le quartier Lanardonne ;
- La correction d'une erreur matérielle.

Questions et interrogations de la commissaire enquêtrice :

Il a été porté à la connaissance du public que la Communauté d'Agglomération a transmis en cours d'enquête une notice explicative et un résumé non technique corrigés de la révision allégée n°2 du PLU, afin de rectifier une erreur matérielle concernant le secteur du Pic du Jer, initialement mentionné à tort en zone U2F, le projet prévoyant son reclassement en zone AUF, ces documents corrigés ayant été intégrés au dossier et mis à disposition du public.

Le dossier soumis à l'enquête publique s'est révélé complet, clair et bien structuré, l'erreur matérielle identifiée et immédiatement corrigée ne compromettant pas sa compréhension. Il ne suscite aucune question ni interrogation complémentaire de la part de la commissaire enquêtrice.

Clôture du registre :

Les registres d'enquête publique ont été clos et signés par la commissaire enquêtrice le jeudi 18 décembre 2025.

Conformément aux dispositions de l'article R123-18 du Code de l'environnement, le présent procès-verbal de synthèse des observations du public, assorti des éventuels questionnements de la commissaire enquêtrice, a été transmis par mail le 19 décembre 2025, soit dans le délai prévu de huit jours suivant la clôture de l'enquête publique, à Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

La Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées dispose d'un délai de quinze jours pour communiquer ses observations et réponses éventuelles à la commissaire enquêtrice.

Fait et remis à M. le Président de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées,
le 19 décembre 2025



La Commissaire Enquêtrice,
Marie THUILLIER



M. le Président de la CATLP
Pour le Président empêché,
Le 1^{er} Vice-Président, Patrick VIGNES



A Juillan, le 19 décembre 2025

Enquête publique de la révision allégée n°2 du PLU de la commune de Bordères-sur-l'Echez

REPONSE AU PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Le Procès-Verbal de synthèse des observations du public n'appelle pas d'observation particulière de la part de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

PV de synthèse pris en charge le 19 décembre 2025

Réponse apportée par la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées au procès-verbal du synthèse le 19 décembre 2025

Pour la CATLP :

Pour le Président empêché,
Le 1^{er} Vice-Président,


Patrick VIGNES

Annexe 6 : Note d'information – Correction d'erreur matérielle

Révision allégée n°2 du PLU de BORDERES-SUR-L'ECHEZ

Note d'information – Correction d'erreur matérielle

Dans le cadre de l'enquête publique relative à la révision allégée n°2 du PLU de la commune de BORDERES-SUR-L'ECHEZ, une erreur matérielle a été identifiée dans la notice explicative, pages 12, 21 et 22. Ces erreurs sont également présentes dans le RNT (Résumé Non Technique).

Cette erreur concerne le secteur du Pic du Jer :

- La délibération de prescription et les documents du dossier prévoient le reclassement du secteur en zone AUF, afin de régulariser les constructions existantes en lien avec l'accueil et la sédentarisation des gens du voyage et la zone AUF voisine déjà existante.
- Toutefois, la notice explicative et le RNT mentionnent, par erreur, un classement en U2f.

Le projet n'est pas modifié : le secteur du Pic du Jer a bien vocation à être reclassé en AUF, conformément à la procédure prescrite.

Les versions corrigées de la notice explicative et du RNT sont donc mises à disposition du public ce jour.

Cette correction ne modifie pas le contenu ou l'économie générale du projet soumis à enquête et constitue une simple rectification d'erreur matérielle.

Date de mise à disposition : **25 NOV. 2025**



Marie THUILLIER



Commissaire Enquêtrice :